



FONDATION DE LA RESISTANCE
Reconnue d'utilité publique par décret du 05/03/93
Sous le haut patronage du Président de la République

Hôtel National des Invalides
Escalier K Corridor de Metz 75700 PARIS 07 S.P.
Tél. : 01.47.05.73.69 - Fax : 01.45.66.03.93

DES LIBÉRATEURS?

GRZYWACZ
JUIF POLONAIS
2 ATTENTATS

ELEK
JUIF HONGROIS
& DÉRAILLEMENTS

WASJBROT
JUIF POLONAIS
1 ATTENTAT - 3 DÉRAILLEMENTS

WITCHITZ
JUIF POLONAIS
15 ATTENTATS

FINGERWEIG
JUIF POLONAIS
8 ATTENTATS - 8 DÉRAILLEMENTS

BOCZOV
JUIF HONGROIS
CHIEF DE BANDE
25 ATTENTATS

MANOUCHIAN
ARMÉNIEN
CHIEF DE BANDE
58 ATTENTATS
10 MORTS
100 BLESSÉS

FONTANOT
COMMUNISTE ITALIEN
15 ATTENTATS

ALFONSO
ESPAGNOL, ROUGE
7 ATTENTATS

RAYMAN
JUIF POLONAIS
15 ATTENTATS

MORTS POUR LA FRANCE

**LA LIBÉRATION!
PAR L'ARMÉE DU CRIME**

Concours National de la Résistance et de la Déportation Année scolaire 1997-1998

Thème du concours :

Entre les deux guerres mondiales, la France a largement accueilli des immigrés. Quel rôle ont pu jouer ces étrangers dans la Résistance à l'occupant ? Beaucoup d'entre eux sont morts pour la France, soit au cours d'actions de Résistance, soit dans les camps de déportation.

Hommage à Jean BRENAS



Le concepteur de ce document, Jean BRENAS, est décédé le 22 octobre, quelques jours après en avoir achevé la rédaction à laquelle il consacra ses dernières forces.

Administrateur-Fondateur, Secrétaire Général de la Fondation de la Résistance, qui assure depuis 4 ans l'élaboration et la diffusion de la brochure du Concours National. Jean BRENAS illustre parfaitement tout ce que fut la Résistance.

Résistant, ancien déporté, haut fonctionnaire ayant assumé les plus hautes responsabilités administratives, il était aussi un homme discret, dévoué, ne reculant jamais devant les difficultés pour répondre à ce qu'il considérait être simplement son Devoir.

Cette volonté déterminée, il la manifesta dès l'âge de 17 ans en s'engageant, en 1942 dans la Résistance.

Chef régional des groupes francs M.U.R. pour la région lyonnaise, il fut arrêté par la Gestapo en 1944. Evadé puis repris par la police de Vichy, il fut livré aux S.S. et déporté à

Dachau. Rapatrié en 1945, invalide de guerre, il entama dès 1946 une carrière de haut fonctionnaire dans le corps préfectoral dont il gravit rapidement tous les échelons.

Préfet des Yvelines, Préfet de la Région Lorraine, Président des Houillères du Bassin de Lorraine, Président du Fonds d'Industrialisation, il assumait parallèlement plusieurs missions au plus haut niveau à la demande du Gouvernement.

Totalement dévoué aux affaires de la France, Jean BRENAS consacra sa jeunesse aux valeurs de la Résistance et le reste de sa vie au service de l'Etat.

Il s'est attaché jusqu'à son dernier souffle à ce que fut transmis aux jeunes générations le message qu'il avait élaboré dès son adolescence : son attachement indéfectible à la patrie française, sa foi dans la grandeur de la République, la certitude que la transmission des idéaux sur lesquels était fondée sa vie, constituait bien le fond de l'héritage qui devait être légué à la jeunesse de France.

Jean BRENAS était Commandeur de la Légion d'Honneur, titulaire de la Croix de Guerre 39-45 avec Palmes, de la Médaille de la Résistance et de la Médaille de la France Libre.



Ce dossier documentaire réalisé par la Fondation de la Résistance avec le soutien du Secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants - Délégation à la Mémoire et à l'Information Historique a été établi avec la participation des organismes suivants qui furent réunis lors d'une réunion de relecture le 23 septembre 1997 :

- Comité d'Action de la Résistance
- Amicale des Anciens de Dachau
- Amicale des Réseaux Action de la France Combattante
- A.D.I.R. Association Nationale des Anciennes Déportées et Internées de la Résistance
- A.F.L. Association des Français Libres
- A.N.A.C.R. Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance
- A.N.C.V.R. Association Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance
- A.N.M.R.F. Association Nationale des Médailleurs de la Résistance Française
- C.N.C.V.R. Confédération Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance
- F.A.R.R.E.F.C. Fédération des Amicales de Réseaux Renseignements et Evasion de la France Combattante
- F.N.D.I.R. Fédération Nationale des Déportés et Internés de la Résistance
- F.N.D.I.R.P. Fédération Nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes
- Fondation pour la Mémoire de la Déportation
- M.E.R. Association Mémoire et Espoirs de la Résistance
- O.R.A. Organisation de Résistance de l'Armée
- U.N.A.D.I.F. Union Nationale des Associations de Déportés, Internés et Familles de disparus

Il convient de préciser que la Fondation de la Résistance n'entend aucunement se substituer aux associations ayant déjà entrepris, avec beaucoup de mérite, d'apporter une contribution pédagogique à la préparation du Concours National de la Résistance et de la Déportation (C.N.C.V.R., F.N.D.I.R.-U.N.A.D.I.F., A.D.I.R., A.N.C.V.R., F.N.D.I.R.P., A.N.A.C.R., Musée de Champigny, etc.). La diversité des sources documentaires ainsi offertes aux candidats permettra, par leur complémentarité, d'aborder les thèmes proposés sous des aspects multiples et ainsi d'enrichir leur réflexion.

Signalons, enfin l'existence d'une Association nationale des lauréats du Concours de la Résistance et de la Déportation, ayant son siège social 10, rue des Pyramides à Paris. Avec l'aide de l'Association Mémoire et Espoirs de la Résistance créée sous l'égide de la Fondation de la Résistance, elle propose aux lauréats de poursuivre les études et recherches que leur participation au concours les a encouragés à entreprendre.

Vous trouverez en fin de brochure, page 38, les renseignements pratiques concernant les conditions de participation au Concours National de la Résistance et de la Déportation.

Couverture : « Morts pour la France » écrits des mains anonymes sur l'Affiche Rouge, placardée en février 1944 par les nazis pour annoncer l'exécution des 22 " terroristes étrangers responsables de 56 attentats, 150 morts, 600 blessés " tous militaires allemands. Parmi eux, 10 combattants du groupe FTP-MOI de Paris animé par Missak MANOUCHIAN.

LA FRANCE AIME, ADMIRE, VÈNÈRE TOUS LES COMBATTANTS DE LA LIBÉRATION...

A Paris, 23 hommes viennent d'être condamnés à mort. Autour de leur procès ou de ce que l'on nomme tel, la presse, les journaux, les radios, les affiches, ont été mobilisées et nos murs sont couverts d'affiches dénonçant ces nouvelles victimes comme des bandits, comme des « membres de l'Armée du Crime ».

De ces 23 hommes, 21 sont immigrés. Ils luttent dans les rangs des francs-tireurs. Et l'on veut faire croire aux Français que seuls des étrangers mènent sur le sol de France la lutte contre ses troupes d'occupation ; on veut ainsi minimiser le rôle de l'Armée clandestine qui se bat chez nous, on veut encore dresser les français contre les étrangers afin de diviser et d'affaiblir les forces de résistance du pays.

Nos ennemis pensent rendre plus profonde cette division et plus grande cette réprobation en présentant les inculpés comme des bandits.

Il est aisé d'éventer cette ruse odieuse. La population française sait heureusement à quoi s'en tenir. Elle sait que ce ne sont pas des bandits ceux qui, par tous les moyens, luttent contre la force allemande pour hâter la fin de la guerre et abréger nos épreuves.

Elle sait aussi que la presque totalité des francs-tireurs est composée de Français. Elle n'en veut pour preuve que les listes journalières de « fusillés pour l'action » contre les troupes d'occupation. Sombres listes, longues, trop longues, de noms fleurant bon leur terroir, évoquant chacun un coin de nos montagnes ou de nos côtes, et symbolisant dans leur réunion pour la mort, l'union de tout un peuple dressé pour sa défense. Elle ne sera pas troublée par le fait que, dans les rangs patriotes français et, fraternellement unis à eux, se battent des étrangers immigrés.

Les Français, au contraire, sont fiers de voir que, malgré Vichy, malgré Laval, Henriot et Darnand, des étrangers, reconnaissants à la France de les avoir recueillis alors qu'elle était libre, manifestent JUSQU'AU SACRIFICE, leur attachement à leur patrie d'adoption.

Les Français qui n'ont pas la mémoire aussi courte qu'on veut bien le dire, n'ont pas oublié les milliers de volontaires étrangers morts au cours des deux guerres. Ils se rappellent la magnifique tenue des régiments étrangers, sur l'Aisne, en Juin 1940.

Ils se rappellent l'effort énorme fourni par les millions de travailleurs immigrés pour la reconstruction des territoires dévastés par les Prussiens pendant la guerre 14-18. Ces Tchèques, ces Italiens, infortunés qu'ils soient, ont offert du travail ou accordé le droit d'asile, réduit à l'esclavage. Ils voient leur patrie d'origine ravagée par les hordes hitlériennes. Plus de la moitié de la population masculine polonaise est déportée. Le peuple italien,

à peine libéré de la dictature fasciste, lutte contre l'oppression nazie. La Tchécoslovaquie voit sa jeunesse ardente exterminée par la Gestapo.

Chez ces hommes, quoique éloignés depuis des années, de leur terre natale, les souffrances de leurs patries respectives, toutes subjuguées par le même ennemi nazi, ont provoqué une haine contre l'opresseur d'autant plus grande que leur seconde patrie, la France, en est victime aussi. Qu'y a-t-il de plus juste que, poussés par le sentiment patriotique le plus noble, ils aient décidé de prendre les armes et frapper l'ennemi là où ils le trouvent ?

Les Français ont adopté ces compagnons de lutte pour la Libération du pays, et le terme d'« étranger » a pour eux un tout autre sens. Au cours de notre histoire, l'« étranger » a toujours été celui qui voulait nous opprimer ou nous imposer des traites à sa dévotion et, à l'heure actuelle, il n'est pour nous d'étrangers haïssables que les Allemands et leurs complices, même si certains portent des noms français.

Et les Français savent aussi que la lutte qui se mène sur le sol de France n'est qu'un épisode de la gigantesque bataille qui se mène entre les peuples opprimés et leurs bourreaux nazis. Ils savent que le but de cette bataille est le même dans les campagnes de Pologne, sous le soleil de Grèce, dans les landes bretonnes, en Yougoslavie comme en Haute-Savoie, ou sous le ciel gris des Flandres.

Et que tout homme qui se bat, où qu'il se batte, lutte pour la défense commune de la liberté et de l'égalité, et de la dignité de tous les peuples.

Ils savent encore que c'est grâce à ce coude à coude fraternel, à cette même foi, à cet absolu dévouement, à ce même élan d'abnégation et à ce même esprit de sacrifice qu'anime tous ces « soldats sans uniforme » que la liberté sera sauvée.

Cet Italien, ce Polonais, cet Espagnol, cet Arménien, ce Hongrois, juif ou non, comme tous les immigrés déjà tombés ou qui tomberont, qui sont allés jusqu'au sacrifice de leur vie même pour la libération de la France, ont droit à notre respect et à notre reconnaissance.

Un fois de plus, nos ennemis se sont groupés. Aux tentatives ignobles d'excitation, à la haine entre les travailleurs de différentes nationalités nous opposerons la fraternité humaine entre tous les opprimés.

LA FRANCE ENTIÈRE AIME, VÈNÈRE ET ADMIRE TOUS LES COMBATTANTS DE LA LIBÉRATION.

Mouvement National contre le Racisme. — Mars 1944.

Lisez et Diffusez

« FRATERNITE » et « LUMIERES »
organes du Mouvement National contre le Racisme.

Tract clandestin du Mouvement National contre le Racisme diffusé en mars 1944, en riposte à la sanglante affiche rouge des nazis (coll. privée Adam RAYSKI)

LES ÉTRANGERS DANS LA RÉSISTANCE

Tout au long de son histoire la France a accueilli et assimilé beaucoup de gens venus d'ailleurs. Entre les deux guerres mondiales de nombreux étrangers, chassés de chez eux par la misère ou les persécutions, y avaient trouvé refuge. A cette époque, la France était un grand pôle d'attraction, en raison, notamment de ses traditions séculaires d'accueil, de sa grande capacité d'intégration des nouveaux venus, de son prestige auréolé par la victoire de 1918 et de sa réputation de nation protectrice des libertés et des droits de l'homme.

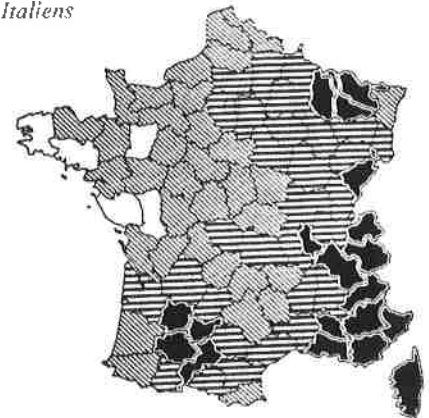
De plus la France avait été gravement affaiblie par la saignée de la grande guerre : les millions de jeunes hommes tués ou mutilés lui faisaient cruellement défaut pour la reconstruction des régions dévastées par les hostilités et pour le développement de l'économie nationale. C'est pourquoi, dès 1919 des conventions d'immigration avaient été conclues avec plusieurs pays (Italie, Pologne, Tchécoslovaquie).

On ne pouvait que regarder d'un oeil favorable les réfugiés et immigrants venant, par vagues successives, s'installer et travailler dans l'hexagone :

- les Russes blancs et les Baltes après l'écroulement du régime tsariste et la guerre civile en U.R.S.S.
- les Arméniens, dont la nation avait été décimée par le génocide de 1915-1920 dans l'empire ottoman
- les Juifs d'Europe centrale et orientale qui étaient périodiquement victimes de pogroms dans leurs pays, traditionnellement antisémites et dont la situation s'était aggravée à la suite du morcellement de l'Autriche-Hongrie
- les Italiens antifascistes et leurs compatriotes que la péninsule ne pouvait plus nourrir et qui trouvaient facilement chez nous du travail dans le bâtiment, les travaux publics et l'industrie
- les Polonais, qui trouvèrent de l'embauche par centaines de milliers dans les Houillères du Nord Pas-de-Calais et de Lorraine
- les Allemands et Autrichiens anti-nazis (dont beaucoup étaient des intellectuels et des artistes)
- les Espagnols de l'armée républicaine en déroute, qui ne pouvaient rentrer chez eux du fait des représailles franquistes
- les Belges traditionnellement employés dans l'agriculture auxquels allaient s'ajouter ceux qui, réfugiés en France en 1940, ne pouvaient, pour une raison ou une autre, être rapatriés.

En dépit des conditions parfois chaotiques de leur première installation (surtout pour ceux qui étaient arrivés massivement et sans préparation), voire dans certaines régions et à certains moments, de poussées de xénophobie à partir des années de la grande crise économique, les immigrants trouvèrent généralement en France des conditions d'existence acceptables. Partis le plus souvent sans esprit de retour, venus pour la plupart avec leurs familles, ils trouvaient naturel de s'intégrer à la société française et souvent sans même se poser la question. Leur insertion dans la population fut relativement facile après qu'aient été surmontés les handicaps dus aux différences de langues, de traditions et de modes de vie. Dès la génération suivante leur origine étrangère ne comportait plus guère de signification particulière et n'avait en pratique aucune incidence sur leur statut économique et social.

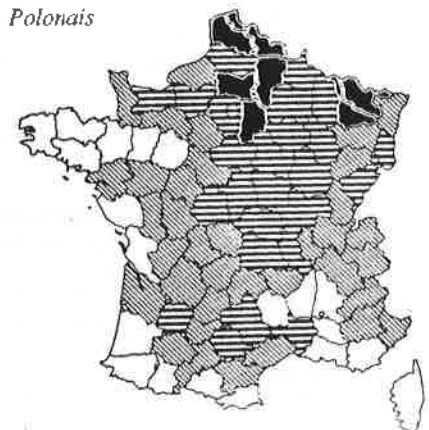
Italiens



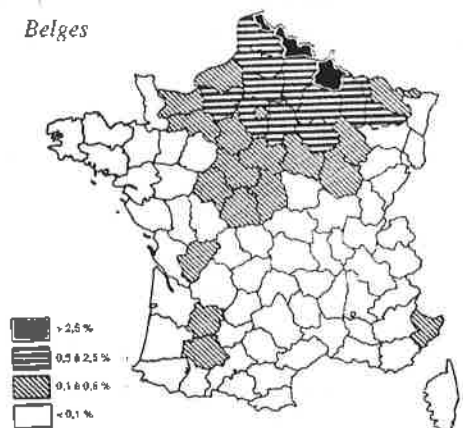
Espagnols



Polonais



Belges



Répartition des quatre principales nationalités en 1936. Cartes extraites de *Histoire de la population française* sous la direction de Jacques DUPAQUIER, tome IV « De 1914 à nos jours ». Presses Universitaires de France, 1988, p.138

On comptait en 1939 plus de 2.500.000 ressortissants étrangers en France (1).

N.B. : Les réfugiés espagnols et les ressortissants des puissances de l'axe (sans distinction entre les réfugiés et les suspects) étaient internés dans des camps du Sud-Ouest et du Sud-Est, où régnaient souvent des conditions chaotiques.

Après le désastre de 1940 les étrangers présents en France ont, dans l'ensemble, réagi comme le reste de la population.

Du fait même qu'ils étaient en train de s'intégrer assez bien au sein de la nation, les étrangers ont eu au lendemain de la défaite de juin 1940 une attitude semblable à celle des Français, c'est-à-dire que :

- dans un premier temps, atterrés et abasourdis par ce désastre inattendu, ils se sont généralement repliés sur eux-mêmes, se préoccupant avant tout de reconstituer leurs familles après l'exode et d'assurer leur subsistance, ce qui devenait difficile dans la désorganisation générale du pays.
- ils ont, comme la majorité des Français, été tentés de faire confiance au Maréchal PÉTAINE le prestigieux vainqueur de Verdun qui avait été légalement – sinon légitimement – investi des pleins pouvoirs par le Parlement de la III^{ème} République et qui assurait vouloir se consacrer au redressement de la nation. Rares étaient ceux qui en France avaient écouté à la radio l'appel à la résistance du général de GAULLE ou même qui en avaient entendu parler comme le reste de la population.
- puis, progressivement et plus ou moins vite suivant les régions et les milieux sociaux, ils se sont, comme les Français, rendus à l'évidence, prenant conscience des rigueurs insupportables de l'occupation ennemie :

- suppression des libertés élémentaires d'aller et venir et de communiquer (d'une partie à l'autre du territoire on ne pouvait correspondre que par des cartes interzones pré-imprimées dont on cochait les paragraphes), couvre-feu, suppression de la liberté d'expression, censure sévère de l'information, bourrage de crânes par la propagande officielle, interdiction de l'écoute des radios étrangères sous peine de prison,

- pillage systématique de l'économie française qui réduisait les populations à la famine et à la misère, indemnité d'occupation de 400 millions de francs par jour (soit près de 600 millions de francs actuels), cinquante fois plus élevée que le coût réel d'entretien des troupes allemandes, achats massifs de denrées dans des boutiques réservées aux occupants ou au marché noir (facilité par le taux de change scandaleux de 20 francs pour un reichsmark), réquisitions de main d'oeuvre, prélèvements massifs sur la production industrielle et agricole, vols purs et simples d'objets d'art etc.

- persécutions raciales (statuts des juifs promulgués les 3 et 4 octobre 1940 visaient directement des dizaines de milliers de juifs français et étrangers) et chasse aux « exclus » (apatrides, nomades etc.)

- violences policières, arrestations arbitraires, prises et exécutions d'otages, lourdes condamnations pour des motifs futiles,

- arrogance de l'occupant qui s'est progressivement affirmée sans vergogne et à chaque instant.

- au fur et à mesure qu'elles se précisaient, les orientations politiques du gouvernement de Vichy étaient de plus en plus nettement rejetées par la population :



Des soldats français faits prisonniers traversent un village en ruine.
(coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



Des soldats de la Wehrmacht défilent triomphalement sur les Champs-Élysées à Paris, début juillet 1940.
(coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



Le général de GAULLE dans les studios de la B.B.C.
(coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



A TOUS LES FRANÇAIS

La France a perdu une bataille!
Mais la France n'a pas perdu la guerre!

Des gouvernements de rencontre ont pu capituler, cédant à la panique, oubliant l'honneur, livrant le pays à la servitude. Cependant, rien n'est perdu!

Rien n'est perdu, parce que cette guerre est une guerre mondiale. Dans l'univers libre, des forces immenses n'ont pas encore donné. Un jour, ces forces écraseront l'ennemi. Il faut que la France, ce jour-là, soit présente à la victoire. Alors, elle retrouvera sa liberté et sa grandeur. Tel est mon but, mon seul but!

Voilà pourquoi je convie tous les Français, où qu'ils se trouvent, à s'unir à moi dans l'action, dans le sacrifice et dans l'espérance.

Notre patrie est en péril de mort.
Luttons tous pour la sauver!

VIVE LA FRANCE !



TO ALL FRENCHMEN...

FOR THE FUTURE OF FRANCE...

FOR THE FUTURE OF FRANCE...



GÉNÉRAL DE GAULLE

QUARTIER GÉNÉRAL,
1, CANNON SQUARE,
LONDON, W.1.

(1) Ce document ne traite que de la résistance d'étrangers au sens juridique du terme (à l'exclusion de celles des populations de l'Empire français dont on connaît le rôle considérable dans la France Libre et la Résistance intérieure).

L'appel aux armes. Affiche apposée en Angleterre au début de l'été 1940 puis dans les territoires de la France Libre.
(Coll. Musée d'Histoire Contemporaine)

- collaboration politique, économique et militaire avec l'ennemi à partir de l'entrevue HITLER-PÉTAÏN à Montoire (octobre 1940)
- destitution de nombreux élus et nomination d'assemblées à la botte du pouvoir
- statut des juifs : exclusion des fonctions publiques et stricte limitation de l'accès aux universités et aux professions libérales (« numerus clausus »)
- suppression des libertés syndicales et organisation autoritaire des professions,
- brimades administratives contre les opposants déclarés ou supposés, publication de listes d'« indésirables » (francs-maçons, militants de gauche etc.)
- « ordre moral », atteintes à la laïcité, culte débridé de la personnalité de PÉTAÏN et des membres de son entourage

Aussi, tandis que la guerre se prolongeait, la Résistance à l'occupant, d'abord sporadique, s'affirma de façon de plus en plus forte. A cet égard, les étrangers ne différaient pas de nos compatriotes.

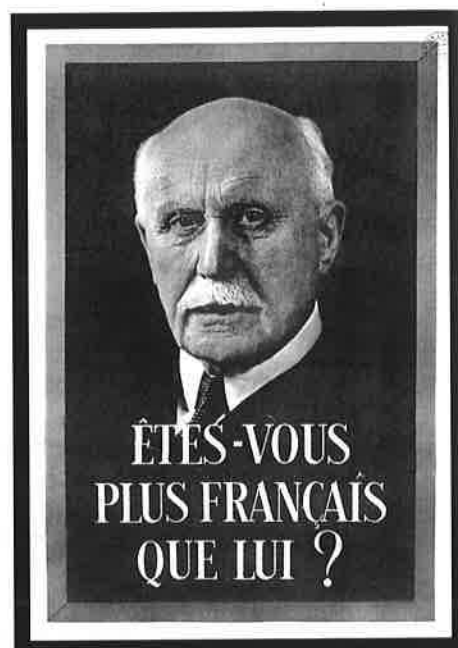
Mais les étrangers avaient en outre des raisons particulières de participer à la Résistance :

Qu'ils aient été animés de sentiments de reconnaissance envers leur patrie d'adoption ou bien d'une haine profonde contre les nazis, leur détermination était renforcée par d'autres motifs :

- le souvenir du sort de l'Espagne républicaine, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, où les fascistes et les nazis avaient multiplié les atrocités (en particulier les anciens combattants de la guerre d'Espagne, qui se souvenaient de la sauvagerie de leurs ennemis, brûlaient de prendre leur revanche)
- les menaces très précises qui pesaient sur les réfugiés allemands et autrichiens antinazis que le gouvernement de Vichy s'était engagé, par les conventions d'armistice, à livrer aux autorités allemandes au mépris du droit d'asile (y compris ceux qui se trouvaient en Zone non occupée ou dans les colonies).
- l'idéologie raciste du national-socialisme qui affirmait la primauté de la force brutale et la supériorité du « Herren Volk » (peuple des seigneurs) sur les « sous-hommes proches de la bestialité ». « Au meilleur peuple la meilleure place sur la terre » : en foi de quoi la race supérieure était en droit d'opprimer, ou même de supprimer, les « peuplades inférieures ». Et ce n'était pas seulement une théorie car les nazis exterminaient systématiquement les juifs, Tziganes, Slaves, les détenus (de toutes nationalités) des camps de concentration, les prisonniers de guerre de l'armée rouge etc.
- étant généralement de condition modeste, les étrangers souffraient plus que d'autres de la disette et des restrictions de toutes sortes imposées par l'occupant. Ils s'indignaient comme les Français de voir chaque jour les soldats allemands tout rafler dans les magasins en sortant des liasses de billets de banque.
- la politique ouvertement xénophobe du gouvernement de Vichy (à l'exception de la situation privilégiée réservée aux Allemands et Italiens ressortissants des puissances occupantes) se traduisait par des mesures discriminatoires telles que l'internement administratif de nombreux étrangers, de sévères restrictions de circulation pour tous, la déchéance de la nationalité française pour des naturalisés de plus ou moins fraîche



Rencontre entre le Maréchal PÉTAÏN et HITLER à Montoire, le 24 octobre 1940. Elle marque le début de la collaboration mais contribue aussi à faire naître un sentiment de révolte.
(Coll. Centre de Documentation Juive Contemporaine, Paris)



Le Maréchal PÉTAÏN présenté comme l'homme providentiel qui allait sauver la France. Un culte débridé de la personnalité allait se développer rapidement.
(Coll. Musée d'Histoire Contemporaine)



Deux rangs de barbelés électrifiés infranchissables cernaient le camp d'extermination d'Auschwitz.
(coll. Secrétariat d'Etat aux A. C. - D.M.I.H.)

date (15 154 Français d'origine étrangère ont ainsi été déchus de leur nationalité française en application de 88 décrets, dont 6000 juifs, soit plus du quart de tous ceux qui avaient été naturalisés entre 1927 et 1940), la plus grande sévérité des condamnations pénales et civiles pour les étrangers, l'inscription préférentielle d'immigrés sur les listes d'otages, l'incorporation de force des étrangers chômeurs dans des « groupements de travailleurs étrangers ». Par exemple, en dépit d'un accord franco-mexicain du 23 août 1940 par lequel le Mexique s'était déclaré prêt à accueillir les réfugiés espagnols, 100 000 d'entre eux furent empêchés de partir et enrôlés en masse dans ces groupements pour servir soit dans des entreprises françaises soit dans des usines allemandes ou sur les chantiers de l'organisation Todt.

COMMENT LES ÉTRANGERS ONT-ILS PARTICIPÉ A LA RÉSISTANCE ?

Pas autrement que les Français c'est-à-dire que, d'une part et selon les cas, ils se sont engagés dans les troupes de la France Combattante ou bien ils ont milité dans les réseaux, mouvements et maquis de la Résistance intérieure, d'autre part, dans la clandestinité, leurs activités d'abord purement individuelles et occasionnelles se sont progressivement organisées et renforcées.

Les étrangers dans les unités combattantes de la France Libre



Des volontaires étrangers ont servi dès juillet 1940 dans les formations de la France Libre. Après la retraite de Dunkerque la 13^{ème} demi-brigade de la Légion étrangère débarquée à Portsmouth le 21 juillet s'est en majorité ralliée à de Gaulle (900 hommes dont 250 républicains espagnols). Elle constitua avec d'autres troupes ramenées de Norvège et des évadés de France le premier noyau des Forces Françaises Libres qui allaient reprendre la lutte contre les forces de l'axe en Erythrée : c'était la « brigade française d'Orient », rattachée à une division anglo-indienne, qui se signala très vite d'abord par la prise de Massaouah puis par la capture du commandant en chef des troupes italiennes en Afrique orientale. Peu de temps après (début 1941) c'était la glorieuse campagne de Libye avec les points d'orgue de Bir Hakeim où les deux bataillons étrangers perdirent 216 hommes, puis El Alamein, où périt le colonel AMILAKVARI, Géorgien d'origine et F.F.L. de la première heure.



Le Colonel AMILAKVARI. Compagnon de la Libération pour son héroïsme à Bir Hakeim. Volontaire du premier jour, il avait dit : « Je dois tant à la France, ce n'est pas au moment où elle a besoin de moi que je l'abandonnerai. » (coll. Musée de l'Ordre de la Libération)

Légionnaires F.F.L. à l'assaut dans le désert. (coll. Secrétariat d'Etat aux A. C. - D.M.I.H.)



Tombe du colonel AMILAKVARI tué à El Alamein (Égypte) le 24 octobre 1942. (coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)

Fin 1942, la campagne de Tunisie marque le retour de l'armée française d'Afrique dans la guerre. Beaucoup d'étrangers, notamment espagnols, que les gouvernements du Front Populaire et de Vichy avaient confinés dans des camps d'internement s'engagèrent dans les nouvelles unités en formation : deux régiments de marche et un groupe d'escadrons de chars, soit 6500 hommes dont un tiers de républicains espagnols participèrent ainsi aux très durs combats de la dorsale tunisienne où les rejoignirent les unités de la 13^{ème} demi-brigade de la Légion étrangère arrivées de Libye.

Désormais la 13^{ème} demi-brigade, érigée en un régiment de la 1^{ère} Division française libre, allait participer avec elle à la campagne d'Italie (offensive sur le Garigliano, entrée dans Rome, marche sur Sienne, conquête de l'île d'Elbe), au débarquement en Provence le 15 août 1944 et à la libération du Sud-Est de la France, puis aux pénibles combats d'hiver en Alsace, pour terminer sur la frontière italienne avec la conquête du massif de l'Authion.

Parallèlement, la 2^{ème} Division Blindée du général LECLERC qui s'était constituée en Afrique du Nord où elle amalgamait notamment dans le célèbre Régiment de marche du Tchad, de nombreux espagnols avec des évadés de France, avait été transférée en Angleterre d'où elle suivit les armées alliées débarquées en Normandie, après quoi elle entreprit le glorieux périple qui devait la conduire d'Alençon à Paris (les trois premiers chars qui pénétrèrent dans la capitale le 25 août 1944 étaient pilotés par des républicains espagnols) et elle poursuivit sa marche en avant jusqu'à la libération de Strasbourg.

Dans le même temps deux autres régiments de la Légion étrangère participaient au sein de la 5^{ème} D.B., l'une des deux divisions blindées de la 1^{ère} armée française « Rhin et Danube », à la réduction de la poche de Colmar et à la campagne d'Allemagne qu'ils accomplirent de la Forêt Noire et du Wurtemberg jusqu'au cœur du Tyrol et au nid d'aigle hitlérien de Berchtesgaden. Parmi ces légionnaires de toutes nationalités, venus du Maroc et du dépôt de Sidi bel Abbès dominaient d'une part des Espagnols, d'autre part des Israélites ressortissants de pays occupés par les nazis, et des Allemands antifascistes (surtout parmi les sous-officiers).

Aux côtés des légionnaires, bien d'autres étrangers ont participé aux combats de 1943-1945, soit fondus dans des unités régulières ou des maquis incorporés à la 1^{ère} Armée, soit constitués en groupements spécifiques d'étrangers. Le commandement aurait souhaité pouvoir dissoudre ces derniers pour renforcer les unités de la Légion étrangère durement éprouvées par les opérations successives. Mais beaucoup de ces formations refusaient de se laisser dissoudre et voulaient poursuivre le combat sous leurs propres couleurs. Tel fut le cas, sur le front des Alpes de la Brigade rouge internationale (Espagnols et déserteurs italiens), sur la Pointe de Grave du groupement Cassado (31^{ème} brigade espagnole) et plus tard du régiment « marocain mixte » Chodzko où s'étaient engagés de nombreux Basques espagnols.

D'autre part, parmi les Polonais issus de la Résistance intérieure certains ne voulaient pas rejoindre les unités mises sur pied par leur gouvernement exilé à Londres car ils se réclamaient du Comité de Lublin : refusant d'être transférés en Italie ou en Grande-Bretagne, ils acceptèrent de servir comme pionniers dans la 1^{ère} Armée « Rhin et Danube ». Ils constituèrent alors les 19^{ème} et 29^{ème} groupements d'infanterie polonais où se retrouvèrent deux bataillons venus du Nord et de Montceau-les-Mines et d'autres formations telles que le bataillon « Liberté » du 1^{er} régiment de Paris. Ils participèrent dès lors à la progression de la 1^{ère} Armée jusqu'en Allemagne, d'où ils furent rapatriés sur la Pologne à l'automne 1945.



Un légionnaire de la 13^{ème} Demi-Brigade de la Légion Étrangère présente le fanion de son unité lors de la campagne d'Erythrée.
(coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



Les Forces Françaises Libres arrivent dans les lignes anglaises après l'évacuation de Bir Hakeim.
(coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



Une émouvante « photo de famille » des héros de Bir Hakeim.
(coll. Secrétariat d'Etat aux A. C. - D.M.I.H.)

La Résistance intérieure en France

La montée en puissance de la Résistance fut progressive et inégale suivant les régions et les milieux. Il faut en effet rappeler que l'armistice, signé le 22 juin 1940 à Rethondes, avait coupé la France en deux : sans parler de l'Alsace annexée et de la Flandre rattachée à Bruxelles, une ligne de démarcation séparait le Nord du Sud comme une frontière avec ses poteaux indicateurs, ses points de passage contrôlés, ses visas et ses patrouilles policières et douanières. Cette ligne constitua surtout pendant les deux premières années (en 1942, tout en maintenant la ligne de démarcation, l'Allemagne étendit son occupation à l'ensemble du territoire), un véritable mur entre deux France : l'une qui subissait et côtoyait chaque jour l'occupant, l'autre qui se croyait libre avec un gouvernement soi-disant indépendant et une administration non contrôlée par l'occupant. D'où pendant deux années des différences de mentalités et de comportements auxquelles n'échappèrent pas les étrangers qui partageaient le sort de la population française.

Dans les premiers temps de l'occupation les attitudes instinctives de refus de la défaite et de la collaboration, bien qu'elles se soient manifestées en assez grand nombre et un peu partout (surtout en zone occupée), étaient essentiellement le fait d'initiatives individuelles, spontanées et non coordonnées.

- Les graffitis hostiles à l'ennemi se multipliaient, des tracts d'inspirations diverses – dont certains en langues étrangères – étaient glissés dans les boîtes aux lettres, répandus sur la voie publique ou collés sur les murs. Les autorités allemandes et vichystes exigeaient que les propriétaires ou occupants des bâtiments les fassent disparaître et s'irritaient vivement de leur désobéissance ; c'est ainsi qu'à la fin de 1940, 6400 amendes avaient été infligées par la Préfecture de Police de Paris à des propriétaires qui avaient laissé subsister sur leurs immeubles des inscriptions et papillons subversifs.

- Dans le nord de la France les soldats anglais ou français blessés ou isolés, qui étaient restés sur les arrières des troupes allemandes trouvèrent facilement aide et refuge au sein de la population, notamment dans les cités ouvrières et minières où les travailleurs étrangers étaient particulièrement nombreux. Cela au point qu'à la date du 14 octobre 1940, une proclamation du chef de l'administration militaire allemande en France menaçait de la peine de mort tous ceux qui prêteraient, sous quelque forme que ce soit, une assistance aux soldats alliés évadés.

Malgré cela les chaînes d'évasion s'organisaient grâce à de multiples complacités.

- Dans toute la zone des opérations du nord et de l'est, on s'employait à récupérer et à mettre en lieu sûr les armes, munitions, véhicules et engins divers qui avaient été abandonnés sur place par les troupes en déroute.

- Ça et là des groupuscules commençaient à se constituer entre des gens qui s'étaient reconnus déterminés à refuser la honte de la collaboration et à réagir contre les rigueurs de l'occupation. C'est ainsi qu'au cours d'une réunion clandestine tenue fin août 1940 à Dechy (Nord) les participants, dont E. FERRARI (Italien) et S. PAWLOWSKI (Polonais) avaient juré de lutter de toutes leurs forces contre l'ennemi.

- Dans la même région les Polonais, très conscients du martyre infligé à leur patrie depuis septembre 1939, n'hésitaient pas à manifester, parfois bruyamment, leur haine des nazis sans crainte des peines sévères dont ils étaient menacés : tel fut le cas des ouvriers CRABONSKI et KWANISKI qui furent condamnés en octobre 1940 à un an de prison chacun pour « insultes aux soldats allemands ». Dès cette époque, la répression commençait à s'aggraver. Deux mois plus tard, l'ingénieur Jacques BONSERGENT était le premier fusillé pour une simple altercation avec un sous officier allemand.



Le gouvernement de Vichy appelait à l'unité nationale alors même que le territoire français avait été démembre en application des clauses de l'armistice.

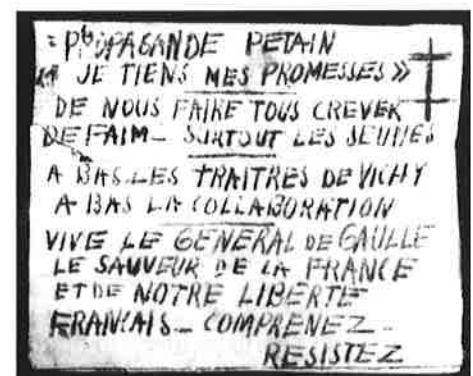
Carte extraite du livre d'Henri MICHEL *La Seconde Guerre mondiale*, tome 1, Paris, 1968, p.190



Moulins. Un des nombreux points de passage contrôlés sur la ligne de démarcation.
(coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



Une patrouille de l'armée allemande vient d'arrêter des passagers clandestins de la ligne de démarcation.
(coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



Tract fustigeant la politique de collaboration menée par Vichy et exhortant les Français à grossir les rangs de la Résistance.

(coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)

• C'est également à l'automne 1940 que se produisirent les premiers sabotages, démonstrations d'hostilité à l'occupant réalisées avec des moyens rudimentaires plutôt que véritables opérations militaires : panneaux de signalisation de la Wehrmacht supprimés, pneus crevés sur des véhicules militaires, câbles électriques et téléphoniques coupés, disjoncteurs desservant des installations allemandes sabotés etc.

Ainsi, alors que l'occupant pensait obtenir par sa propagande l'acquiescement ou au moins la passivité des populations, s'installa peu à peu un climat d'insécurité qui conduisit les autorités à renforcer les mesures de répression : couvre-feu, restrictions draconiennes aux déplacements automobiles, voire dans certains départements interdiction de circuler à bicyclette, ce qui ne pouvait qu'accroître la nervosité et les réactions de rejet de la propagande nazie. A cet égard, on ne saurait noter aucune différence d'attitude entre les Français et les immigrés : ils étaient pleinement solidaires devant la rigueur des conditions d'existence qui leur était imposée par l'ennemi.

A partir de 1941, la Résistance se structure en formations cohérentes

Six mois à peine après la débâcle, des noyaux de Résistance se constituent ici et là entre des gens qui se connaissaient, partageaient les mêmes sentiments et qui de proche en proche élargissaient leurs contacts. Il convient alors de distinguer les organisations au sein desquelles les Français et les immigrés se côtoyaient indifféremment et celles qui groupaient essentiellement des ressortissants étrangers. Dans l'un et l'autre cas, il est intéressant de noter ce que fut la contribution des étrangers à la Résistance intérieure en France.

Les premiers « réseaux » se sont créés en liaison avec un état-major extérieur basé en Angleterre, soit que leur organisation ait été entièrement conçue par des émissaires venus de Londres, soit que des envoyés de la France Libre, de l'Intelligence Service ou du Special Operations Executive (Service des Opérations Spéciales) aient établi après coup le contact avec des groupes déjà constitués. Tel fut le cas du réseau polonais F2, au sein des troupes polonaises repliées en France : ce fut l'un des premiers à agir en territoire occupé. En raison de leur spécialisation (renseignement, évasions, exceptionnellement sabotage) ces réseaux avaient un recrutement restreint et appliquaient de sévères consignes de sécurité fondées sur le strict cloisonnement de petites équipes ayant chacune une mission déterminée.

Les « mouvements » de Résistance voulaient au contraire recruter largement pour impliquer davantage la population par leur contre-propagande patriotique ; mais dans un premier temps leurs effectifs étaient assez maigres à cause de la passivité générale des structures organisées (partis, syndicats, églises). Une exception toutefois : la création du mouvement Libé-Nord fut le résultat d'initiatives de cadres syndicalistes. Les étrangers se montraient solidaires de leurs camarades français : les mineurs polonais participèrent massivement aux grandes grèves de mai-juin 1941 dans les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais et subirent comme tout le personnel les rigueurs de la répression.

En zone nord, du fait même des contraintes exorbitantes de l'occupation, les mouvements de Résistance étaient moins étoffés mais assez nombreux (Organisation Civile et Militaire, Francs Tireurs et Partisans, Ceux de la Résistance, Défense de la France) et certains se limitaient à un cadre régional (Voix du Nord-Lorraine)

En zone sud, où la répression était alors moins féroce (emprisonnement ou assignation à résidence), de grands mouvements couvraient plusieurs régions, voire la totalité de la zone non occupée (Combat, Libération, Franc Tireur, Forces Unies de la Jeunesse) tandis que d'autres avaient une diffusion géographique plus restreinte (Libérer-Fédérer, Témoignage Chrétien).



Un permis de circuler de nuit. Après le couvre-feu, les Français étaient condamnés à rester enfermés chez eux. Seules certaines personnes étaient autorisées à se déplacer pour répondre à des besoins essentiels (médecin, pompier, maire, volontaire de la Défense Passive). (coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



Titres des principaux journaux clandestins appelant à la Résistance dès 1941/42. Tous les courants de pensée s'exprimeront dans cette presse clandestine qui se multipliera jusqu'à la Libération.

Au nord comme au sud on note à cette époque l'apparition et le rapide développement de la presse clandestine, tandis que des actions de force (sabotages et attentats) commencent à se multiplier face au durcissement de l'occupant et de Vichy. Une autre caractéristique tient à l'extrême diversité politique et professionnelle des premiers résistants : on trouve dans leurs rangs des hommes de droite, des militants syndicalistes, catholiques, socialistes et communistes, des intellectuels, des militaires, des travailleurs manuels etc. Il n'est donc pas étonnant que des étrangers y soient accueillis à part entière, sans aucune distinction d'origine, car ils réagissaient comme les groupes sociaux auxquels ils appartenaient.

A partir de 1942, la Résistance s'amplifie et se renforce pour des actions de grande envergure

Après l'échec des tentatives d'invasion de la Grande-Bretagne, et plus encore après l'entrée en guerre de l'Union Soviétique (22 juin 1941) et des Etats-Unis (8 décembre 1941) – dont la puissance industrielle était un atout décisif – les échecs de la Wehrmacht devant Moscou et Leningrad, les reculs germano-italiens aux confins de l'Egypte, la conquête de la maîtrise de l'air par les aviations anglaise et américaine font commencer à entrevoir la victoire.

Dans le même temps les exactions de l'occupant et de Vichy (réquisitions de main d'oeuvre, grandes rafles et déportation de juifs dans des conditions abominables par familles entières, collaboration policière, aggravation du rationnement etc.) entraînaient une nette évolution de l'opinion publique et incitaient de nombreux patriotes à rejoindre la Résistance qui s'organisait de mieux en mieux pour la lutte contre l'ennemi.

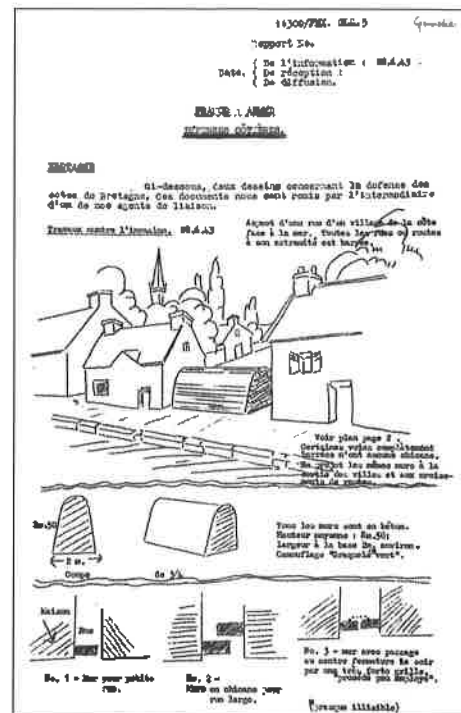
Les manifestations du 1er mai et du 14 juillet 1942, auxquelles prirent part nombre de ressortissants étrangers, témoignèrent du maintien de leur solidarité avec le reste de la population ; elles révélèrent aussi l'existence d'une coordination efficace entre la France Libre et la Résistance intérieure. En tout cas elles avaient démontré qu'une fraction croissante du public se détachait de Vichy et était prête à apporter son aide aux résistants et aux persécutés.

En novembre 1942, l'Allemagne envahit la zone sud et la flotte de Toulon se saborda : l'occupation totale du territoire par la Wehrmacht mettait fin à la fiction de l'indépendance du gouvernement de Vichy et de son administration.

Dans ce contexte favorable les actions de Résistance s'intensifiaient :

- au sein des réseaux, par la collecte et la transmission radio d'une grande quantité de renseignements d'intérêt militaire et économique, par la multiplication des parachutages d'hommes et de matériels, la sélection et le balisage de terrains d'atterrissage, l'organisation de liaisons maritimes etc. A cette époque la France Libre élargit son service de renseignement en un « Bureau Central de Renseignement et d'Action » (B.C.R.A.) chargé de missions de sabotage et des liaisons avec les mouvements de Résistance.

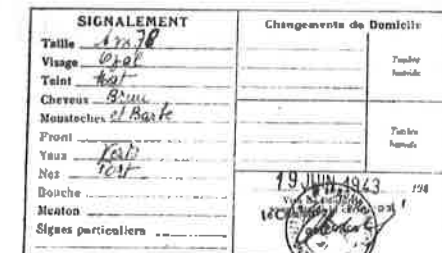
- dans les mouvements de Résistance, par l'organisation d'une logistique beaucoup mieux élaborée (financement grâce aux liaisons établies avec la France Libre, fabrication de faux papiers, hébergement de personnes évadées et pourchassées, assistance aux détenus) ainsi que par l'accroissement considérable du tirage des journaux clandestins, entraînant la création de services de « propa-diffu » chargés de la fourniture de papier et d'encre, des contacts avec des imprimeurs patriotes, des transports de colis de journaux à travers toute la France et localement de leur distribution.



Des renseignements concernant les travaux de défense des côtes bretonnes transcrits sous forme de croquis donnent une idée de l'efficacité des réseaux de renseignements français. (coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



Parachutage dans le Vercors. Outre les armes récupérées dans les containers, les parachutes servaient à faire des tentes. (coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



Fausse carte d'identité utilisée par le général de LATTRE de TASSIGNY après son évadement de la prison de Riom. (coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)

- la multiplication des « coups de main » rendue possible par la constitution des « branches militaires » des mouvements et des groupes francs. On note toutefois à cette époque des divergences entre certaines formations (Francs Tireurs Partisans – F.T.P.– généralement d’obédience communiste) qui préconisaient la généralisation des attentats contre les soldats et les installations de la Wehrmacht, et les autres mouvements de Résistance, qui soulignaient la férocité des représailles supportées par la population civile et préféraient s’en tenir à des activités de propagande, de renseignement ou d’évasion et à la préparation des futures opérations militaires.

Les recrues d’origine étrangère participèrent comme les Français aux activités des réseaux et des mouvements de Résistance. Certains même y jouèrent un rôle très important, par exemple Joseph EPSTEIN, né à Zamosc (Pologne) et venu en France à l’âge de 23 ans pour y terminer ses études de droit : après avoir combattu dans les Brigades Internationales durant la guerre d’Espagne, il s’était engagé en 1939 dans l’armée française. Fait prisonnier il s’était évadé à l’automne 1940 et était entré dans la Résistance dès l’année suivante. En 1942 il était responsable des groupes de sabotage de la C.G.T clandestine, et à partir de la fin septembre, il devint commandant des F.T.P. de la région parisienne, fonction dans laquelle il déploya une activité très efficace et de tous les instants. Arrêté par la gestapo, il résista héroïquement à toutes les tortures et fut fusillé au Mont Valérien avec une trentaine d’autres résistants.

A signaler également que, dès cette époque, s’établit une collaboration organique entre les F.T.P. et la Main d’Oeuvre Immigrée – M.O.I. – dont il sera question plus loin.

1943 : le grand tournant de la guerre : la Résistance passe à l’offensive

Après l’écrasement de l’armée Von PAULUS à Stalingrad, les Allemands et leurs alliés roumains et italiens battent en retraite, talonnés par le rouleau compresseur russe. En Afrique du nord le débarquement anglo-américain entraîne la rentrée en guerre de l’armée française d’Afrique et la déroute de l’Africa Korps en Libye et en Tunisie. Quelques mois plus tard c’est l’invasion et la capitulation de l’Italie. Les bombardiers alliés pilonnent sans relâche les centres industriels du Reich et les populations allemandes connaissent à leur tour les horreurs de la guerre. Mais la France n’est pas au bout de ses épreuves : depuis l’occupation totale du territoire par la Wehrmacht, plus aucune ville n’est à l’abri des bombardements meurtriers de l’aviation alliée.

Cédant aux exigences de l’occupant qui réclame toujours plus de main d’oeuvre pour remplacer les ouvriers allemands partis sur le front, le gouvernement de Vichy institue le Service du Travail Obligatoire en Allemagne – S.T.O. – : les jeunes étrangers y sont astreints au même titre que les Français. Nombreux sont alors les réfractaires : certains passent clandestinement en Angleterre ou en Afrique et rejoignent les Armées, d’autres se réfugient dans les maquis – où cet afflux pose bien des problèmes d’hébergement, d’encadrement, de ravitaillement et de logistique. La Milice, créée récemment par DARNAND, collabore étroitement avec les S.S. et la Gestapo, pourchassant sauvagement les résistants et multipliant des représailles sanglantes contre les populations suspectes de leur venir en aide. Dispensés ipso facto du S.T.O., les miliciens appartenant aux mêmes milieux que les réfractaires, les traquaient avec d’autant plus d’efficacité.

En dépit des vides causés par la répression nazie et vichyste, les actions de Résistance précédemment engagées se développent sur une grande échelle : le tirage de la presse clandestine se chiffre par centaines de milliers d’exemplaires, chaque jour des centaines de messages radio transmettent les renseignements demandés par les états-majors de Londres et d’Alger. Les attentats contre les objectifs militaires et contre les entreprises travaillant pour l’ennemi sont devenus quotidiens.



Joseph EPSTEIN, alias colonel Gilles, ancien des Brigades Internationales, devient chef militaire F.T.P.F. et F.T.P.-M.O.I. d’Ile de France. (Archives Carmagnole-Liberté)



De jeunes maquisards dissimulent des containers d’armes dans les taillis après un parachutage. (coll. Secrétariat d’Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



Arrestation d’un suspect par des miliciens qui traquent les résistants, au même titre que les S.S. et la Gestapo. (coll. Secrétariat d’Etat aux A.C. - D.M.I.H.)

Cette année là, la Résistance était en train de devenir une force militaire maillant tout le territoire : les formations armées (les maquis et groupes francs) dépendant des divers mouvements étaient en cours d'intégration au terme d'un processus entamé l'année précédente par le Délégué du général de GAULLE, Jean MOULIN. Des actions incessantes (sabotages et coups de main) aggravaient le sentiment d'insécurité de l'occupant et des collaborateurs : on citera par exemple l'occupation temporaire de petites villes (Oyonnax, Cajarc) par les maquisards, la destruction du fichier S.T.O. par le groupe Hamon, la libération de Raymond AUBRAC et de ses co-détenus etc.

Le 14 juillet et le 11 novembre 1943 sont marqués par des manifestations de masse et des mouvements de grève dans de très nombreuses grandes villes (Marseille, Lyon, Toulouse, Saint-Étienne, Montpellier, Carcassonne, Périgueux etc.). Sous l'égide du Conseil National de la Résistance – C.N.R. – et grâce à la coordination organisée par Jean MOULIN, la Résistance est de mieux en mieux structurée et ses actions sont d'autant plus efficaces qu'elles sont facilitées par un plus large consensus de l'opinion publique et par de nombreuses complicités dans tous les milieux, y compris dans l'administration.

A cette époque ce sont surtout les F.T.P. qui se signalent par des actions violentes, auxquelles prennent part leurs nombreux adhérents ou compagnons étrangers. C'est ainsi que le 28 septembre 1943, des combattants immigrés du groupe arménien MANOUCHIAN réussissent à abattre le S.S. generalbevollmächtigter Julius RITTER qui dirigeait les transferts d'ouvriers en Allemagne. Au mois de mai, d'autres détachements avaient attaqué au Bois Mesnil un train de permissionnaires allemands faisant de nombreuses victimes, et bloqué à Montluçon un convoi de travailleurs en partance pour les usines du Reich. Dans le Sud-Ouest la 35^{ème} brigade F.T.P.-M.O.I. «Marcel LANGER» (composée en partie de guérilleros espagnols) attaquait à l'explosif des installations industrielles travaillant pour l'ennemi, des dépôts de locomotives, des voies ferrées (les lignes Toulouse-Paris et Toulouse-Bordeaux constituaient ses cibles favorites) des lignes P.T.T. etc. Mais, les attentats perpétrés par cette brigade entraînent de terribles représailles qui touchèrent notamment ses groupes les plus actifs en Haute-Garonne, dans le Tam et dans le Lot-et-Garonne.

A Lyon, Grenoble et Marseille, les groupes F.T.P.-M.O.I. jouaient un rôle capital dans la guérilla urbaine. A Lyon et dans sa banlieue le groupe « Carmagnole », organisé en détachements d'une trentaine d'hommes chacun, multipliait les actions contre toutes sortes d'objectifs militaires et industriels. A Grenoble, ville occupée par les Italiens, le groupe « Liberté » se signale au printemps 1943 par la destruction de la biscuiterie Brun, qui travaillait à 100 % pour l'ennemi. Ces deux groupes, composés à l'origine exclusivement d'étrangers totalement clandestins furent par la suite renforcés par des combattants occasionnels qu'on appelait « légaux » parce qu'ils gardaient leur identité, leur travail et leur vie de famille : on ne recourait à eux que pour des opérations de plus grande envergure – en particulier lorsqu'à la suite de l'armistice signé par le gouvernement BADOGLIO, les troupes italiennes ayant évacué Grenoble furent remplacées par des troupes allemandes à la fin de l'été 1943.

La liste des morts des unités « Carmagnole » et « Liberté » (une centaine) révèle la composition de ces groupes F.T.P.-M.O.I. : 40 % de Polonais, 26 % de Français, 19 % d'Italiens, 6% d'Espagnols, 6% de Hongrois et de Roumains, 2% d'Arméniens et 1% d'Allemands.

1944 : l'insurrection victorieuse

Début 1944, les Forces Françaises de l'Intérieur – F.F.I. – sont constituées par la fusion des formations militaires des



Un opérateur radio transmet des renseignements à Londres. Son compagnon veille pour détecter l'approche éventuelle de voitures allemandes de repérage radiogoniométrique.
(coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



Sabotage d'une voie ferrée à l'aide de log-signaux (détonateurs par compression) que la locomotive déclenchera à son passage.
(coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



Le 11 novembre 1943, défilé des maquisards dans la ville d'Oyonnax (Ain). Après avoir neutralisé les points névralgiques de la ville (gendarmerie, commissariat de police, poste), officiers en tête, les maquisards se rendent au monument aux morts où ils déposent une gerbe de fleurs en forme de croix de Lorraine portant cette inscription : « Les vainqueurs de demain aux vainqueurs de 1914-1918 ».
(coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)

mouvements de Résistance (Mouvements Unis de la Résistance, Front National, Organisation de Résistance de l'Armée) avec les maquis et les groupes francs. En dépit de l'insuffisance souvent dramatique de leur armement les, F.F.I. devinrent vite une véritable armée qui à la veille du débarquement allié du 6 juin en Normandie commença à combattre au grand jour sous le commandement du général KOENIG. Ces jeunes troupes contribuèrent puissamment à la libération du territoire français, par exemple :

- en livrant bataille sur de nombreux points stratégiques (Mont Mouchet en Auvergne, Saint Marcel en Bretagne et divers points en Savoie, Haute-Savoie et dans le Vercors);
- en freinant par des embuscades et des sabotages les mouvements des troupes ennemies qui tentaient de rejoindre le front de Normandie : c'est ainsi que la tristement célèbre division « Das Reich » fut empêchée d'arriver à temps pour la bataille de Caen.
- en servant d'éclaireurs aux armées alliées ou en se joignant aux commandos de la France Combattante et aux commandos interalliés.
- en libérant elles-mêmes un grand nombre de villes (Paris, Dijon, Clermont-Ferrand, Annecy etc.) et une trentaine de départements.
- en rejoignant les unités de la 2^{ème} D.B. et de la Première Armée qui allaient libérer les Vosges et l'Alsace avant de poursuivre leur avance en Allemagne et en Autriche (l'amalgame des résistants de l'intérieur et de l'extérieur fut une grande réussite morale et militaire)
- en contenant les unités ennemies qui occupaient des « poches » et des ports de la Côte Ouest (Lorient, Saint-Nazaire, La Rochelle, Royan, Le Verdon etc.)

Au total près de 300 000 hommes participèrent à ces diverses opérations dans le cadre soit de formations préexistantes, soit de nouvelles divisions constituées à l'automne 1944 (14^{ème} division d'infanterie, 27^{ème} division d'infanterie alpine).

Parmi ces combattants on comptait de nombreux résistants étrangers. Un officier yougoslave, Radonis NICOLITCH, est instructeur à l'école des cadres de Draix (Alpes de Haute-Provence) : arrêté, déporté, il s'évade à Dijon et prend part, avec les maquis, à sa libération. L'exemple des départements du Sud-Ouest est particulièrement caractéristique : dans ces départements où se trouvaient concentrés de nombreux guérilleros espagnols qui avaient formé des groupes armés plus ou moins intégrés aux F.T.P., tel le 2^{ème} bataillon commandé par Emilio Alvares CANOSSA, le détachement de Sarlande à la tête duquel se trouvait José GONZALEZ, également ancien de l'armée républicaine espagnole. L'école des cadres F.T.P. de Fanlac (Dordogne) est dirigée par un autre transpyrénéen, COLOMER. Mais ces formations comprenaient aussi des combattants d'autres origines. Muczylav GOLDMAN, chef de l'important maquis Mireille de l'Armée secrète est Tchecoslovaque et son adjoint, Lithuanien. Lorsqu'est créé le 13^{ème} bataillon F.T.P. en Dordogne, c'est un officier belge, le capitaine RUBENS qui en prend le commandement. Le populaire « commandant Paul » (Zygmunt PRZYGODA) est Polonais.

Au fur et à mesure que les armées libératrices poursuivent leur progression ou bien que l'insurrection victorieuse faisait tache d'huile, de nombreux foyers de lutte se révèlent. Ainsi les Polonais dans le Nord jouent un grand rôle dans la bataille contre les V1 et les V2 qui menaçaient l'Angleterre à la fin de 1944. Le bassin sidérurgique et minier lorrain est aussi le théâtre de combats auxquels participèrent des Belges et des Luxembourgeois au coude à coude avec des immigrés italiens et des autochtones lorrains.



Août 1944. Le Major General Alex. M. PATCH de la 7^{ème} armée américaine passe en revue des F.F.I. (coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



Combat durant la Libération de Paris. Les premières jeeps de Leclerc ont pris place avec les F.F.I. (coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



Défilé de F.F.I. des régions de Bourgogne et de Franche-Comté lors de la libération de Dijon. (coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)

LES ORGANISATIONS ÉTRANGÈRES DE RÉSISTANCE EN FRANCE

On a vu que beaucoup d'étrangers antinazis – sans doute la majorité – avaient combattu dans l'ombre au sein des mouvements de Résistance français. Mais cette présentation serait incomplète si l'on ne mentionnait pas la participation d'autres immigrés à des formations groupant exclusivement ou principalement leurs compatriotes : il convient donc maintenant d'évoquer la contribution de ces étrangers à la lutte contre l'ennemi commun, tout en insistant sur le fait que les organisations en question agissaient généralement en étroite coordination avec la Résistance française, notamment après la constitution des Forces Françaises de l'Intérieur qui a permis de placer sous un commandement unique et sous l'égide du Conseil National de la Résistance l'ensemble des formations qui allaient participer à l'insurrection libératrice à l'approche des armées alliées.

On présentera ci-après, à grands traits, l'organisation et l'action des étrangers de diverses nationalités qui ont ainsi participé, sous leurs couleurs, à la Résistance en France.

Réseaux britanniques et américains

Aussitôt après la défaite de la France, les Anglais mirent sur pied un vaste ensemble de réseaux, cloisonnés, voués à l'organisation d'évasions et de mouvements d'agents, d'actions offensives et de la collecte de renseignements. C'est en effet dès juillet 1940 que Winston CHURCHILL avait créé le Special Operations Executive – S.O.E. – (Service des Opérations Spéciales) dont la mission était de développer les luttes subversives dans les pays occupés par l'Allemagne nazie en pratiquant le sabotage et en aidant la Résistance de ces pays afin de désorganiser l'économie ennemie. En ce qui concerne la France, le S.O.E. comprenait quatre sections autonomes :

- La section DF était chargée du rapatriement des agents en mission et des aviateurs tombés en territoire occupé. L'une de ses filières les plus efficaces était celle de « VIC » (Victor GERSON) qui avait organisé beaucoup de « planques » recruté des convoyeurs et formé des experts en faux papiers. Grâce à l'aide du général républicain espagnol MARTIN, il disposait de plusieurs passeurs entre Perpignan et Barcelone. Sa réussite tenait à un strict cloisonnement en secteurs et équipes indépendants les uns des autres. Chaque accompagnateur prenait en charge ses passagers sans savoir d'où ils venaient et où ils allaient : ceux-ci ayant été mis à l'abri dans des planques nocturnes, les rendez-vous étaient fixés au dernier moment.
- la section EU/P s'occupait des réseaux polono-français notamment du réseau de renseignement F2 dont il sera traité plus loin.
- la section RF affectée au service de la France Libre et du B.C.R.A., dont elle soutenait les équipes, transportait et rapatriait les agents. L'un de ses officiers les plus actifs était le capitaine Yeo THOMAS (alias « Shelley ») qui, parfaitement informé des problèmes et des besoins de la Résistance française, s'efforçait de faire augmenter l'aide britannique. Parachuté à plusieurs reprises, il fut capturé en mars 1944 ; ayant gardé le silence sous la torture, il fut déporté à Buchenwald, d'où il réussit à s'évader peu de temps avant la fin de la guerre.
- la plus importante section du S.O.E. était la section F chargée de créer des réseaux d'action et de renseignement indépendants des Français Libres, dits « réseaux Buckmaster » du nom de leur chef, le major BUCKMASTER. Celui-ci avait décidé, pour limiter les risques d'arrestation, de mettre en place, non un seul réseau en zone occupée mais une série d'organi-



Le major BUCKMASTER dirigeait la section F du Special Operations Executive (coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



Le capitaine Yeo THOMAS, un des officiers anglais de la section R.F. du Special Operations Executive (D.R.)

sations séparées avec des effectifs volontairement restreints et des missions nettement circonscrites. Les réseaux « Buck » étaient au nombre de 9 en 1941, 26 en 1942, 46 en 1943 et plus de 90 à la veille du débarquement. Ces réseaux ont participé très activement aux opérations de sabotage, à l'armement et à l'instruction de la Résistance française ; ils ont assuré la moitié des parachutages réussis et réceptionné plus de 50 % du tonnage d'armes, de munitions et de fournitures diverses parachuté en France occupée.

Parmi les agents les plus remarquables de la section F, on peut citer :

- Francis CAMMAERTS, d'origine belge, dont le réseau « Roger » a accompli jusqu'à la libération de nombreux sabotages d'installations ferroviaires, industrielles, militaires et navales allemandes. A l'été 1944, ses hommes contribuèrent à la paralysie des communications ennemies qui laissa grande ouverte la route Napoléon pour les Alliés débarqués en Provence.

- D'égale importance Georges STARR, Chef du réseau « Hilaire » (région de Toulouse), et HESLOP, alias Xavier (région de l'Ain).

- le major Ben COWBURN, qui effectua avec succès un grand nombre de missions en France ; après avoir collecté quantité d'informations sur l'industrie pétrolière, il se spécialisa dans le sabotage d'usines aéronautiques et d'installations ferroviaires. Créateur du réseau « Tinker », il instruisit au sabotage une centaine d'hommes. Alliant un sang-froid à toute épreuve à d'extraordinaires facultés d'adaptation, il préparait lui-même, sans aide, des explosifs lorsqu'il était à court.

- Anthony BROOKS, chargé de former un réseau d'action et de renseignement (« Pimento ») dans les milieux de syndicalistes cheminots, organisa plusieurs équipes très efficaces de sabotage, parachutage et de renseignement qui effectuèrent dans les Alpes, le Limousin et les Pyrénées un travail remarquable jusqu'à la Libération.

- Virginia HALL, Américaine, qui était chargée de toute la logistique de la Section F (armement, organisation des liaisons, financement) ainsi que de l'approvisionnement en armes et munitions des maquis du centre de la France.

- Noor Inayat KHAN, princesse indienne, opératrice radio, chargée des liaisons préalables aux parachutages d'hommes et d'armes. Arrêtée sur dénonciation en octobre 1943, elle fit preuve d'un courage admirable sous la torture et fut abattue d'une balle dans la nuque à Dachau en septembre 1944.

Sur les 366 officiers parachutés pour organiser les réseaux Buckmaster, 15 sont tombés en combattant et 89 sont morts en déportation, souvent froidement exécutés dans les camps, ce qui donne une idée de l'importance capitale qu'ils avaient pour les services de sécurité allemands.

La contribution américaine à la Résistance en France métropolitaine n'intervient qu'à la fin de 1942 : l'outil en est l'Office of Strategic Services – l'O.S.S – (le bureau des services stratégiques) créé en marge de l'armée des Etats-Unis. Cette contribution a été décrite en détail par le capitaine William CASEY, l'un des officiers de l'Organisation en Europe durant la guerre ; et qui plus tard, en 1980, deviendra le patron de la C.I.A. (Central Intelligence Agency), l'héritière de l'O.S.S.

La première mission de l'O.S.S. sera réalisée en décembre 1942 en fournissant du matériel radio et un agent « Mr. BROWN » qui accompagnera sur place, via le sous-marin « Casabianca » la première équipe française chargée de préparer le débarquement libérateur de la Corse.



Le lieutenant-colonel belge Francis CAMMAERTS du réseau « Roger ». (D.R.)



George STARR, colonel anglais, chef du réseau « Hilaire ». (coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)

L'O.S.S. en la personne du capitaine VAN STRICHLLEN sera associé en mars 1943 à la préparation de l'action d'unification de la Résistance confiée à Jean MOULIN et au général DELESTRAINT. Peu après, l'O.S.S. apportera de Suisse, une aide financière et matérielle aux Mouvements Unis de la Résistance (M.U.R.).

Dès la mi-1943, l'O.S.S. s'efforce de créer ses propres réseaux, notamment dans le centre et le sud de la France, depuis Alger et l'Espagne. L'un d'eux, grâce à deux Français, anciens élèves des Jésuites, prend forme dans la région de Clermont-Ferrand en juillet 1943 ; et moins d'un an plus tard, il compte 2000 agents et auxiliaires dotés de 37 postes émetteurs.

De Bilbao et de Barcelone, un autre homme de l'O.S.S., Frank SCHOONMAKER, constitue une chaîne de réseaux et de filières, qui utilisent, en mai 1944, 1400 agents, essentiellement des résistants français.

Dans la perspective du débarquement, l'O.S.S. participe à la mise sur pied, avec les services britanniques et français, du plan « Sussex » : il s'agit d'envoyer en France, une soixantaine d'équipes de deux hommes, un observateur et un opérateur radio, qui avec l'aide de noyaux de résistants, opéreront sur les arrières de l'ennemi et alimenteront en renseignements les unités alliées au contact. Quatorze équipes « Sussex » – de l'O.S.S. – seront en place dès juillet 1944 derrière le front de Normandie et d'autres s'ajouteront au fur et à mesure de l'avance alliée jusqu'en Champagne. Des agents de l'O.S.S. rempliront le même rôle dans la vallée du Rhône pour aider avec les maquisards à la progression-éclair des forces américaines et françaises.

L'O.S.S. jouera aussi un rôle – assez ignoré – dans la stratégie qui présidera à l'offensive aérienne massive déclenchée en 1943 et 1944 sur la France, en prélude au débarquement du 6 juin 1944 : ses experts, au sein du haut commandement allié, s'efforceront d'orienter les attaques sur deux fronts ; le pétrole (fabrication et acheminement) et dans le domaine des voies de communication, les ponts, avant tout. Une voie ferrée est réparable en une journée, un pont ne l'est pas : souci d'efficacité d'une part, mais aussi soucis d'épargner, le plus possible, les vies françaises.

Réseaux belges

Dès 1940 des Belges réfugiés en France aidaient des prisonniers de guerre évadés à gagner l'Espagne. Sur la frontière franco-belge d'autres filières furent mises sur pied en divers points pour faire passer les évadés de Belgique en France, par exemple l'organisation Joseph DUBAR à Roubaix ou la ligne « Dragon » montée dans les Ardennes par l'abbé GRANDJEAN. Par la jonction de ces filières de véritables réseaux se mirent en place, spécialisés dans le renseignement (réseau Zéro) ou l'évasion. Le plus célèbre et le plus important d'entre eux sera la « ligne Comète », avec Andrée et Frédéric de JONGH

«Comète» disposait de relais sûrs de Belgique jusqu'aux Pyrénées grâce auxquels purent être évacués, de 1941 à 1944, 288 militaires alliés (pour la plupart des aviateurs abattus au dessus de l'Europe). Les pilotes à convoyer étaient d'abord planqués quelque temps à Bruxelles ou en banlieue, puis pris en charge par un guide qui les accompagnait en train jusqu'à Quiévrain : la frontière était franchie à pied, en des points variables pour ne pas se faire repérer. Puis le voyage reprenait en train de Valenciennes à Corbie-sur-Somme pour passer cette fois la ligne de la zone interdite.

Les « clients » désormais munis de papiers français étaient alors convoyés jusqu'à Paris où un nouvel hébergement leur était assuré (notamment par le Révérend Père RIQUET). Nouveau départ jusqu'à Bayonne où une vingtaine de familles pouvaient fournir logement, nourriture et accompagnement aux fugitifs. Une sécurité supplémentaire venait de ce que les gendarmes d'Urrugne (Pyrénées-Atlantiques) étaient complices.



Virginia HALL. Américaine, chargée à Buckmaster de l'approvisionnement des maquis français. (coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



Noor Inayat KHAN. Princesse indienne, opératrice radio parachutée en France, arrêtée en 1943, torturée, assassinée à Dachau. (D.R.)

Le soir, traversée des Pyrénées, le plus souvent sous la conduite du passeur basque Florentino GOYCOECHEA. Après une étape à San Sebastian, et une nouvelle nuit en planque, les évadés étaient conduits au Consulat britannique de Bilbao. Le voyage avait duré en moyenne trois ou quatre jours, ce qui, vu les difficultés de l'époque, était une performance remarquable.

Au total « Comète » a employé près de 2000 volontaires dans les trois pays concernés (Belgique, France, Espagne). En dépit de sa réputation de « ligne sûre » elle a payé ses activités de 800 arrestations et 155 de ses agents sont morts en Allemagne ou dans les pays occupés. Le tiers de ces victimes étaient des femmes.

Main d'Oeuvre Immigrée - M.O.I.

La M.O.I. était une structure d'accueil syndicaliste créée entre les deux guerres par la Confédération Générale du Travail - C.G.T. - pour encadrer les travailleurs étrangers en France, regroupés par unités linguistiques. Interdite à l'automne 1939 après le pacte germano-soviétique, elle se reconstitua clandestinement dès l'été 1940 sous la direction de Louis GROJNOWSKI, Jacques KAMINSKI et Arthur LONDON.

En 1941 ses militants furent aux premiers rangs de la mobilisation communiste pour la lutte armée contre l'occupant : la M.O.I. rassemblait en effet des militants très déterminés, Français et étrangers de diverses nationalités, essentiellement des anciens des Brigades Internationales de la Guerre d'Espagne et des combattants juifs animés d'une farouche volonté de vengeance contre les nazis et leur antisémitisme exterminateur. Ses groupes les plus dynamiques, constitués par des anciens combattants d'Espagne, formèrent l'« Organisation Spéciale de la M.O.I. » - O.S.M.O.I. -, dirigée par l'Espagnol Conrado MIRET-MUST et le Roumain Jacques KAMINSKI. En février 1942, l'O.S.M.O.I. fut dissoute et fusionna avec les F.T.P. sous la direction du Bessarabien HOLBAN. Les F.T.P.-M.O.I. comptaient alors quatre détachements principaux : le premier groupait des Roumains, le second des Polonais en majorité juifs, le troisième des Italiens, le quatrième, dirigé par le Hongrois Joseph BOCZOV, était spécialisé dans les déraillements.

La M.O.I. constitua un grand nombre d'unités F.T.P. dont certaines mixtes, comprenaient des militants français (c'était le cas des détachements polonais et italiens dans le Nord) tandis que d'autres, formées uniquement par des groupes de langues étaient dites « séparées » ; certaines formations étaient même autonomes comme les groupes du « Travail Allemand » - T.A. - et les guérilleros espagnols qui quittèrent la M.O.I. en mai 1944.

Dirigée à partir du début 1944 par le Yougoslave Ljubomir ILLICH, la M.O.I. participa aux activités d'un grand nombre de maquis F.T.P. dans le Nord, en Lorraine, dans les Alpes, le Massif Central, la Dordogne, la région toulousaine etc. Mais sa principale spécialité était la guérilla urbaine, qu'elle mena avec la plus grande vigueur, terrorisant allemands et collaborateurs dans les grandes villes :

- à Paris, pour le seul premier semestre de 1943, la M.O.I. sous la direction de Missak MANOUCHIAN, se rendit célèbre par 92 sabotages et attentats : c'en était trop pour les nazis et la police de Vichy, qui se livrèrent à une traque sans merci et finirent par exterminer temporairement les F.T.P. dans la capitale.
- à Lyon, sous la direction du juif allemand Norbert KUGLER, les F.T.P.-M.O.I. formèrent le bataillon « Carmagnole-Liberté » qui multiplia les actions offensives dans l'agglomération lyonnaise et les principales villes du Sud-Est.



Arthur LONDON, Tchecoslovaque, membre de la direction de la M.O.I. de l'été 1940 à août 1941, date à partir de laquelle il contribue à l'organisation du Travail Allemand (T.A.). Arrêté en août 1942. Condamné par le Tribunal d'Etat à dix ans de travaux forcés. (D.R.)



Joseph BOCZOV, Hongrois, responsable du groupe F.T.P.-M.O.I. chargé d'organiser les déraillements. (D.R.)



Ignasz KRAKUS, alias commandant Roman (2^{ème} à droite), à la tête des combattants F.T.P.-M.O.I. du maquis Gabriel Péri dans les monts du Lyonnais. Il fut responsable militaire de Carmagnole dans la région de Lyon. (Coll. Archives Carmagnole-Liberté)

• à Marseille le groupe « Marat » se signala à la fois par sa participation aux activités militaires des maquis de Provence et par un grand nombre d'attentats en ville contre des troupes ennemies et policières, des collaborateurs et des entreprises travaillant pour les Allemands, des installations ferroviaires et de communication, etc.

• à Toulouse la « 35^{ème} brigade Marcel LANGER » (du nom de son chef, ancien des Brigades Internationales, condamné à mort par Vichy et guillotiné le 23 juillet 1943 à Toulouse) opéra surtout en ville mais également dans les départements environnants. Elle rassemblait des Espagnols, des Français, des Italiens, des Allemands anti-nazis, des Polonais et des Hongrois. Elle multiplia les attentats contre les militaires allemands et les collaborateurs (dont l'avocat général LESPINASSE qui avait requis la peine de mort contre Marcel LANGER), les attaques à la bombe et les sabotages de toutes sortes. En avril 1944, la police de Vichy réussit après une longue enquête un coup de filet qui entraîna la déportation de trente membres de la Brigade. Les éléments rescapés participèrent à la libération de Toulouse (où tomba son dernier commandant Zeef GOTTESMANN) ainsi qu'à de nombreux combats libérateurs dans le Sud-Ouest.

La M.O.I. a été, d'une part, à travers sa coopération organique avec les F.T.P., l'une des grandes composantes de la Résistance armée, et, d'autre part, un puissant élément fédérateur d'hommes et de femmes de nationalités diverses animés d'un double patriotisme qui leur fit accepter de participer à la Résistance française dans le but de combattre le nazisme qu'ils détestaient de toutes leurs forces.

Organisations polonaises

L'importance et la concentration des populations polonaises dans certaines régions, la présence de cadres militaires et de 86 000 soldats



repliés fin 1939 et surtout l'ardent patriotisme de ce peuple expliquent la rapidité et l'ampleur de la mise sur pied d'organisations de Résistance polonaises en France.

En 1940, le réseau de renseignements F2, se développait depuis Toulouse où se trouvait le centre de démobilisation des militaires polonais qui avaient combattu dans l'armée française. Ayant très rapidement établi la



Marcel LANGER. Commandant F.T.P. condamné à mort par un tribunal « français » et guillotiné à Toulouse le 23 juillet 1943.
(coll. 35^{ème} brigade Marcel LANGER)

Le général KOENIG salue un détachement de soldats polonais sous l'Arc de Triomphe en décembre 1944.
(colonel Claude Quillateau/Fondation de la Résistance)

ODEZWA

POLICZY!

Bliźni i Polacy, bliźni i drugą stroną Łódźską, jeste i polskim tokiem.

W ciągu przeszło stu lat przeszli Polacy zamieszkałych we Francji, Niemczech, Anglii i Holandii, w tym wszystkim walczyli o wolność i niepodległość Polski. Ten wysiłek i poświęcenie jest naszą wielką historią i polityką naszych krajów, oraz fundamentem i siłą, która zawsze służyła naszym bliźniom.

Naszym zadaniem i obowiązkiem jest do ostatniego żołnierza i ostatniego Francuza i zaprzeci niepodległość Polski.

W imieniu Bractwa Niepodległości Polskiej:

1. Polacy, zjedźcie do walki, zjedźcie się w miejscach do zorganizowania P.O.W. (Polskiej Organizacji Wojskowej) w miejscach zamieszkania.
2. Zdobycie broni wojennej i sprzętu, a szczególnie zabieranie materiałów eksploatacyjnych i amunicji.
3. Zorganizowanie szeregów, gdzie on się znajdzie, przetrzymywanie jego porządków i dyscyplinę.
4. Polacy z armii niemieckiej przystępujcie się wraz z bronią i sprzętem do Jednostek P.O.W. (Polskiej Organizacji Wojskowej).
5. Na terenie zamieszkania i w miejscach spotkań z braćmi polskimi, bądź w terenie, z bronią i sprzętem.
6. Do zwycięstwa, i chwila momentu Polacy, polskie słońce będzie świecić nad Polską, walczyć o wolność i niepodległość naszego kraju.

MIEJ ZAJĘCIE POLSKO-FRANCUSKIE DOKUMENTY
KRAJOWE!

W P. O. W. D. OSTATNIEJ WOLNOŚCI. *Gen. Koenig*
1944

Affiche appelant les combattants polonais du P.O.W.N. à participer à l'insurrection, à Paris en août 1944.
(Coll. Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon)

liaison avec le gouvernement polonais de Londres, ce réseau en reçut des fonds et des moyens techniques ainsi que les instructions nécessaires à l'orientation et au développement de ses activités. En dépit de son démantèlement partiel en 1942 à la suite d'une trahison, F2 travailla jusqu'à la fin de la guerre, adressant à Londres tous les quinze jours cinquante pages de rapports secrets microfilmés.

En mars 1941, le Gouvernement polonais chargea Alexandre KAWALOWSKI, ancien consul à Lille, de créer l'« organisation polonaise de lutte pour l'indépendance » (Polska Organizacja Walki Niepodległości) : P.O.W.N., dont les missions étaient les suivantes :

- organiser la résistance partout où se trouvaient des Polonais
- préparer des opérations de sabotage
- faire de la propagande anti-allemande
- organiser des services de renseignements
- préparer la mobilisation des Polonais
- collaborer avec la Résistance française en remplissant le rôle d'allié comme l'armée polonaise à l'égard des Forces Françaises Libres.

Dès les premiers temps la P.O.W.N. édita et diffusa une presse clandestine qui exerça une influence considérable sur les populations polonaises. Les principaux journaux étaient Walka (Combat), Komunikat (Communiqué), Sztandar (l'Étendard), Wyzwolenie (Libération).

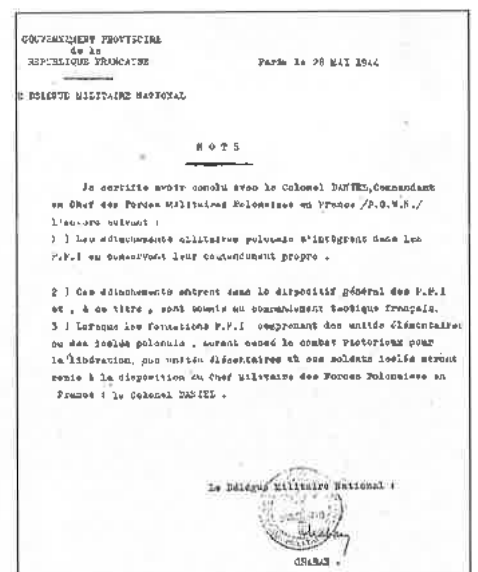
Parallèlement, cette organisation développa une intense activité de renseignements : ainsi le Quartier général de la P.O.W.N. à Lyon reçut-il de l'automne 1941 au 11 novembre 1942 environ 6000 rapports de caractère militaire, politique ou économique dont l'essentiel était transmis à Londres. Au printemps 1944, un réseau supplémentaire organisé dans le Nord par le capitaine WAZNY, parachuté d'Angleterre, expédia 180 rapports détaillés et accompagnés de plans cotés sur les installations militaires allemandes dans le Nord Pas-de-Calais et en Flandre belge, notamment les rampes de lancement des bombes volantes dont la plupart purent être anéanties grâce à ces informations.

D'autre part, les résistants polonais eurent à leur actif de multiples actions de sabotage dans toutes les régions où ils avaient des groupes constitués. Dans le Nord et les régions minières de Lorraine, de Montceau-les-Mines et de Carmaux ces attentats étaient facilités par la détention d'explosifs qui étaient prélevés nuitamment en grandes quantités au fond des puits et des galeries de mines. Les sabotages visaient principalement des voies de communication essentielles et des installations industrielles au service de l'occupant. On mentionnera particulièrement le détachement de Joseph JURGIWICZ, d'abord cantonné dans les Ardennes, qui se signala par des actions de grande envergure en 1943 et 1944 dans le Nord Pas-de-Calais : dynamitage de 17 locomotives au dépôt de Courrières et de 12 au dépôt de Denain, déraillements de trains sur la ligne Guesnain-Malmaison, destruction de la station radio de l'aérodrome de la Luftwaffe à Dechy et de la grande centrale électrique de Sin le Noble. Dans l'Est de la France, le bataillon « Stalingrad », composé de mineurs polonais et de prisonniers de guerre soviétiques évadés, se rendit célèbre par des actions spectaculaires. Par exemple, à la fin 1943 il immobilisa et fit sauter un convoi militaire sur un pont de la ligne Berancourt-Longwy qui en s'écroulant tua ou blessa plusieurs centaines de soldats de la Wehrmacht.

Parachuté en juillet 1943, le colonel ZDROJEWSKI, connu dans la Résistance française sous le titre de « colonel Daniel », prit la tête de la branche militaire de la P.O.W.N. : c'est lui qui, après avoir dressé le plan de bataille de ces formations, négocia avec le général CHABAN-DELMAS, Délégué militaire national du Conseil National de la Résistance, l'intégration des membres de la P.O.W.N. dans les Forces Françaises de l'Intérieur. Il obtint l'insertion d'une disposition spéciale permettant à ceux-ci de conserver leur commandement propre.



Le colonel ZDROJEWSKI, alias colonel Daniel, parachuté en juillet 1943 prit la tête de la branche militaire de la P.O.W.N. (coll. Colonel Claude Quillateau/coll. Fondation de la Résistance)



Texte de l'accord du 28 mai 1944 entre le « colonel Daniel » (colonel ZDROJEWSKI), commandant en chef des forces militaires polonaises en France et le général CHABAN-DELMAS, délégué militaire national du Conseil National de la Résistance intégrant les détachements polonais de la P.O.W.N. dans les F.F.I. tout en conservant leur commandement propre. (coll. Colonel Claude Quillateau/Fondation de la Résistance)

La participation des Polonais de la P.O.W.N. à la lutte armée aurait été plus importante si les Alliés avaient débarqué sur les côtes de la mer du Nord, le plan « Monica Nord » ayant prévu dans cette hypothèse un soulèvement général des populations polonaises du Nord Pas-de-Calais, parmi lesquelles se trouvaient les gros bataillons de la P.O.W.N. (5000 hommes sur 8000). Les 3000 autres se répartissaient entre le « groupe sud » (Alpes, Massif Central et Sud-Ouest) et les régions parisienne et lorraine où ils combattirent avec les F.F.I.

En résumé et en conclusion, les Polonais de France ont pris part massivement et courageusement à la Résistance. Même ceux qui se sont battus sous leurs couleurs sont restés fidèles à la traditionnelle fraternité d'armes franco-polonaise, fondée sur le vieux principe d'une coopération amicale au nom de la lutte « Pour votre liberté et la nôtre ».

Organisations espagnoles



Principalement concentrée dans le Sud-Ouest, la Résistance espagnole a largement contribué à la lutte contre l'occupant, ce qui s'explique tant par le grand nombre (500 000 hommes) que par l'ardeur antifasciste des républicains espagnols réfugiés en France après la fin de la guerre civile : pour eux, résister en France, c'était simplement continuer le combat engagé dans leur pays contre le franquisme et l'hitlérisme. Avec une conscience aiguë des enjeux du conflit, ils concevaient leur action dans une perspective internationaliste débordant le cadre de l'hexagone français : résister était pour eux un moyen d'affirmer et de préserver leur liberté.

Mais, n'étant pas rattachée à un gouvernement constitué, la Résistance espagnole n'était pas aussi structurée que la Résistance polonaise : les guérilleros étaient tantôt incorporés dans des mouvements de Résistance français (à partir de 1941) ou dans la M.O.I. dont il a été question plus haut, tantôt organisés en groupements autonomes formés au plan départemental (« brigades ») ou au plan régional (« divisions »), ces termes désignant des unités comptant des effectifs sensiblement moins nombreux que dans les armées régulières. Leur recrutement provenait de divers milieux de l'immigration espagnole, mais principalement des « groupements de travailleurs étrangers » auxquels



Combattants F.T.P. lors de la libération de l'Indre.
À gauche debout : l'Espagnol Francesco REYES ; à ses côtés, servant le fusil-mitrailleur, l'Espagnol MILLERA.
(coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)

3 septembre 1944, des partisans espagnols équipés de pièces d'uniformes et d'armes de prises allemandes, défilent dans les rues de Toulouse avec le drapeau des guérilleros.
(Photo Dieuzaide / coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



Défilé de guérilleros espagnols.
(coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)

avaient été affectés beaucoup de militaires internés après la défaite de l'armée républicaine.

Comme partout l'action clandestine avait d'abord commencé par des actions de propagande sous forme de diffusion de tracts et de journaux tels que la Reconquista de España, puis par des actions localisées de sabotage et de récupération d'armes légères.

C'est en 1942 que fut constitué dans les montagnes de l'Aude et de l'Ariège le « XIV^{ème} corps de guérilleros espagnols » - G.E. - et cette organisation de Résistance armée s'étendit rapidement à d'autres départements (Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Lot-et-Garonne, Gers, Tarn) où furent formées des brigades rattachées aux 4^{ème}, 14^{ème} et 15^{ème} divisions de G.E. Au fur et à mesure qu'elles étaient équipées, ces unités menèrent des actions d'embuscades de plus en plus intenses, dans des conditions difficiles notamment au cours du rude hiver 1943 : les hommes dormaient dans des granges, dans des grottes (comme à Lherm, Lombrive ou Bedeilhac dans l'Ariège) ou dans des trous creusés à même le sol et recouverts de branchages sous la neige épaisse et persistante. Les populations frontalières contribuaient largement au ravitaillement. A cette époque une des actions les plus marquantes, conduite par le groupe Juan JIMENEZ fut la destruction d'une usine de traitement de résine située au Got (Ariège), gros fournisseur de l'armée allemande qui en tirait de l'essence de térébenthine et de l'ersatz de pétrole.

Les maquis espagnols de l'Ariège étaient en relation avec le S.O.E. britannique. C'est le général BIGEARD, alors adjudant, qui, ayant été parachuté avec un opérateur radio et des fonds importants, assurait cette liaison.

Le poste de commandement de l'état-major des G.E. a toujours été installé dans la région toulousaine. Cet état-major avait conclu une convention d'unité d'action avec les F.T.P.-M.O.I. mais les unités de G.E. furent toujours contrôlées et dirigées uniquement par l'état-major espagnol qui gardait son indépendance en tant que formation directement rattachée au mouvement de la Résistance espagnole en France : l'Union Nationale Espagnole - U.N.E. -

Au printemps 1944 l'U.N.E. décida que le XIV^{ème} corps, qui s'appellerait désormais « l'Agrupacion », serait totalement indépendant de la M.O.I. et de tout autre mouvement de Résistance. Dès cette époque, l'état-major des G.E. avait concentré dans les maquis du Sud les républicains espagnols mobilisés par l'U.N.E. et encadré les nouvelles formations par des officiers de guérilleros rappelés de la Savoie, de l'Isère, des Bouches-du-Rhône et du Cantal (certains pensent qu'à partir de ce moment il ne s'agissait plus seulement de lutter contre l'occupant nazi en France, mais aussi de préparer les troupes à la reconquête de l'Espagne, ce que pourrait confirmer la tentative avortée de pénétration armée au Val d'Aran en octobre 1944).

En tout cas à partir de la fin 1943, la Résistance espagnole avait développé à côté des actions classiques des combattants de l'ombre (renseignement, propagande, évasions) des formes de lutte plus radicales, celles de la guérilla urbaine : de multiples actions « coups de poing » (attentats individuels, poses de bombes, sabotages) préparées à l'avance et exécutées par de petites équipes de clandestins qui se déplaçaient rapidement en vélo ou en tramway et obéissaient à des consignes de sécurité strictes. Ainsi au printemps 1944 les unités de guérilleros espagnols à Toulouse comptaient à leur actif 223 opérations de ce type ; par la suite, ils participèrent à la plupart des combats importants pour la libération de cette région (batailles de Castelnau, Rimont, Eaux-Bonnes, Prayols, libération de Foix et d'Auch) et firent plus de 4000 prisonniers, dont 1600 dans le seul département de l'Ariège.

Un témoignage du Colonel RAVANEL, Libérateur de Toulouse, rend un vibrant hommage aux vertus guerrières des guérilleros espagnols : « Ils



Août 1944. Deux républicains espagnols blessés au maquis de l'Alpe d'Huez.
(coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



Drapeaux en tête, des guérilleros espagnols défilent à Auch le 27 août 1944.
(coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)

furent parmi les plus valeureux des résistants ; ils surent se dévouer avec héroïsme et courage et on leur doit certains des plus grands succès lors des combats de la libération des départements du Sud-Ouest... Nos camarades avaient acquis pendant la guerre d'Espagne des connaissances que nous ne possédions pas : ils savaient fabriquer des bombes à l'aide d'explosifs de fortune, ils savaient tendre des embuscades et ils connaissaient à fond les techniques de la guérilla. J'ajoute qu'ils nous avaient conquis par leur courage, leur fraternité, leur abnégation. Ils étaient devenus pour nous des frères de combat ».

Geneviève de GAULLE-ANTHONIOZ préfaçant le livre de Neus CATALÀ (2), alias Neige ROGER, rappelle quant à elle, que plus de 35000 Espagnols « ont été fusillés, sont morts dans les combats ou dans les camps de concentration. Auparavant, ils avaient lutté les premiers contre le nazisme. Eux ont su avant nous quel était l'enjeu dans l'affrontement avec l'armée hitlerienne. Pas d'attentisme chez ces femmes et ces hommes résolus : "c'était tout ou rien quand on entrait dans le combat clandestin, rien d'autre ne comptait " ».

Organisations italiennes

L'immigration italienne, fort nombreuse (plus de 750000 personnes) entre les deux guerres, se répartissait principalement dans le Sud-Est et le Sud-Ouest, la vallée du Rhône et la région lyonnaise, la Lorraine, le Nord et la région parisienne. Il s'agissait d'une part de travailleurs agricoles ou du bâtiment chassés de leur pays par le chômage, d'autre part de « fuoriscitti » (exilés) opposants au régime de MUSSOLINI qui avaient fui les persécutions fascistes, enfin d'anciens des Brigades Internationales réfugiés en France après la fin de la guerre d'Espagne. Les Allemands avaient demandé au gouvernement de Vichy la livraison de ces derniers, en exécution de l'une des clauses les plus honteuses de l'armistice de 1940 mais beaucoup de « brigadistes », notamment parmi les cadres, avaient réussi à s'évader des camps où ils avaient été internés au temps du Front Populaire et à passer dans la clandestinité.

Bien avant la guerre, en particulier après l'échec de la tentative de résistance parlementaire qui avait suivi l'assassinat du député Giacomo MATTEOTTI, la plupart des leaders de l'opposition politique au fascisme avaient rejoint dans l'exil les obscures victimes des violences « squadristes ». C'est pourquoi les mouvements antifascistes, quoique divisés en tendances politiques rivales, ne manquaient pas de dirigeants expérimentés ; ceci explique aussi que dès « le coup de poignard dans le dos » de la déclaration de guerre italienne du 10 juin 1940, des responsables l'aient dénoncé comme un forfait attentatoire à la solidarité des deux « soeurs latines ».

Par exemple, aussitôt après l'armistice, le Consul général d'Italie à Toulouse, Enrico TERRACINI avait fait paraître dans la Dépêche de Toulouse sous le pseudonyme de l'« Observateur » un appel aux Italiens de France, les invitant à « combattre pour la France aux côtés de la France... pour refaire l'honneur italien... pour vivre dans un pays libre et avoir le droit de penser librement ».

A la même époque, Silvio TRENTIN, Professeur de droit et ancien député socialiste au Parlement de Venise, avait ouvert à Toulouse une librairie qui était rapidement devenue un lieu de réunion privilégié des antifascistes italiens de toutes tendances. Ainsi Silvio TRENTIN fut-il dès le début de 1942 l'inspirateur de la création du mouvement et du journal clandestins Libérer-Fédérer, dont l'originalité était qu'il s'adressait aussi bien aux Français qu'aux étrangers et s'efforçait de rassembler des gens de toutes opinions « unis par la haine commune de l'envahisseur et des traîtres ».

(2) Ces femmes espagnoles de la Résistance à la Déportation. Témoignages vivants de Barcelone à Ravensbrück. Paris, éd. Tirésias, 1994 (pour la traduction en français)

Neus CATALÀ était une républicaine espagnole engagée dans la Résistance française.



Silvio TRENTIN, Italien, professeur de droit à l'université de Venise. Réfugié en France ; inspirateur, à Toulouse, en 1942 du mouvement " Libérer et Fédérer " qu'il anima jusqu'en 1943 avant de repartir en Italie organiser la Résistance dans son propre pays, où il mourut le 12 mars 1944.

(coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)

sur un programme démocratique et fédéraliste. Ce journal, qui ne tira jamais à moins de 10 000 exemplaires, était diffusé dans les régions toulousaine et marseillaise, ainsi que dans le Berry et le Bourbonnais.

Bien d'autres journaux clandestins, diffusés dans les milieux italiens et jusque dans l'armée d'occupation italienne dans le Sud-Est, soutenaient alors la thèse que la Résistance (et l'épuration qui suivrait) était le seul moyen par lequel la communauté italienne pourrait rétablir son prestige, et que les antifascistes étaient seuls dignes de représenter les immigrés et de prendre en charge les structures administratives italiennes en France. Citons en particulier *La parola degli Italiani*, *La voce dei giovani*, *La voce degli Italiani*.

En octobre 1941 l'« *Unione Popolare Italiana* » créa le « *Comitato d'Azione per l'Unione del Popolo Italiano* ». Ce comité, tout en conservant des objectifs spécifiquement nationaux (renversement du fascisme, refus de la mobilisation pour la guerre fasciste, propagande démocratique) rechercha des convergences et une coopération avec la Résistance française (dénonciation du régime de Vichy, appels communs à manifester, par exemple le 11 novembre 1941).

Au sein du Comité d'action les éléments de tendances socialiste ou modérée choisirent en général de s'intégrer aux mouvements de la Résistance française puis aux formations de l'Armée Secrète, tandis que les communistes et sympathisants, sous l'impulsion de Giuliano PAJETTA constituèrent de nouvelles unités de la M.O.I. qui collaborèrent étroitement avec les F.T.P., tout en prenant, à l'occasion, des initiatives autonomes tendant à pénétrer clandestinement en Italie du Nord pour établir des contacts avec les maquis transalpins.

Début 1943 la mise en place du S.T.O., auquel plus tard après la reddition de l'Italie, les jeunes Italiens furent astreints comme les Français, accrut le nombre des réfractaires motivés pour participer à la Résistance. Enfin après la capitulation de l'armée italienne (été 1943), nombreux furent les soldats qui désertèrent pour échapper à la captivité en Allemagne et qui, conformément aux consignes de *La parola del soldato*, vinrent grossir les rangs des maquisards français auxquels ils apportèrent armes et munitions.

L'année 1944 vit la participation de groupes importants de combattants italiens à la lutte armée dans le Sud-Est et sur la Côte d'Azur, où ils multiplièrent les opérations programmées par la Résistance française, et en particulier des attentats meurtriers contre les troupes allemandes à Nice, en attendant de se joindre aux F.F.I. à l'époque du débarquement allié dans le Midi. Dans les autres régions où la M.O.I. était puissamment organisée les immigrés italiens luttèrent en tant qu'étrangers au sein de la Résistance française, en suivant en tous points ses consignes politico-militaires. Au fur et à mesure que la Libération approchait, leur engagement dans la lutte armée et l'insurrection s'intensifia, et ce d'autant plus que leurs groupes clandestins bien encadrés par d'anciens « brigadistes » avaient une bonne expérience militaire.

Quant aux déserteurs et réfractaires, ils n'avaient pas tous nécessairement une vocation offensive mais ils étaient fort capables de se défendre par tous les moyens.

On peut estimer à une vingtaine de mille le nombre des insurgés italiens qui contribuèrent dans diverses régions à la libération de la France, dont deux mille environ ont perdu la vie.

Il est vrai que selon leur origine (réfugiés politiques ancrés depuis longtemps dans l'antifascisme, ou bien militaires se trouvant occasionnellement en France), ils ont accepté plus ou moins facilement de se fondre dans la Résistance française. Mais dans les deux cas ils n'avaient pas cessé de penser à leur patrie de plus en plus meurtrie et asservie. Pour des hommes comme Silvio



Journal clandestin *Libérer et Fédérer*, n° 1, 14 juillet 1942. Il fut diffusé par la suite à plus de 10000 exemplaires dans toutes les régions avoisinantes.

Page ci-contre :
Missak MANOUCHIAN. Poète et journaliste d'origine arménienne. Responsable du commandement militaire des F.T.P. - M.O.I. de Paris. Héros placé en tête de « l'affiche rouge », il adressa cette lettre d'adieu à son épouse quelques heures avant d'être exécuté avec ses 21 compagnons au Mont Valérien. (coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H. et Centre de Documentation Juive Contemporaine. Paris)

TRENTIN, Fausto NITTI, Joseph MARCHETTI, la lutte antifasciste débordait le territoire français : ils oeuvraient en même temps pour la libération et la démocratisation de leur pays d'origine.

Organisations arméniennes

La communauté arménienne en France, forte de quelques 75000 personnes en 1940 s'était constituée par vagues successives d'immigration, d'abord pendant la guerre de 1914-1918 durant laquelle des Arméniens avaient combattu dans la Légion Française d'Orient, puis surtout dans les années 20 après le génocide dont cette nation avait été victime et alors que le traité de Lausanne (1921) avait anéanti l'espoir de la création d'une nation arménienne indépendante. Désormais considérés comme apatrides et munis du seul « certificat Nansen » les Arméniens se trouvaient dans une situation précaire qui les avait conduits à renforcer leurs solidarités traditionnelles au sein de leurs églises et de leurs associations.

Soumis aux obligations militaires en 1939-40, ces réfugiés avaient suivi le sort tragique de l'armée française et ceux qui avaient échappé aux stalags avaient adopté un comportement assez semblable à celui des Français. Si une minorité était entrée assez tôt (1941) dans la Résistance c'était plutôt par idéologie politique, dans le cadre des groupements F.T.P.-M.O.I. alors en formation sous l'inspiration du parti communiste.

Dès les débuts, la section arménienne de la M.O.I. constituée par le poète et journaliste Missak MANOUCHIAN – et son équipe spéciale dirigée par Marcel RAYMAN pour les coups les plus risqués – se montra très active et courageuse : à partir de la fin 1942, sabotages, dépôts de bombes à retardement, grenadages de détachements allemands, se succédèrent au rythme d'une opération tous les deux jours, puis ce fut le coup de maître de l'exécution du général S.S. Julius RITTER, responsable du S.T.O. en France. Mais en novembre 1943 la traque de la police française mit fin à ces exploits : un coup de filet général démantela toutes les unités dirigées par Missak MANOUCHIAN. Condamné à mort, il fut fusillé le 21 février 1944 au Mont Valérien avec 21 de ses compagnons.

En province le recrutement s'était élargi en particulier dans le Midi et la vallée du Rhône, à l'instigation de l'Union des Jeunes Patriotes Arméniens et du Front National Arménien, très actifs dans les régions de forte densité arménienne en milieu ouvrier. Dans la dernière année de la guerre ces résistants étaient assez nombreux pour constituer des groupes homogènes (par exemple dans les Bouches-du-Rhône) ; en d'autres endroits ils s'appuyaient sur les organisations clandestines italiennes.

Outre leur participation aux opérations des F.T.P. - M.O.I. en région parisienne et dans le Sud-Est (avec les groupes « Marat » à Marseille et « Carmagnole-Liberté » à Lyon), les résistants arméniens déployaient d'intenses activités de propagande pour inciter à la désertion leurs compatriotes engagés dans la Wehrmacht comme « Ost Freiwilliger » (volontaires de l'Est), les Allemands leur ayant fait croire qu'ils soutiendraient après la guerre la création d'une Arménie indépendante.

A la fin du printemps 1944, la consigne de rallier les maquis fut donnée à ces troupes (par exemple en Lozère par le commandant KAZARIAN). S'il est vrai que des mutineries furent déjouées à Rodez et au Lavandou, beaucoup de ces soldats rejoignirent les maquisards ; c'est ainsi que lors du débarquement en Provence des détachements arméniens éliminèrent leurs officiers allemands et combattirent avec les F.F.I., notamment dans le Var (Barjols, Carqueiranne, Hyères, La Seyne).



21 février 1944, Frédéric
 Ma chère Meline, ma petite, sœur chérie
 bon amour. Dans quelques heures je
 ne serai plus de ce monde. On m'a été fusillé
 le 21 après midi à 15 heures. Cela m'arrive
 comme un accident dans mon vie je ne crai
 pas, mais pourtant, je suis que je ne te
 verrai plus jamais. Que puis-je te dire
 tout est confus en moi et fin. Et dans le
 même temps, je mettais l'engagement dans les
 mes de la Libération en soldat volontaire
 et je m'engage à deux doigts de la vie
 contre le peuple allemand et contre qui
 veut nous soumettre et détruire la
 gloire de la liberté et de la patrie de
 demain. Je suis sûr que le peuple
 français et tous les combattants de
 la liberté se souviendront de moi
 même dignement. Je me suis dit que
 mon problème que je me souviens
 contre le peuple allemand et contre qui
 que ce soit, chacun aura ce que me
 restera comme châtiment et comme recon
 pence. Le peuple allemand et tous les autres
 peuples vivront en paix et en fraternité
 après la guerre qui ne durera plus long
 temps. Bonheur à tous ! - j'ai un regret
 profond de ne t'avoir pas rendu l'enfant que
 j'aurais voulu avoir un enfant de toi com
 me tu le voulais toujours. Je te prie de
 de te marier après la guerre sans peur
 et avoir un enfant pour mon honneur
 et pour accomplir mon devoir patriotique.
 Marie-toi avec quelqu'un qui puisse te
 rendre heureuse. Tous mes baisers et toute
 mon affection je t'embrasse à toi et à ta sœur
 et pour mes vœux. Après la guerre
 tu pourras faire valoir tes droits de
 pendron de guerre en temps que ma
 femme, car je meurs en soldat régulier
 de l'Armée française de la Libération
 avec l'aide de tous ceux qui voudront bien
 m'honorer. Je suis sûr que tu seras
 et mes vœux que tu sois libre et
 tu apprendras mes sentiments
 si possible, à mes parents et à mes amis
 Je m'embrasse avec tous ces camarades
 et à l'heure avec courage et bravoure
 d'un homme qui a le combat sur
 tranquille, car pour tout dire je suis sûr
 mal à personne et si je le fais, je
 le fais sans haine. M'embrasse et je
 de toi. C'est un regret de ne te
 et à la fois. Mais que je te dise que
 que je suis sûr de la vie et de
 tout. Tout mon bon cœur s'embrasse et
 tout ton cher amour. Je pardonne à tous
 ceux qui m'ont fait du mal et qui ont
 voulu me faire du mal dans à celui qui
 nous a trahis pour racheter de Jean et
 ceux qui nous ont vendus à l'ennemi.

Parmi les héros arméniens de la Résistance, on peut citer aux côtés de Missak MANOUCHIAN, Azad NIGUERESSIAN tué en décembre 1943 lors d'une attaque contre la Milice à Marseille, Nechan DERMARDI-ROSSIAN, tombé en combattant à Nice en mars 1944 et ceux qui succombèrent durant l'insurrection marseillaise, tels que Sarkis BEDOUKIAN (lors de l'assaut de la Préfecture), Sarkis NAZARIAN (au viaduc de Saint-Antoine), Edmond PERIAN (aux Caillois), Samoue TOPALIAN et Vervant KECHIKIAN (à Saint-Loup).

Organisations de réfugiés d'origine juive



Les étrangers d'origine juive, pour nombre d'entre eux réfugiés de fraîche date des pays d'Europe centrale et orientale après avoir fui les persécutions et les pogroms, avaient des difficultés à s'intégrer dans la société française : beaucoup avaient dû apprendre notre langue et leur statut juridique et économique les laissait fréquemment dans une situation précaire. Certains de ceux qui étaient décidés à s'engager dans la lutte contre l'occupant nazi s'étaient retrouvés au sein de la M.O.I. qui s'efforçait de réunir les immigrés dans des structures d'accueil appropriées sous la forme de « groupes de langues » (yiddish, roumain, polonais etc.). D'autres se retrouvèrent dans les mouvements de Résistance français ou dans des organisations de lutte plus spécifiquement juives qui réunirent le plus souvent des réfugiés et des Français.

Leurs activités résistantes commencèrent classiquement, dès 1941, par un travail d'information et de propagande : diffusion de tracts et de bulletins divers soulignant les graves menaces pesant sur la collectivité juive, édition de journaux clandestins en yiddish tels que *Unzer Wort*, ou en français. Par la suite, furent créées des organisations telles que les « Jeunes communistes de la M.O.I. », le « Mouvement national contre le racisme », l'« Union des femmes juives », qui se regroupèrent en 1943 au sein de l'« Union des juifs pour la Résistance et l'entraide ».

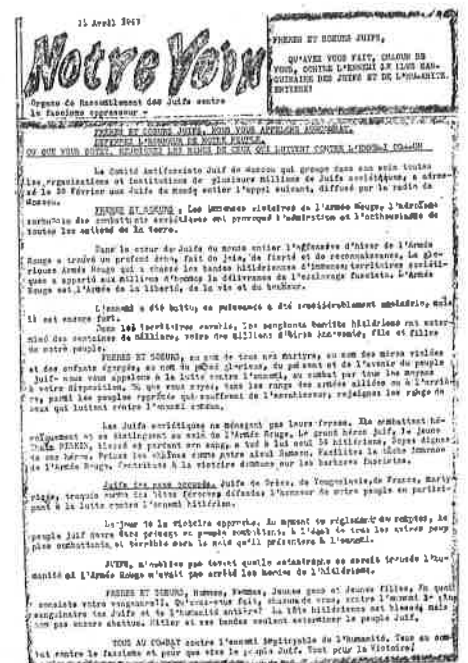
En zone nord, la présence allemande, l'apposition du tampon « juif » sur les cartes d'identité et l'obligation de porter l'étoile jaune dès l'âge de six ans, rendaient toute activité particulièrement difficile. Des dizaines de milliers de juifs réussirent à passer en zone sud.

Les nombreuses organisations juives d'assistance d'avant-guerre regroupant juifs autochtones et juifs immigrés, repliées pour la plupart dans cette zone, y poursuivront et amplifieront leurs activités, rendues encore plus indispen-



Le combattant F.T.P. - M.O.I. Sarkis BÉDOUKIAN (à gauche) pendant l'insurrection marseillaise fin août 1944. Il sera tué au combat une heure après la prise de ce cliché. (Photo. Pirotte/Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)

23 août 1944. Un détachement de combattants juifs dans le quartier de Saint-Loup pendant l'insurrection de Marseille. (Photo./Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



Le journal clandestin *Notre voix*, « organe de rassemblement des juifs contre le fascisme oppresseur », du 15 avril 1943.

sables dans le contexte nouveau. Là, les oeuvres sociales juives, l'O.S.E. (Oeuvre de Secours aux Enfants, créée en Russie en 1912), l'organisme clandestin que plus tard elle allait créer, le « Réseau Gareil » (du nom de son animateur), l'association professionnelle O.R.T. (Organisation Reconstruction Travail) et la Fédération des sociétés juives de France (regroupant essentiellement des juifs immigrés), entreprendront, aidées financièrement par l'American Joint Distribution Committee (le Joint), en priorité une vaste action d'entr'aide et de sauvetage en faveur des milliers de « ressortissants étrangers de race juive » assignés à résidence ou parqués sur ordre du gouvernement de Vichy dans des camps, dans de très pénibles conditions. L'Aumônerie des camps, qui vient d'être créée par le grand rabbinat de France et que dirige le grand rabbin HIRSCHLER, et les rabbins aumôniers (KAPËL, HOSANKI, et de nombreux autres) apporteront à cette action un concours particulièrement efficace.

Les mouvements de jeunesse juive participent à cette action d'entr'aide, notamment les divers mouvements de jeunesse sioniste qui se regrouperont, en mai 1942, dans un organisme unifié, « le Mouvement de Jeunesse Sioniste » - M.J.S. - et les « Éclaireurs Israélites de France » - E.I.F. - créés à Paris en 1923 par Robert GAMZON.

Cette action de sauvetage allait rapidement s'amplifier en raison de l'aggravation continue de la situation. Elle concernera le soutien aux familles démunies, en raison notamment de l'impossibilité pour leur chef d'exercer une profession ou de son internement, le placement d'enfants dans des familles et des institutions non-juives dont l'aide fut souvent exemplaire (comme fut exemplaire l'attitude d'un certain nombre de directeurs d'établissements scolaires publics ou privés, celle de membres des Eglises catholique et protestante, celle aussi de fonctionnaires de mairies et de préfectures.)

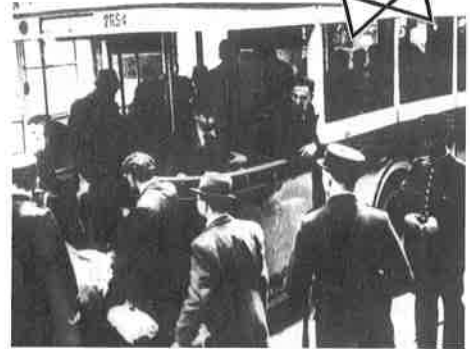
Bientôt, passer dans la clandestinité devint le seul recours pour les juifs, recensés, fichés, pourchassés, raflés. D'où l'importance des « laboratoires » de fabrication de faux papiers d'identité qui durent travailler à une cadence accélérée.

Bientôt aussi seront mises sur pied des filières de passage clandestin en Suisse. Les E.I.F., le M.J.S., l'O.S.E., prendront à cette action une part essentielle. Grâce au courage et au dévouement des jeunes convoyeurs juifs, dont beaucoup le paieront de leur vie, quelque 3000 adultes et jeunes purent ainsi être sauvés.

Une branche militaire apparue au sein des F.T.P.-M.O.I. multiplia des actions retentissantes : après la grande rafle du Vel d'Hiv, le deuxième détachement juif formé à Paris en 1942 avec des juifs français et des juifs immigrés mena une cinquantaine d'attaques à la grenade et à la bombe contre l'armée allemande. Désormais dans toutes les régions les juifs, étrangers ou non, allaient prendre une part très active aux opérations des F.T.P.-M.O.I.

Cette évocation ne serait pas suffisante si l'on ne mentionnait pas l'A.J. (« Armée Juive ») dénommée plus tard l'O.J.C. (« Organisation Juive de Combat ») créée à Toulouse, au départ sous l'appellation de « Forteresse Juive », dans les mois qui suivirent l'Armistice, par David KNOOUT, poète d'expression russe et Abraham POLONSKI, ingénieur à l'O.N.I.A., lui aussi d'origine russe, qu'allait rejoindre Aron LUBLIN, également ingénieur de formation. L'A.J. agissait dans une perspective prioritairement sioniste comme le confirme le serment que ses membres étaient tenus de prêter.

De nombreux jeunes juifs se retrouvèrent dès l'automne 1943 dans deux maquis juifs autonomes implantés dans le Tarn : celui de l'A.J. au nord dans la région d'Albi, celui des E.I.F. au sud dans celle de Castres. Au lendemain du débarquement du 6 juin 1944 le premier fournira, sous



Identifiés par « l'étoile jaune », les juifs sont traqués. Ici, ils sont chargés dans un autobus qui les emmène vers la déportation. (coll. Secrétariat d'Etat aux A. C. - D.M.I.H.)



L'entrée d'Auschwitz-Birkenau et la fin du parcours de nombreux convois de déportés dont bien peu survivront. (coll. Secrétariat d'Etat aux A. C. - D.M.I.H.)



Le journal clandestin Unzer Wort (Notre Parole), diffusé en yiddish. (Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon)

le nom de « peloton Trumpeldor », le peloton juif du « Corps-franc de la Montagne Noire » (commandant MONPEZAT), tandis que le maquis des E.I.F., devenu « Compagnie Marc HAGUENAU » (du nom du dirigeant E.I.F. qui s'était suicidé à Grenoble en janvier 1944 après être tombé aux mains de la Gestapo) commandée par Robert GAMZON, participera, sous l'autorité de l'Armée Secrète (colonel DUNOYER de SEGONZAC), d'une façon déterminante à la libération de Castres après s'être emparé peu auparavant à Mazamet d'un train blindé allemand, faisant des dizaines de prisonniers.

L'A.J., que rejoindra un groupe de jeunes juifs venus de Hollande à travers la Belgique et la France, munis de faux papiers allemands qu'ils avaient confectionnés, allait également constituer des corps-francs dans diverses villes, notamment à Nice et à Toulouse, qui se signaleront par des attentats permettant de mettre hors d'état de nuire dénonciateurs et miliciens. Un corps-franc A.J. prendra, autour du colonel ROL-TANGUY, une part active à la libération de Paris.

Par ailleurs, l'A.J. utilisait depuis 1943 des filières de passage clandestin en Espagne permettant à des jeunes de rejoindre des unités combattantes en Palestine ou en Afrique du Nord et à une centaine d'enfants d'être évacués par l'Espagne vers la Palestine, et sauvés.

Il est impossible de rendre compte avec précision de l'action des diverses formations dans lesquelles se sont retrouvés seuls ou principalement des réfugiés juifs et des juifs français : déraillements de trains, usines travaillant pour l'occupant sabotées et longuement réduites à l'inactivité, avions détruits au sol, camions sabotés, carburant détruit, soldats allemands tués ou blessés... Mais on peut affirmer qu'il fut considérable.

Organisations russes et soviétiques



Plusieurs groupes d'originaires de Russie ou d'U.R.S.S. se trouvaient en France durant la seconde guerre mondiale et prirent part à la Résistance au cours de l'occupation :

Les plus nombreux (300 000 environ) et les plus anciennement implantés

A TOUTE LA COMMUNAUTÉ JUIVE DE FRANCE

TANQU'ON VOUS CONSIDÈRE COMME DE POLOINE, DE LITHUANIEN, ET DE LATVIE, LIBÉRÉS PAR L'ARMÉE NOUVE RÉGIMENT LE TROU ET LA JOYE DE VIVRE, LA COMMUNAUTÉ JUIVE DE FRANCE EST DÉPOSÉE AUX PIEDS HANGERS.

POUR SAUVER NOS ENFANTS, NOS PÈRES, NOS FRÈRES, POUR LES FAIRE SURVIVRE À CETTE ÉPOQUE TERREUR ET VIVRE LES SOUVENIRS DE VOS ANS PROCHES, DÉTACHONS-NOUS, OUBLIÉS-NOUS LES VOS ANS, N'ESPÉRONS JAMAIS EFFORT ALTERNATIVE DE FAIRE ESCAPER UN DES NOTRES AU SOUVENIR.

POUR ARRÊTER NOS SOUFFRANCES
POUR SAUVER L'HEURE DE LA LIBÉRATION DE LA FRANCE QUI SERA CELLE DE LA LIBÉRATION DE L'EUROPE ENTIERE
POUR POUVOIR RETOURNER EN HOMMES ET EN CITOYENS BIENS À TOUTES LES ÉVALUÉS.

TITRES & NOS AIDES, BÉNÉVOLENTS NOTRE DROIT DE PATRIOTISME, RÉALISANT LES RANGS DES FORCES FRANÇAISES DE L'INTÉRIEUR.

POUR RÉPONDRE "PRÉSENT" À L'APPEL AU COMBAT LAURE PAR LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE, LE GÉNÉRAL DE GAULLE.

MANIFESTE DE L'UNION DES JUIFS
POUR LA RÉSISTANCE ET L'ENTRAIDE

Tract de l'Union des juifs pour la Résistance et l'entraide appelant la communauté juive de France à s'unir et à rejoindre les rangs des Forces Françaises de l'Intérieur.



La princesse Vera OBOLENSKY.
Secrétaire centrale de l'Organisation Civile et Militaire, arrêtée en décembre 1943, incarcérée à Fresnes et fusillée à Berlin le 4 août 1944.
(coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)

Toulouse, le 3 septembre 1944.
Après la libération de Toulouse, un groupe de volontaires russes, déserteurs de l'armée de Vlassof, dépose une gerbe au monument aux morts.
(Photo Dieuzaide/ coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)

étaient les « russes blancs » émigrés après la révolution d'octobre 1917 et souvent naturalisés Français depuis longtemps : ils se sentirent doublement concernés par la guerre lorsque la Wehrmacht envahit leur pays natal alors qu'elle occupait déjà leur pays d'adoption. Nombre d'entre eux participèrent à l'organisation de mouvements de Résistance français : Boris VILDÉ et Anatole LEWITSKY jouèrent un rôle important au sein du groupe du Musée de l'Homme, la princesse OBOLENSKI travaillait pour l'O.C.M. D'autres leur fournirent à l'occasion aide et assistance, telle la princesse VOLKONSKI, infirmière bénévole auprès des maquisards de la Dordogne.

Dans la même mouvance, le mouvement « Jeune Russie » appuyé sur les réseaux de l'Eglise Orthodoxe, créait des groupes francs, des filières d'évasion, des refuges pour les évadés, et plus tard des maquis dans plusieurs régions (Dourdan, Savoie, Nice, Pyrénées).

Un deuxième groupe, bien moins nombreux, se composait des Soviétiques, anciens des Brigades Internationales qui après avoir participé à la guerre civile espagnole n'avaient pas pu rejoindre l'U.R.S.S. et furent internés en France avec leurs compagnons d'armes. Avec l'appui du Parti communiste français, l'un d'entre eux G.V. CHIBANOV créa l'« Union des Patriotes Russes » qui prenait contact avec les camps de prisonniers soviétiques et y faisait de la propagande en vue de constituer des groupes de partisans.

Il y avait en effet des dizaines de milliers de prisonniers soviétiques déportés en France à partir de 1942 : prisonniers de guerre traités avec la plus grande cruauté par les nazis et travailleurs réquisitionnés sur le territoire de l'U.R.S.S. pour travailler dans les mines ou à la construction du « Mur de l'Atlantique » et de bases de sous-marins. En 1943 on comptait dans le Nord et l'Ouest de la France une vingtaine de camps de travail occupant chacun de 500 à 1000 hommes. L'« Union des Patriotes Russes » ayant pris contact avec les noyaux de résistance existants dans ces camps créa fin 1943 le « Comité Central des Prisonniers Soviétiques » qui organisa des évasions en grand nombre et l'envoi des fugitifs dans les maquis F.T.P. dans le Nord Pas-de-Calais, en Normandie, à Paris, Compiègne, Beauvais, Dijon, Besançon, Béziers et Châteauroux.

Un dernier groupe de soviétiques était constitué par des déserteurs de la « Légion géorgienne » et de l'« armée VLASSOV » (les nazis avaient incorporé dans la Wehrmacht, d'une part des « nationalistes » auxquels ils avaient fait miroiter la promesse d'une indépendance protégée par le Reich, et d'autre part des prisonniers de guerre engagés sous peine de mourir de faim). A partir des victoires soviétiques à Stalingrad et ailleurs, certains d'entre eux étaient bien décidés à passer à la première occasion du côté des partisans, avec armes et bagages.

La « Légion géorgienne », forte de 800 soldats, dont près de la moitié allait désertre, fut transférée en France et stationnée à Périgueux à l'automne 1943. Une centaine de déserteurs avait rejoint le détachement « Jacquou le Croquant » et formé avec lui la 222^{ème} compagnie F.T.P. qui prit une part active aux combats de la libération de la Dordogne et aux actions retardatrices qui freinèrent les mouvements des troupes allemandes du Sud-Ouest en direction du front de Normandie. Parmi les cadres de cette formation figuraient trois officiers de l'armée rouge Ivan PILIPENKO, Victor ALEKSEENKO et Grégoire CHAVERDACHVILI qui s'étaient évadés d'un train en direction du terrible camp du Struthof et avaient été pris en charge par un réseau nancéien qui avait des ramifications en Corrèze. Les autres géorgiens déserteurs organisèrent, avec l'accord des partisans français, des unités autonomes ayant leur propre commandement et leurs cadres géorgiens : elles participèrent à diverses opérations au sud du Massif Central et notamment à la libération de la ville de Nîmes le 27 août 1944.



Boris VILDÉ, d'origine russe et naturalisé français, ethnologue au Musée de l'Homme ; créa avec Anatole LEWITSKY l'un des tout premiers mouvements de Résistance réunissant des patriotes français. Arrêtés, jugés, ils seront condamnés à mort et fusillés le 23 février 1942 avec cinq de leurs compagnons.
(coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



Anatole LEWITSKY, ethnologue attaché au Musée de l'Homme, co-fondateur du réseau dit du « Musée de l'Homme ».
(coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)



Ignaz KRAKUS, alias « commandant Roman », entouré de deux jeunes soviétiques, déserteurs des « bataillons de l'Est » qui l'ont rejoint au maquis Gabriel Péri dans les monts du Lyonnais.
(coll. Archives Carmagnole-Liberté)

Organisations allemandes et autrichiennes

On estime à près de 50 000 le nombre des réfugiés allemands et autrichiens ayant fui le régime hitlérien qui séjournèrent en France à la veille de la guerre. Considérés comme ressortissants ennemis (on avait alors la hantise de la « 5^{ème} colonne ») la plupart furent internés dans des camps où ils retrouvèrent leurs compatriotes des Brigades Internationales. Le Parti communiste allemand (K.P.D.) avait reconstitué son Comité Directeur au camp du Vernet, mais le gouvernement de Vichy livra à Hitler un certain nombre de responsables qui furent exécutés par les nazis.

Par la suite, tandis que certains allemands non communistes rejoignaient la Résistance française, la plupart des autres militants (2000 hommes environ) entrèrent dans les mouvements d'inspiration communiste, l'« Allemagne Libre » et l'« Autriche libre » qui se vouaient surtout à des activités de propagande telles que la publication du journal clandestin Volk und Vaterland ; ou bien ils participèrent très activement aux luttes des groupes francs et des maquis F.T.P. -M.O.I. dont la branche de langue allemande était dirigée par le Sarrois Otto NIEBERGALL et par le Tchèque Arthur LONDON.

Mais une mention spéciale doit être réservée à l'organisation T.A. (« Travail allemand » ou « Travail antinazi »), créée à Toulouse dès l'automne 1940 par les dirigeants du K.P.D. internés au camp du Vernet (DAHLEM, RAEDEL, RAU), qui se proposait de démoraliser la Wehrmacht par toutes sortes de procédés fort astucieux. Basé ultérieurement à Paris, très bien organisé en secteurs strictement cloisonnés et bénéficiant du concours de nombreux Allemands de toutes obédiences politiques, T.A. déploya d'intenses activités pendant toutes les années de l'occupation :

- le service de propagande, installé à Bellac (Haute-Vienne), diffusait non seulement des tracts et journaux tels que Soldat im Westen et Soldat am Mittelmeer mais encore des « Tarnschriften » (écrits camouflés), brochures présentant des textes de propagande camouflés sous des couvertures anodines (manuels de bricolage, dépliants touristiques ou publicitaires...)
- le service des contacts, composé essentiellement de femmes soi-disant alsaciennes, s'efforçait de gagner la confiance des soldats et gradés de l'armée allemande en discutant avec eux des perspectives de la guerre, et faisait embaucher ses militantes dans des mess militaires ou dans divers services en qualité de secrétaires ou interprètes. Alors qu'au début les soldats approchés se montraient méfiants, T.A. eût plus de succès à partir de 1943 quand les revers de la Wehrmacht en Russie et en Italie démontrèrent qu'elle n'était plus invincible. A l'automne 1944 T.A. était en contact régulier avec 70 unités ou services de l'armée d'occupation. Ainsi Otto NIEBERGALL avait-il rencontré le lieutenant-colonel Von HOFACKER, cousin du général Von STAUFFENBERG, instigateur du complot du 20 juillet.

- le service de renseignements collectait de précieuses informations : Gehrard LEO employé au service des chemins de fer à Toulouse fournissait les horaires et itinéraires des trains à faire dérailler, Dora SCHAUL, à Lyon, signalait les mouvements de troupes et les transferts d'unités, Peter GINGOLD entré dans un service de la Luftwaffe, donnait l'emplacement exact des nouveaux aérodromes militaires etc.

A partir de l'automne 1943, les antifascistes allemands, communistes ou non, ayant réalisé leur union sous l'égide du « Comité de l'Allemagne Libre pour l'Ouest » - C.A.L.P.O. -, constituèrent des maquis où ils jouèrent, particulièrement dans les Cévennes, un rôle de premier plan. On estime à plus d'un millier le nombre des Allemands qui ont combattu dans ces conditions. De plus, en raison de leur expérience militaire, ils contribuèrent efficacement à l'encadrement



Un exemplaire de Soldat im Westen de novembre 1942 ; publication clandestine du Travail Allemand (T.A.) incitant les soldats du Reich à fuir le régime hitlérien et à rejoindre les défenseurs de la liberté.

de diverses unités : en 1944, le lieutenant-colonel KUGLER était responsable militaire des maquis F.T.P. - M.O.I. de cinq départements de la région Rhône-Alpes ; dans les Cévennes Otto KUHNE commandait 2000 partisans etc. Outre leur participation aux combats de la libération à Marseille, en Haute-Provence, dans le Puy-de-Dôme, ces combattants avaient à leur actif de nombreux sabotages (voies ferrées et lignes à haute tension), ils avaient libéré les détenus de la prison de Gaillac, endommagé ou détruit des dizaines de tanks, autochenilles et camions, procuré à la Résistance des armes soustraites à la Wehrmacht etc.

L'intégration de ces Allemands au sein des maquis français n'allait pas de soi mais leur expérience militaire et leur capacité d'adaptation à des conditions difficiles, leur courage et leur esprit de camaraderie les firent généralement très bien accepter par leurs jeunes compagnons français qui, les ayant vus à l'œuvre et ayant beaucoup appris d'eux, ne leur ménageaient pas leur admiration.



Norbert KUGLER, lieutenant-colonel Albert, commandant en chef des F.T.P.-M.O.I. de la zone sud (coll. Archives Carmagnole-Liberté)

Contribue à renverser Hitler, le pire ennemi de l'Allemagne ! Accomplis ton devoir de citoyen ! Combats pour une Allemagne libre et indépendante !

3. GEBOT

Es steht dir vor, dich zu entscheiden. Du wirst dich für oder gegen Hitler entscheiden. Du wirst dich für oder gegen die deutsche Wehrmacht entscheiden. Du wirst dich für oder gegen die deutsche Nation entscheiden. Du wirst dich für oder gegen die deutsche Freiheit entscheiden. Du wirst dich für oder gegen die deutsche Zukunft entscheiden. Du wirst dich für oder gegen die deutsche Ehre entscheiden. Du wirst dich für oder gegen die deutsche Würde entscheiden. Du wirst dich für oder gegen die deutsche Ansehlichkeit entscheiden. Du wirst dich für oder gegen die deutsche Ehre entscheiden. Du wirst dich für oder gegen die deutsche Würde entscheiden. Du wirst dich für oder gegen die deutsche Ansehlichkeit entscheiden.

Troisième commandement :

Le sens de l'honneur te dictera ta conduite. Prends conscience que les ordres d'Hitler te contraignent à des actes déshonorants.

Car comment concilier l'honneur allemand avec l'agression perpétrée contre des peuples libres, le pillage des pays occupés, la chasse aux patriotes sincères et le meurtre massif d'otages innocents ?

Si ton honneur l'importe encore, refuse alors d'être plus longtemps l'instrument sans volonté des criminels de guerre nazis.

Évite d'exécuter des ordres infamants, insurge-toi contre eux. Tout acte de résistance à la poursuite de cette guerre criminelle est à ton honneur.

Sois un homme, sauve ton honneur d'Allemand !

10. GEBOT

Du sollst ein guter Deutscher sein. Du sollst ein guter Mensch sein. Du sollst ein guter Soldat sein. Du sollst ein guter Kamerade sein. Du sollst ein guter Patriot sein. Du sollst ein guter Bürger sein. Du sollst ein guter Mensch sein. Du sollst ein guter Soldat sein. Du sollst ein guter Kamerade sein. Du sollst ein guter Patriot sein. Du sollst ein guter Bürger sein.

Dixième commandement :

Tu seras un bon Allemand !

La guerre doit finir rapidement. Assez de sacrifices et de souffrances inutiles. L'enjeu : préserver l'Allemagne de la catastrophe la plus épouvantable de son histoire. Mais cela n'est possible que si tu y apportes ta contribution personnelle, en aidant à renverser Hitler et les ploutocrates nazis.

Il s'agit de conquérir la paix, pour sauver l'Allemagne. Pour cette raison, il faut renverser Hitler.

Agis en bon Allemand. Sois courageux. Oppose-toi à la poursuite de la guerre. Tu ne regretteras jamais de l'avoir fait.

Les armes sont entre tes mains. Ne t'en sépare pas, emploie-les au contraire à combattre Hitler. Ton peuple, ton pays sont en danger.

En avant, renversons Hitler ! Halte à la guerre ! Place à la paix !

Combattons pour une Allemagne libre et indépendante !

10 GEBOTE

für den

DEUTSCHEN SOLDATEN

Tornisterschriften

der Deutschen Nationalen Friedensfront



Ce tract est destiné aux soldats Allemands

Diffusez-le avec la prudence nécessaire

Kamerad

Die Ereignisse an dem Frontüberläufer sind seit dem Herbst 1942 nicht die Wehrmacht überlassen, wie sie die Geschichte Deutschlands an jeder anderen Zeit kennt. Jeder deutsche Krieger, Frontkämpfer und die Kräfte der Wehrmacht erwarten, ihre Bundesgenossen werden aufrecht und wachsam. Kameraden, Finnen, Dänen, Belgier und besonders die Briten werden nicht die Wehrmacht nach einem verlorenen Krieg teilen. Sie erwarten mit ihren eigenen Kräften und suchen jeglichem Wege zur Trennung von der Achse und zur Verwirklichung mit den Alliierten von Allen im Blick stehen, steht dann die Wehrmacht eintritt und allein der entscheidende Übermacht der Verbündeten gegenüber. Lange wird die deutsche Armee nicht standhalten können, denn viele Hände sind des Herrens Tod. Dabei hat Hitler es gewagt, jede Anstrengung auf den Weg Deutschlands schwindet wie Schnee in der Frühjahrszeit. Der Zusammenbruch ist unvermeidlich, wenn der Krieger fortgesetzt wird.

Hitler setzt den Krieg fort. Er ist fest entschlossen vom deutschen Volk, von jedem Deutschen noch größere Hintergründe zu fordern um den Krieg noch hinauszuwischen. So heißt es, eine Gegenwehr zur Verlagerung seiner Gewaltverhältnisse über das deutsche Volk zu erhalten. Das führt zur Katastrophe für Volk und Vaterland. Deutschland muss leben, deshalb muss Hitler fallen.

Kamerad, die Stunde der höchsten Gefahr für das deutsche Volk und die Freiheit unserer Nation naht. Dich zur Entscheidung, jeder deutsche Soldat, der das Here auf dem rechten Fleck hat, muss sich jetzt entscheiden : Für Deutschland zu leben oder für Hitler zu sterben.

Die Zeit ist es, die dich zu entscheiden für Hitler oder für die Freiheit des deutschen Volkes zu wählen. Du wirst leben, wenn die deutsche Wehrmacht leben kann nur durch lebendige, kämpferische, deutsche Menschen erreicht werden. Hitler verdient es nicht länger, dass Du ihm die Treue hältst, die er dem deutschen Volk und anderen Völkern angetan hat. Hitler's Weg gilt in der Welt weitaus, als ein nationaler Feind in Deutschland. Niemand will deshalb mit Hitler über den Frieden verhandeln. Darum darf Hitler keinen Tag länger die Geschichte Deutschlands bestimmen. Er muss unerbittlich vom Volk abgestoßen werden und einer wahrhaft deutschen Regierung Platz machen. Die Geschichte des freien Deutschlands werden revolutionär werden durch eine demokratische Regierung, die nicht zögert hat mit der Übernahme der Wehrmacht Regierung und die jede Veranschönerung gegen die Freiheitsrechte des Volkes und gegen den Frieden Europas im Auge zu behalten wird. Diese Revolution, im Freiheitskampf gegen Hitler, werden alle Völker ein Garant sein für den aufrechten Fortbestand des deutschen Volkes. Das ist der Weg, auf dem unser schwergeprüftes Volk in die Gesamtheit der Völker gleichberechtigt zurückkehren wird.

Kamerad, stehe im Kampf als aufrichtiger Deutscher Du am Mann. Der Kampf gegen Hitler erfordert Mut, Tapferkeit und Entschlossenheit. Hande nicht und entschließen nach dem sehr Geboten. Durch die Tat, dass Du Dein Vaterland in seiner schwersten Stunde nicht im Stich lassen willst.

Hitler, Deutschlands Äußerer Feind, sterben ! Bewahre Deine wertvolle Pflicht ! Kampf für ein freies, unabhängiges Deutschland !

10 COMMANDEMENTS À L'ATTENTION DU SOLDAT ALLEMAND.

« Écrivez destinés au paquetage du soldat »

Front national allemand pour la paix.

Camarade,

Les événements, sur les divers fronts, se précipitent. Depuis l'automne 1942, l'armée allemande connaît des défaites comme l'histoire de l'Allemagne n'en a jamais connues à aucune autre époque. Les troupes allemandes sont éparpillées sur plusieurs milliers de km de front. Chez ses alliés, le doute et l'indécision gagnent. La Hongrie, la Roumanie, la Finlande, la Bulgarie et, plus particulièrement, l'Italie ne tiennent pas à partager le sort de l'Allemagne après une guerre perdue.

Tous ces pays économisent leurs propres forces et cherchent en secret des solutions pour se détacher de l'Axe et s'entendre avec les Alliés. Abandonnée de tous, l'armée allemande, prise dans un étou, doit faire front toute seule devant la supériorité numérique écrasante des Alliés. Aussi ne pourra-t-elle pas tenir longtemps, car selon le dicton le lièvre ne résiste pas à une meute entière. Cette situation est l'œuvre d'Hitler. Toute perspective de victoire allemande a fondu comme neige au soleil. L'effondrement est inéluctable, si la guerre se poursuit.

Hitler ordonne la poursuite de la guerre. Pour pouvoir faire durer la guerre, il est fermement décidé à exiger du peuple allemand, de chacun d'entre vous, des sacrifices encore plus grands. De la sorte, il escompte obtenir un sursis qui lui permette de maintenir sa dictature sur le peuple allemand. Cela mène tout droit à la catastrophe. Il faut que l'Allemagne vive, c'est pourquoi Hitler doit tomber.

Camarade, en cette heure du plus extrême péril pour la survie et l'unité de notre nation, il est capital que tu prennes conscience. Tout soldat allemand qui a le cœur bien accroché à le devoir de prendre sa décision maintenant : vivre pour l'Allemagne ou mourir pour Hitler.

Ta vie est trop précieuse pour que tu la dilapides dans cette guerre perdue pour Hitler. Il te faut vivre, car le salut de l'Allemagne ne peut être que le fait d'Allemands qui vivent et qui luttent.

Hitler ne mérite pas que tu lui gardes fidélité un instant de plus, lui qui tant de fois s'est montré parjure vis-à-vis du peuple allemand ainsi que d'autres peuples. La parole d'Hitler ne vaut pas plus dans le monde qu'un billet de banque inflationniste en Allemagne. Nul ne veut, de ce fait, négocier la paix avec Hitler. C'est la raison pour laquelle Hitler ne doit pas décider un jour de plus du destin de l'Allemagne. Sans plus tarder, il faut que le peuple lui-même le renverse, il faut qu'il cède la place à un gouvernement allemand digne de ce nom. Le destin de l'Allemagne libre sera représenté par un gouvernement démocratique, qui n'aura rien de commun avec le gouvernement impuissant de la République de Weimar, et qui étouffera dans l'oeuf toute conspiration contre le droit à la liberté du peuple et contre la paix en Europe. Ce gouvernement, né dans un combat libérateur contre Hitler, garantira aux yeux des autres peuples la sincérité du peuple allemand dans sa volonté de paix, est la voie qui permettra à notre peuple si éprouvé de retrouver sa place parmi les autres peuples, à égalité de droits avec eux.

Camarade, tiens ta place dans cette lutte, comme un Allemand sincère que tu es. Le combat contre Hitler exige du courage, de l'énergie et de la détermination. Montre-toi courageux et déterminé dans l'action, en t'inspirant des 10 commandements. Démontre par ton action que ta patrie peut compter sur toi à l'heure du péril suprême.

LA REPRESSION

Les résistants étrangers ont tout particulièrement souffert de la répression nazie et vichyste. Sans doute étaient ils plus vulnérables que d'autres, pour diverses raisons ; mais en outre, ils étaient frénétiquement haïs par l'ennemi en tant que « métèques, terroristes, juifs et communistes » et chargés de toutes les infamies. Lorsqu'ils avaient le malheur de tomber entre les mains de la Gestapo ou des S.S., des Brigades Spéciales ou de la Milice, ils étaient le plus souvent sauvagement torturés avant d'être déferés aux Tribunaux spéciaux allemands ou aux Cours martiales de Vichy qui prononçaient de très nombreuses condamnations à mort.

BEKANNTMACHUNG	AVIS
<p>1. Der Kapitänleutnant Henri Louis Honoré COMTE D'ESTIENNES D'ORVES, französischer Staatsangehöriger, geb. am 5. Juni 1901 in Verrières.</p> <p>2. der Handelsvertreter Maurice Charles Emile BARLIER, französischer Staatsangehöriger, geb. am 9. September 1905 in St. Dié.</p> <p>3. der Kaufmann Jan Louis-Guillaume DOORNIK, holländischer Staatsangehöriger, geb. am 26 Juni 1905 in Paris,</p> <p>sind wegen Spionage zum Tode verurteilt und heute erschossen worden.</p>	<p>1. Le lieutenant de vaisseau Henri Louis Honoré COMTE D'ESTIENNES D'ORVES, Français, né le 5 juin 1901 à Verrières.</p> <p>2. l'agent commercial Maurice Charles Emile BARLIER, Français, né le 9 septembre 1905 à St-Dié.</p> <p>3. le commerçant Jan Louis-Guillaume DOORNIK, Hollandais, né le 26 juin 1905 à Paris,</p> <p>ont été condamnés à mort à cause d'espionnage. Ils ont été fusillés aujourd'hui.</p>
Paris, den 29. August 1941.	Paris, le 29 Août 1941.
Der Militärbefehlshaber in Frankreich.	Der Militärbefehlshaber in Frankreich.



Ci-dessus : l'exécution de résistants (coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.). Ci-contre : à gauche les premières années, ces exécutions s'accompagnaient d'affiches pour intimider le pays occupé. Tel l'avis d'exécution du commandant d'ESTIENNE D'ORVES, de Maurice BARLIER et de leur compagnon hollandais Guillaume DOORNIK dont on voit ici la photographie (coll. Musée d'Histoire Contemporaine et D.R.)



Déportés au camp de concentration de Mauthausen. (coll. Secrétariat d'Etat aux A.C. - D.M.I.H.)

Ceux qui échappaient à la pendaison, à la guillotine ou aux pelotons d'exécution étaient déportés d'office dans les camps de la mort lente (les juifs étant généralement dirigés sur les camps d'extermination, notamment Auschwitz où les chances de survie étaient pratiquement nulles). Sans parler de ceux qui étaient expressément classés « N.N. » (Nacht und Nebel) – c'est-à-dire voués à disparaître sans laisser de traces – les déportés, soumis à des traitements inhumains et à un travail harassant, souffrant du froid, de la faim et des épidémies causées par la vermine, succombèrent en grand nombre dans les camps de concentration nazis et dans leurs kommandos de travail : c'est ainsi, par exemple, que les républicains espagnols subirent une véritable hécatombe à Mauthausen, où le régime était exceptionnellement dur à cause de la rigueur du climat et de la férocité des gardiens.

Mais les nazis et leurs complices ne s'étaient pas contentés d'infliger les pires sévices aux résistants étrangers : ils s'acharnaient à tenter de les déshonorer en les présentant comme des malfaiteurs de droit commun. « La libération par l'armée du crime » : sur les murs de toutes les villes de France, des milliers d'affiches rouges qualifiaient ainsi en février 1944 les 23 combattants communistes de la M.O.I. qui étaient jugés par un Tribunal spécial allemand à Paris avec leur chef, le poète arménien Missak MANOUCHIAN.

Par ce procès spectaculaire, la propagande nazie avait souhaité démontrer, en misant sur la xénophobie, l'antisémitisme et l'anticommunisme d'une partie de l'opinion publique, que « ce banditisme n'était pas l'oeuvre des Français mais le fait d'un complot étranger contre la vie des Français et la souveraineté de la France ». Mais cette offensive par la presse et l'affiche fut loin d'avoir l'impact souhaité par la Propaganda Staffel. Dans plusieurs villes, l'« Affiche rouge » suscita au contraire diverses manifestations de sympathie : les affiches étaient lacérées ou couvertes de graffitis célébrant la Résistance ; ou bien des fleurs étaient déposées au pied des panneaux ; ailleurs une bande était collée sur chaque affiche avec la simple mention « Morts pour la France ».



« L'Affiche rouge » placardée dans toutes les villes de France en février 1944.

L'affiche rouge

[...]

Vous aviez vos portraits sur les murs de nos villes.

Noirs de barbe et de nuit, hirsutes, menaçants.

L'affiche qui semblait une tache de sang.

Parce qu'à prononcer vos noms sont difficiles

Ils cherchaient un effet de peur sur les passants

[...]

Ils étaient vingt et trois quand les fusils fleurirent

Vingt et trois qui donnaient leur cœur avant le temps.

Vingt et trois étrangers nos frères pourtant

Vingt et trois amoureux de vivre à mourir

Vingt et trois qui criaient « La France » en s'abattant.

ARAGON.

CONCLUSION

La Résistance a été un véritable creuset, un puissant facteur d'intégration des étrangers dans la communauté nationale. Après tant de combats livrés en commun, tant de sacrifices et de risques consentis dans le coude à coude des maquis ou des réseaux, dans la fraternité de misère des camps et des prisons, les résistants étrangers se sont sentis acceptés par leurs camarades français et beaucoup de ceux qui étaient seulement réfugiés en France la choisirent pour patrie d'adoption.

Le gouvernement de la Libération mit promptement fin aux mesures discriminatoires qui frappaient les immigrés (une circulaire ministérielle du 21 décembre 1944 prévoyait même que les ressortissants des nations ennemies seraient traités au regard, non de leur nationalité mais de leur comportement effectif au temps des hostilités). La nationalité française fut restituée à ceux qui en avaient été injustement déchus par Vichy. Les résistants étrangers qui souhaitaient devenir Français et s'établir définitivement chez nous obtinrent facilement leur naturalisation ; un statut bienveillant accordait un droit de cité aux réfugiés qui avaient subi dans leur pays des persécutions pour des raisons politiques ou raciales. Une ordonnance du 2 novembre 1945 libérait les conditions d'entrée et de séjour des travailleurs immigrés sur le territoire national etc.

En reconnaissance des services rendus les droits des anciens membres des réseaux et des mouvements reconnus par la Résistance Intérieure Française (certificats d'appartenance, décorations, statuts d'internés ou de déportés de la Résistance et pensions d'invalidité, etc.) furent liquidés pour les étrangers dans les mêmes conditions que pour les nationaux.

A la suite de la victoire commune on observa dans l'immédiat après guerre une forte régression de la xénophobie et la révélation de l'horreur des crimes nazis renforça les sentiments de solidarité entre les Français et les étrangers délivrés de l'occupation ennemie. On peut ajouter que la reconstruction du pays, forte consommatrice de main d'oeuvre a largement effacé, dans un contexte de plein emploi, les risques d'affrontement qu'aurait pu entraîner, comme avant guerre, une forte concurrence sur le marché du travail.

Peut-on tirer de cette intégration réussie des résistants étrangers, des enseignements valables pour notre époque ? La situation économique et sociale n'est évidemment pas comparable alors que la France compte plus de trois millions de chômeurs et ne parvient pas à assurer correctement l'insertion sociale et professionnelle d'une grande partie de sa jeunesse. Il reste que notre pays demeure fidèle à ses traditions de terre d'asile pour les persécutés, que les immigrés entrés régulièrement en France y jouissent de l'essentiel des droits et garanties reconnus à nos compatriotes, à condition bien entendu qu'ils respectent les lois et les valeurs de la République : les droits de l'homme ne vont pas sans les devoirs correspondants. C'est parce que les résistants étrangers l'avaient compris que la France libérée leur avait généreusement fait place parmi les siens.

LES LETTRES FRANÇAISES

REVUE DE LITTÉRATURE, D'ARTS ET DE SCIENCES
Fondée par Louis ARAGON, Directeur
1934 - MARS 1944

C'EST VOUS QUI ÊTES LA LOI Un seul directeur : le Docteur EICH

Choses vues :

L'AFFICHE

Tête haute et dramatique avec ses dix médailles sur un fond rouge-sang. C'est l'affiche « Des libérateurs ? » qui représente des « terroristes » juifs : un hongrois, un espagnol, un arménien, un italien, des polonais. La foule se presse silencieuse. Au-dessus de chacun de leurs portraits, — et pour nous faire horreur sans doute ? — on a noté leurs exploits. L'un d'eux a eu à son actif 56 déraillements, 150 morts et 600 blessés.

— Beau tableau de chasse, dit quelqu'un.

Une femme cède à son compagnon : — Ils ne vont pas parvenus à leur faire de sales gueules.

Et c'était vrai. Malgré les passages à tabac, malgré la réclusion et la faim. Les passants contemplant longuement ces visages énergiques aux larges fronts. Longuement et gravement comme on salue des amis morts. Dans les yeux aucune curiosité malsaine, mais de l'admiration, de la sympathie, comme s'ils étaient des nôtres. Et en fait ils étaient des nôtres puisqu'ils luttèrent parmi des milliers des nôtres pour notre Patrie, parce qu'elle est aussi la Patrie de la liberté.

Sur l'une des affiches, la nuit, quelqu'un a écrit au charbon en lettres capitales ce seul mot : MARTYRS. C'est l'hommage de Paris à ceux qui se sont battus pour la liberté.

Annexe
Les étrangers en France avant 1939

Dès avant 1914 la faiblesse de la natalité et les insuffisances de main d'oeuvre avaient favorisé l'arrivée en France de nombreux étrangers. On en comptait 1 132 000 au recensement de 1911 soit 2,7% de la population totale, mais le poids réel de l'immigration était supérieur du fait des naturalisations et de l'acquisition automatique de la nationalité par mariage ou naissance en France. C'était encore une immigration de voisinage : Belges au nord, Italiens et Espagnols au sud. Les deux tiers des étrangers résidaient soit dans les trois départements méditerranéens, soit dans le Nord et le Pas de Calais, soit dans l'agglomération parisienne.

Après la grande guerre, la reconstruction des régions sinistrées et la reconversion de l'économie de guerre en économie de paix imposent l'application d'une politique délibérée d'immigration. Jusqu'à la crise économique de 1930 l'afflux des étrangers a été massif, leur nombre passant de 1 532 000 en 1921 (3,92% de la population totale) à 2 891 000 en 1931 (6,96% de la population totale). Le nombre des naturalisés qui était de 254 000 en 1921 passait à 517 000 en 1936.

L'arrêt des flux d'immigration après la crise des années 30 marque un important décalage entre les deux décennies de l'entre-deux guerre. De 1921 à 1930 ont été enregistrées 1 666 000 entrées de travailleurs étrangers et seulement 571 000 sorties. Au cours de la deuxième décennie (1930 - 1940) les entrées tombent à 618 000 alors que les sorties s'établissent à 479 000, ne laissant qu'un excédent net de 139 000 étrangers. Cette statistique souligne aussi les différences migratoires entre les diverses nationalités.

Bilan migratoire par nationalités

	1921-1930		1931-1940		1921-1940	
	% des entrées	% des sorties	% des entrées	% des sorties	Solde (en milliers)	(entrées sorties) (en %)
Belges	19,4	6,1	39,8	13,4	471	38,2
Polonais	22,2	8,9	15,8	27,3	286	23,2
Italiens	29,6	42,9	12,7	16,2	250	20,2
Espagnols	13,1	24,6	17,7	11,2	133	10,8
Autres	15,7	17,5	14,0	31,9	94	7,6
Total	100	100	100	100	1234	100
Nombres absolus (en milliers)	1666	571	618	479		

La répartition spatiale reste relativement stable, bien qu'on observe une plus grande diffusion de la présence étrangère sur l'ensemble du territoire. Les régions de forte concentration d'étrangers sont la Provence-Côte d'Azur, la région parisienne, le Nord Pas de Calais, la Lorraine, le Languedoc-Roussillon et Rhône-Alpes.

Les statistiques et les cartes reproduites dans cette annexe sont extraites de l'Histoire de la population française, sous la direction de Jacques DUPAQUIER, tome IV, « De 1914 à nos jours ». Presses universitaires de France, 1988, 590 p.

Proportion de la population étrangère par région (pour mille habitants)

	1921	1926	1931	1936
<i>1. Forte population étrangère :</i>				
Provence-Côte d'Azur	145	177	195	168
Nord - Pas-de-Calais	76	123	122	96
Lorraine	88	125	135	95
Languedoc-Roussillon	83	95	115	106
Ile-de-France	49	88	92	73
<i>2. Les régions excentrées :</i>				
Alsace	39	43	50	34
Aquitaine	27	38	44	50
Champagne	39	64	67	54
Franche-Comté	33	60	63	49
Midi-Pyrénées	20	42	58	62,5
Picardie	39	61	67	61
Rhône-Alpes	35	62	74	64
<i>3. Faible présence étrangère :</i>				
Auvergne	5	15	20	20
Bourgogne	13	30	39	35
Bretagne	1	3	3	2,5
Centre	6	13	16	18
Limousin	1	6	6	12,5
Pays de Loire	4	6	6	5
Basse-Normandie	10	16	21	15,5
Haute-Normandie	22	23	28	21
Poitou-Charentes	4	6	8	10
Moyenne nationale :				
données officielles	39,2	59,4	65,4	53,0
données corrigées	39,5	61,6	69,3	58,7

Malgré ses fluctuations la population étrangère en France garde de 1921 à 1936 une structure originale, bien différente de celle de la population française. La population immigrée est majoritairement masculine (135 hommes pour 100 femmes). Le groupe d'âge 15-39 ans est prépondérant (58% en 1931). Les enfants et personnes âgées sont rares. L'évolution de la population immigrée féminine permet de comprendre le processus d'intégration des étrangers dans la population française : un rééquilibrage entre les deux sexes se manifeste à partir de 1931.

Répartition par âge et par sexe de la population étrangère (pour mille)

Hommes

	Etrangers 1921	Etrangers 1926	Etrangers 1931	Etrangers 1936	Français 1936
0 - 14 ans	159	174	167	169	266
15 - 39 ans	532	568	581	504	375
40 - 64 ans	269	222	224	287	269
65 ans et plus	40	36	28	40	90

Femmes

	Etrangères 1921	Etrangères 1926	Etrangères 1931	Etrangères 1936	Françaises 1936
0 - 14 ans	209	237	250	228	238
15 - 39 ans	459	483	477	449	347
40 - 64 ans	276	230	225	262	304
65 ans et plus	56	50	48	60	111

Les activités industrielles restent les principales demanderesses et employeuses de travailleurs immigrés. En 1926 les 1 378 000 étrangers actifs se répartissaient ainsi :

Industries	531 000
Mines et Travaux publics	294 000
Agriculture	214 000
Commerce	147 000
Services domestiques	66 000
Employés tertiaires	66 000
Transports	60 000

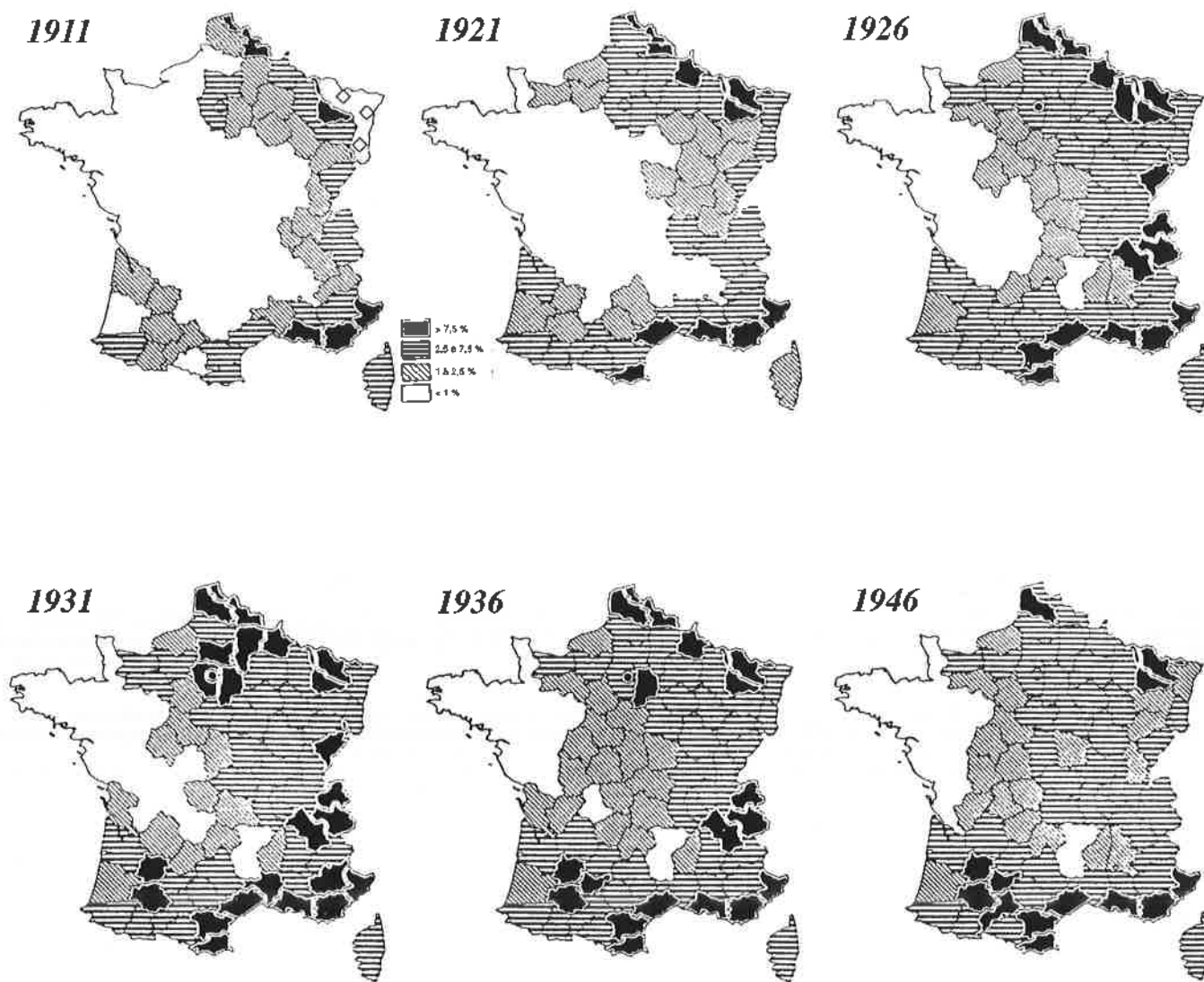
Mais dès les prémices de la grande crise mondiale de 1930 les industries n'embauchent plus ; au contraire l'agriculture continue à demander des bras : en 1936 les travaux des champs occupent 20% des actifs étrangers contre 15% en 1926. Le recul des emplois industriels amène nombre d'étrangers à essayer de se faire une place dans d'autres secteurs d'activité (commerce de détail, restauration, voire professions libérales). Ce glissement témoignant à la fois d'une volonté d'intégration et d'un désir de promotion sociale a provoqué parfois chez les Français un sentiment de rejet et réveillé une xénophobie latente, exacerbée par la crise économique ainsi que par les mutations de la population immigrée qui se répartit désormais tout autrement qu'avant 1914.

	<u>1911</u>	<u>1926</u>	
Belges	24%	13%	
Méditerranéens	45%	48%	
Europe du nord et du centre	21%	12%	
Europe de l'est	3%	16%	
Autres	7%	10%	dont 5% d'Africains et Asiatiques

Malgré tout, l'assimilation progressait plus ou moins vite suivant les cas, à la faveur, notamment, du renouvellement des générations et du rôle économique de plus en plus important joué par les étrangers.

Leur implantation géographique s'est développée régulièrement à partir des frontières qu'ils ont franchies en provenance de leur pays.

Proportion des étrangers dans la population totale (par départements)



Il convient enfin de signaler que les étrangers se sont peu à peu élevés dans l'échelle sociale. Dans leurs pays d'origine, ils jouissaient d'un statut souvent supérieur à celui qu'ils ont initialement trouvé en France : les Polonais, généralement instruits et originaires de la petite bourgeoisie, se retrouvaient manoeuvres, les Italiens issus de la moyenne bourgeoisie paysanne subissaient un sort analogue. Les uns et les autres n'ont eu de cesse de retrouver en France un meilleur niveau économique et social. Plus motivés et plus mobiles, ils ont pénétré toutes les couches de la société, comblant les vides laissés par la Grande Guerre, répondant aux opportunités d'emploi et contribuant ainsi à la remise en ordre du paysage démographique de la France à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

DEROULEMENT DU CONFLIT MONDIAL	RÉSISTANCE INTÉRIEURE
<p>1940</p> <p>10 mai : offensive allemande en Belgique, Pays-Bas, Luxembourg puis en France 14 mai : rupture du Front français à Sedan Mai-juin : exode de la population française fuyant devant l'avancée allemande 10 juin : l'Italie déclare la guerre à la France et à la Grande Bretagne 22 juin : signature de l'armistice à Rethondes. La France est démembrée.</p>	<p>1940</p> <p>Été : Les premières attitudes de refus de la défaite sont le fait d'initiatives individuelles : - Jean MOULIN à Chartres (17 juin), - graffitis hostiles à l'occupant (croix de Lorraine), tracts (Edmond MICHELET à Brives...) - aide aux soldats anglais ou français par des filières d'évasion en formation. - récupération d'armes, de munitions et de véhicules abandonnés par les troupes en déroute. - premiers sabotages (câbles électriques ou de transmissions sectionnés, pneus de véhicules allemands crevés) qui sont autant de démonstrations d'hostilité à l'occupant. - constitution de groupuscules d'opposition à l'occupant et à Vichy (réseau dit du Musée de l'Homme) 10 juillet : 80 parlementaires s'opposent au vote des pleins pouvoirs au Maréchal PÉTAINE. Août : création des premiers réseaux de renseignement rattachés à la France Libre (réseau Saint Jacques) et aux Britanniques ou prise de contact avec des groupes déjà constitués (réseau polonais F2) 11 novembre : manifestation des étudiants et lycéens à Paris.</p>
<p>1941</p> <p>22 juin : attaque allemande contre l'U.R.S.S. et entrée en guerre de l'U.R.S.S. Août : défaites successives de l'Armée Rouge. Septembre : début du siège de Léninegrad Octobre-novembre : offensive allemande contre Moscou Décembre : contre-offensive soviétique. Echec de la Wehrmacht devant Moscou 7 décembre : Pearl Harbour. Entrée en guerre des U.S.A. (le 8).</p>	<p>1941</p> <p>Développement des mouvements souvent autour d'un journal clandestin : - En zone nord : Organisation Civile et Militaire, Ceux de la Résistance, Défense de la France, Libération nord, Ceux de la Libération. - En zone sud : Combat, Libération sud, Franc-Tireur, Forces Unies de la Jeunesse, Témoignage Chrétien, Libérer Fédérer. Les réseaux se développent en se spécialisant : renseignement (C.N.D. Castille, Alliance), évasions (Ligne Comète), action (S.O.E. et France Libre). Les sabotages et les attentats se multiplient. Février : création en zone sud des Groupes-Francis par Jacques RENOUVIN. Mars : le gouvernement polonais charge Alexandre KAWALOWSKI de créer la P.O.W.N. Mai : naissance des réseaux BUCKMASTER. 22 juin : l'Humanité clandestine appelle à la lutte contre l'occupant et les collaborateurs. Décembre : grande grève dans les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. 24 décembre : le général de GAULLE nomme Jean MOULIN délégué en zone sud.</p>
<p>1942</p> <p>27 mai-11 juin : Bir-Hakeim Octobre : début de la bataille de Stalingrad 23 octobre : victoire alliée d'El-Alamein Novembre : les Allemands sont bloqués à Stalingrad 8 novembre : opération Torch. Le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord entraîne la rentrée en guerre de l'Armée française d'Afrique Novembre : déroute de l'Afrika Korps en Libye qui se replie en Tunisie. 11 novembre : occupation allemande de la zone sud 27 novembre : les Allemands à Toulon, la flotte se saborde 15 décembre : fin de la contre offensive soviétique, encerclement de Stalingrad par les Russes.</p>	<p>1942</p> <p>Janvier : Jean MOULIN est parachuté en France, comme représentant du général de GAULLE et délégué du Comité National pour la zone non occupée. Il est chargé d'unifier la Résistance en zone sud. Avril : Voyage à Londres de Christian PINEAU qui ramène le premier message politique du général de GAULLE à la Résistance intérieure. 1er mai et 14 juillet : à l'appel de la Résistance et de la France libre, de nombreuses manifestations ont lieu dans les grandes villes 30 octobre : le général DELESTRAINT devient chef de l'Armée Secrète (A.S.) Novembre : Invasion de la zone sud et dissolution de l'armée d'armistice. (11) Une partie des cadres crée l'O.R.A (29)</p>
<p>1943</p> <p>janvier : l'Armée Rouge met fin au siège de Leningrad 31 janvier : capitulation de l'armée allemande à Stalingrad avril : début de la retraite allemande en Tunisie 12 mai : la campagne de Tunisie prend fin avec la reddition des forces germano-italiennes 3 septembre : débarquement allié en Italie 8 septembre : après le renversement de MUSSOLINI, le Maréchal BADOGLIO, devenu chef du Gouvernement italien signe l'armistice avec les alliés et déclare la guerre à l'Allemagne 12 septembre : MUSSOLINI délivré par les Allemands, crée à Salò (lac de Garde) une République socialiste italienne pour continuer le combat contre les Alliés.</p>	<p>1943</p> <p>12 janvier : adhésion du parti communiste à la France Combattante. A partir de la fin février 1943, nombreux sont les réfractaires au S.T.O. Certains passent clandestinement en Angleterre ou en Afrique. D'autres se réfugient dans les maquis. Printemps : La mission BROSSOLLETTE-PASSY aboutit à la coordination des grands mouvements de l'ex-zone Nord. Deuxième mission de Jean MOULIN. Il revient en France comme représentant du général de GAULLE, chargé de créer et de présider le Conseil National de la Résistance (15 mai) 27 mai : première réunion du Conseil National de la Résistance sous la présidence de Jean MOULIN. Juin : arrestation du général DELESTRAINT (le 8 à Paris) et de Jean MOULIN et de ses compagnons (le 21 à Caluire). Été : le CNR coordonne à l'échelle nationale le développement du maquis. Juillet : le colonel ZDROJEWSKI est parachuté en France pour prendre la tête de la branche militaire de la P.O.W.N. 14 juillet et 11 novembre : manifestations de masse et mouvements de grève dans les grandes villes. 23 juillet : Marcel LANGER, chef de la 35e brigade M.O.I. à Toulouse est condamné à mort. 1er semestre : le groupe M.O.I. animé par Missak MANOUCHIAN et son équipe spéciale dirigée par Marcel RAYMAN se rendit célèbre par 92 sabotages et attentats. Automne : la délégation générale et le C.N.R. commencent à préparer clandestinement la mise en place de l'administration de la France libérée : commissaire de la République, comités départementaux de la Libération. 28 septembre : les combattants du groupe M.O.I. de MANOUCHIAN abattent Julius RITTER, responsable du S.T.O. en France. 11 novembre : occupation temporaire d'Oyonnax par les maquisards. Novembre : après une longue traque, la police française démantèle toutes les unités dirigées par MANOUCHIAN.</p>
<p>1944</p> <p>11 janvier : Mussolini fait fusiller son gendre le Conte CIANO qui avait voté pour l'arrêt des combats. 23 avril : Exécution par les Allemands de 335 otages italiens aux Fosses Andréatines. 2 juin : prise de Rome par les Alliés, après la victoire de Monte Cassino. 6 juin : débarquement allié en Normandie 16 décembre : contre offensive des Allemands dans les Ardennes</p>	<p>1944</p> <p>21 février : Missak MANOUCHIAN et 21 de ses compagnons sont fusillés au Mont Valérien. Février : création des Forces Françaises de l'Intérieur par la fusion des formations militaires des mouvements de Résistance avec les maquis et les groupes francs. Les F.F.I. seront placés sous le commandement du général KOENIG. Mars : premières missions JEDBURGH (envoi d'équipes interalliés) destinées à coordonner l'action de la Résistance en vue du débarquement. Les Allemands attaquent le maquis des Glières. Publication du programme du C.N.R. (le 15) 6 juin : La Résistance exécute les plans de sabotage prévus, retardant l'arrivée des renforts allemands sur le front de Normandie. Juin-juillet : encore mal armés, les réduits constitués par les grands maquis (Saint-Marcel, Mont Mouchet, Vercors) sont anéantis par les allemands. 19-25 août : libération de Paris par les F.F.I. et la 2e DB du général LECLERC.</p>
<p>1945</p> <p>19 avril : entrée des soviétiques à Berlin 27-28 avril : exécution de MUSSOLINI 2 mai : capitulation des armées allemandes d'Italie 8 mai : capitulation de l'Allemagne nazie Avril-juin : bataille d'Okinawa Août : bombes atomiques sur Hiroshima (6) et Nagasaki (9) 2 septembre : capitulation définitive du Japon</p>	<p>1945</p> <p>10 février : la première armée française qui s'est renforcée des volontaires F.F.I. et des troupes américaines achèvent de libérer l'Alsace.</p>

LA FRANCE LIBRE	VICHY ET L'OCCUPATION ALLEMANDE
<p>1940</p> <p>18 juin : à vingt heures, sur les ondes de la B.B.C., appel du général de GAULLE à continuer le combat. 19-26 juin : ralliement des hommes de l'île de Sein au général de GAULLE 28 juin : le général de GAULLE devient chef des Forces Françaises Libres constituées de volontaires évadés de métropole ou ralliés à l'Empire. 1er juillet : création des Forces Navales et des Forces Aériennes Françaises Libres (F.N.F.L. F.A.F.L.) 13 juillet : première émission de la B.B.C., les Français parlent aux Français</p>	<p>1940</p> <p>16 juin : démission de Paul REYNAUD. Le gouvernement PÉTAIN lui succède 10 juillet : le maréchal PÉTAIN est investi des pleins pouvoirs par le Parlement. Fin de la III^e République. Début de l'Etat français. 22 juillet : une loi institue une commission chargée de réviser toutes les naturalisations accordées depuis 1927. 15000 citoyens dont 6000 juifs perdent la nationalité française. 27 août : Vichy abroge la loi Marchandau du 21 avril 1939 qui punissait les auteurs d'article incitant à la haine raciale ou à l'intolérance religieuse. 20 septembre : le retour en zone occupée interdit aux Juifs et aux étrangers. 3 octobre : statut des juifs 24 octobre : entrevue de Montoire entre HITLER et PÉTAIN</p>
<p>1941</p> <p>7 février : LECLERC attaque Koufra 23 février : Prise de Cub-Cub en Ethiopie par un bataillon du Tchad 1er mars : Prise de Koufra où le général LECLERC prête serment de ne déposer les armes qu'à la libération de Strasbourg 26 mars : victoire de Keren en Erythrée par les F.F.L. combattant avec les Anglais Juin-juillet : F.F.L. et Anglais occupent la Syrie. Retraite de ROMMEL. Septembre : création à Londres du Comité National de la France Libre</p>	<p>1941</p> <p>12 août : Vichy interdit toute réunion publique 14 août : Un serment de fidélité à la personne du Chef d'Etat sera désormais exigé des hauts fonctionnaires, magistrats et militaires 16 septembre : le Maréchal KEITEL adresse un ordre : pour tout soldat allemand tué, 50 communistes sont exécutés 20 septembre : Paris en état de siège. Couvre feu à 21 heures. 30 septembre : von STULPNAGEL publie le « code des otages » 12 octobre : la Légion de Volontaires Français prête serment à HITLER 7 décembre : le Feldmaréchal KEITEL signe le décret « Nuit et Brouillard »</p>
<p>1942</p> <p>Fin février : expédition des troupes de Leclerc sur les oasis de Fezzan 27 février : opération militaire de Bruneval, organisée entre la France Libre et la Résistance intérieure. Destruction d'un important poste radar allemand. La France Libre élargit son service de renseignement (2^{ème} bureau) en un Bureau Central de Renseignements et d'Action (B.C.R.A.) chargé de missions de sabotage et de liaisons avec les mouvements de Résistance. 27 mai - 11 juin : combats de Bir Hakeim 14 juillet : la France Libre prend le nom de France Combattante pour concrétiser ses liens avec la Résistance Intérieure. 19 août : raid anglo-canadien de Dieppe avec la participation de commandos français, des F.A.F.L. et des F.N.F.L. 23 octobre-3 novembre : combats d'El-Alamein (Egypte)</p>	<p>1942</p> <p>7 juin : en zone occupée, tous les juifs de plus de six ans sont obligés de porter « l'étoile jaune » 4 juillet : le gouvernement de Vichy donne son accord à la déportation de Juifs étrangers des deux zones 16-17 juillet : rafle du Vel d'Hiv à Paris 30 août : le cardinal Saliège proteste à Toulouse contre la persécution des Juifs</p>
<p>1943</p> <p>25 janvier : entrée de la colonne LECLERC à Tripoli Juin : de GAULLE s'installe à Alger. Création du Comité Français de Libération Nationale, puis de l'Assemblée Consultative Provisoire. 13 septembre : débarquement en Corse d'un bataillon de choc des F.F.L. Automne : libération de la Corse (le 5 octobre) envoi d'un corps expéditionnaire en Italie .</p>	<p>1943</p> <p>30 janvier : création de la Milice française 16 février : instauration du Service du Travail Obligatoire en Allemagne</p>
<p>1944</p> <p>10 janvier : à Alger, une ordonnance crée les commissaires de la République 30 janvier : ouverture de la conférence de Brazzaville par le général de GAULLE Février-mars : bataille de Monte Cassino 21 avril : ordonnance du CFLN organisant en France les pouvoirs publics après la libération 15 mai : l'Assemblée Consultative demande au C.F.L.N. de devenir le gouvernement provisoire de la République 3 juin : le général de GAULLE devient chef du gouvernement provisoire de la République française 4 juin : entrée des alliés à Rome 17 juin : prise de l'île d'Elbe par la première armée française Parachutage du bataillon BOURGOIN à Saint Marcel (Bretagne) 15 août : débarquement de Provence 31 août : le gouvernement provisoire s'installe à Paris</p>	<p>1944</p> <p>2 avril : 86 otages massacrés à Ascq (Nord) 8-9 juin : la division « Das Reich » pend 99 habitants de Tulle 10 juin : à Oradour-sur-Glane les Allemands massacrent 642 habitants 7 septembre : Pétain est transféré à Sigmaringen 10 septembre : la législation de Vichy est abolie</p>
<p>1945</p> <p>4 mai : la 2^e DB du général LECLERC arrive à Berchtesgaden</p>	<p>1945</p> <p>26 avril : PÉTAIN rentre en France et est interné au Fort de Montrouge</p>

LISTE DES SIGLES

A.J.	Armée Juive
A.S.	Armée Secrète
B.B.C.	<i>British Broadcasting Corporation</i> (Radiodiffusion britannique)
B.C.R.A.	Bureau Central de Renseignements et d'Action
C.A.L.P.O.	Comité de l'Allemagne Libre pour l'Ouest
C.G.T.	Confédération Générale du Travail
C.N.R.	Conseil National de la Résistance
2e D.B.	Deuxième Division Blindée
E.I.F.	Eclaireurs Israélites de France
F.F.C.	Forces Françaises Combattantes
F.F.I.	Forces Françaises de l'Intérieur
F.F.L.	Forces Françaises Libres
F.T.P.	Francs Tireurs et Partisans
Gestapo	<i>Geheime Staatspolizei</i> (Police secrète d'État allemande)
G.E.	Guérilleros Espagnols
I.S.	<i>Intelligence Service</i> (service secret britannique)
K.P.D.	Parti Communiste Allemand
M.J.S.	Mouvement de Jeunesse Sioniste
M.O.I.	Main d'Oeuvre Immigrée
M.U.R.	Mouvements Unis de la Résistance
N.N.	<i>Nacht und Nebel</i> (Nuit et Brouillard)
O.C.M.	Organisation Civile et Militaire
O.J.C.	Organisation Juive de Combat
O.N.I.A.	Office National Industriel de l'Azote
O.R.A.	Organisation de Résistance de l'Armée
O.R.T.	Organisation Reconstruction Travail
O.S.E.	Oeuvre de Secours aux Enfants
O.S.M.O.I.	Organisation Spéciale de la Main d'Oeuvre Immigrée
O.S.S.	<i>Office of Strategic Services</i> (services spéciaux américains)
P.O.W.N.	<i>Polska Organizacja Walki Niepodleglosc</i> (Organisation polonaise de lutte pour l'indépendance)
R.A.F.	<i>Royal Air Force</i> (aviation militaire britannique)
S.O.E.	<i>Special Operations Executive</i> (Services des Opérations Spéciales)
S.S.	<i>Schutz Staffel</i> (groupe de protection)
S.T.O.	Service du Travail Obligatoire
T.A.	Travail Allemand ou Travail Antinazi
U.N.E.	Union Nationale Espagnole
U.R.S.S.	Union des Républiques Socialistes Soviétiques

Quelques renseignements pour participer au Concours National de la Résistance et de la Déportation 1997 - 1998

Conditions de participation :

Vous pouvez participer à ce concours si vous êtes élève de troisième ou de lycée d'établissements publics et privés sous contrat ou bien élève des établissements d'enseignement agricole, des établissements relevant du ministère de la Défense et des établissements français à l'étranger. Les inscriptions se font auprès de votre professeur d'Histoire - Géographie ou auprès de votre chef d'établissement (proviseur ou principal).

Conditions de réalisation des travaux :

Vous avez la possibilité de traiter le sujet :

- soit sous la forme d'un devoir individuel
- soit sous la forme d'un mémoire collectif

Mais nous attirons votre attention sur le fait que seul le thème du concours vous est communiqué. Les sujets des épreuves individuelles seront proposés par les jurys départementaux, à partir de ce thème général.

Les élèves préparant un mémoire collectif pourront utiliser divers supports tels que le dessin, la photographie, les supports vidéo ou audio, le CD ROM...

N'oubliez pas que la documentation est à votre disposition au Centre de Documentation et d'Information de votre établissement. Il conviendra de privilégier les recherches de témoignages, notamment auprès d'anciens résistants et déportés qui peuvent au sein de leurs associations organiser des conférences dans votre établissement. De même, il importe de faire apparaître la diversité des formes de résistance liée aux spécificités locales : les investigations auprès des archives départementales sont à cet égard essentielles.

La date des épreuves du concours national de la Résistance et de la Déportation pour l'année scolaire 1997-1998 a été fixée au **jeudi 19 mars 1998**. Les devoirs individuels doivent être réalisés à cette date, en classe, sous surveillance, dans un temps limité. Les candidats ne doivent disposer d'aucun document. En revanche, les mémoires collectifs peuvent être préparés dès le premier trimestre à partir du thème général.

Date limite de remise des devoirs :

Les devoirs individuels et les mémoires collectifs seront adressés par votre établissement scolaire à l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, **au plus tard le 27 mars 1998**.

Résultats et remise des prix

Les lauréats départementaux recevront leur prix lors d'une cérémonie organisée au chef lieu du département le 8 mai 1998 ou à une date voisine. Les meilleurs devoirs et mémoires par département seront sélectionnés pour être présentés au jury national. Les lauréats nationaux seront récompensés au cours des cérémonies officielles à Paris.

Pour plus de renseignements se référer au Bulletin Officiel n° 31 du 11 septembre 1997.

INDEX BIOGRAPHIQUE

Des milliers d'autres noms pourraient à coup sûr s'y ajouter en mémoire de l'action des étrangers dans la Résistance en France.

A

ALEKSEENKO Victor : 27
 AMILAKVARI colonel : 5
 AUBRAC Raymond : 11

B

BADUOLIO : 11
 BEDOUKIAN Sarkis : 24
 BIGEARD général : 20
 BOCZOV Joseph : 16
 BONSERGENT Jacques : 7
 BROOKS Anthony : 14
 BUCKMASTER major : 13

C

CAMMAERTS Francis : 14
 CANOSSA Emilio Alvares : 12
 CASEY capitaine William : 14
 CATALÀ Neus
 alias *Neige* ROGER : 21
 CHABAN-DELMAS général : 18
 CHAVERDACHVILI Grégoire : 27
 CHIBANOV G. V. : 27
 CHURCHILL Winston : 13
 COLOMER : 12
 COWBURN major Ben : 14
 CRABONSKI : 7

D

DAHLEM : 28
 DARNAND : 10
 DELESTRAINT général : 15
 DERMARDIROSIAN Nechan : 24
 DUBAR Joseph : 15
 DUNOYER de SEGONZAC
 Colonel : 26

E

EPSTEIN Joseph : 10

F

FERRARI E : 7

G

GAULLE général Charles de : 3, 11
 GAULLE-ANTHONIOZ
 Geneviève de : 21
 GAMZON Robert : 25, 26
 GERSON Victor : 13
 GINGOLD Peter : 28
 GOLDMAN Muczylav : 12
 GONZALEZ José : 12
 GOTTESMANN commandant
 Zeef : 17
 GOYCOECHEA Florentino : 16
 GRANDJEAN abbé : 15
 GROJNOWSKI Louis : 16

H

HAGUENAU Marc : 26
 HALL Virginia : 14
 HAMON Léo : 11
 HESLOP alias *Xavier* : 14
 HIRSCHLER grand rabbin : 25
 HITLER Adolph : 4
 HOFACKER lieutenant-colonel von : 28
 HOLBAN Boris : 16
 HOSANKI rabbin aumônier : 25

I

ILLICH Ljubomir : 16

J

JIMENEZ Juan : 20
 JONGH Andrée et Frédéric de : 15
 JURGIEWICZ Joseph : 18

K

KAMINSKI Jacques : 16
 KAPEL rabbin aumônier : 25
 KAWALOWSKI Alexandre : 18
 KAZARIAN commandant : 23
 KECHIKIAN Vervant : 24
 KHAN Noor Inayat : 14
 KNOUT David : 25
 KOENIG général : 12
 KUGLER lieutenant-colonel
 Norbert : 16, 29
 KUHNE Otto : 29
 KWANISKI : 7

L

LANGER Marcel : 11, 17
 LECLERC général : 6
 LEO Gehrard : 28
 LESPINASSE avocat général : 17
 LEWITSKI Anatole : 27
 LONDON Arthur : 16, 28
 LUBLIN Aron : 25

M

MANOUCHIAN Missak : 11, 16, 23, 24, 30
 MARCHETTI Joseph : 23
 MARTIN général : 13
 MATTEOTTI Giacomo : 21
 MIRET-MUST Conrado : 16
 MONPEZAT commandant : 26
 MOULIN Jean : 11, 15
 MUSSOLINI Benito : 21

N

NAZARIAN Sarkis : 24
 NICOLITCH Radonis : 12
 NIEBERGALL Otto : 28
 NIGUERESSIAN Azad : 24
 NITTI Fausto : 23

O

OBOLENSKI Princesse : 27

P

PAJETTA Giuliano : 22
 PAULUS général von : 10
 PAWLOWSKI S. : 7
 PERIAN Edmond : 24
 PÉTAÏN Maréchal Philippe : 3, 4
 PILIPENKO Ivan : 27
 POLONSKI Abraham : 25
 PRZYGODA Zygmunt dit
 commandant Paul : 12

R

RAEDEL : 28
 RAU : 28
 RAVANEL Colonel Serge : 20
 RAYMAN Marcel : 23
 RIQUET Révérend Père : 15
 RITTER Generalbevollmächtigter
 Julius : 11, 23
 ROL-TANGUY Colonel : 26
 RUBENS Capitaine : 12

S

SCHAUL Dora : 28
 SCHOONMAKER Frank : 15
 STARR Georges : 14
 STAUFFENBERG
 général von : 28

T

TERRACINI Enrico : 21
 THOMAS capitaine Yeu : 13
 TOPALIAN Samoue : 24
 TRENTIN Silvio : 21, 23

V

VAN STRICHLÉN capitaine : 15
 VILDÉ Boris : 27
 VOLKONSKI Princesse : 27

W

WAZNY capitaine : 18

W

ZDROJEWSKI colonel dit
 « colonel Daniel » : 18

I. LA SECONDE GUERRE MONDIALE :

A> OUVRAGES GÉNÉRAUX :

- *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale*
sous la direction de Ph. MASSON (Larousse)
- *La Seconde Guerre mondiale*
Henri MICHEL (P.U.F. en 2 volumes, 1969 ou P.U.F., Que sais-je ? N° 265, 1971)
- *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*
Jean QUILIEN (Rennes, Ouest France, 1995)
- *1939-1945, Le monde en guerre*
Anthony KEMP (Gallimard, Découvertes, 1995)
- *Questions sur la Deuxième Guerre mondiale*
Marc FERRO (Casterman, 1993)
- *Cédérom La Seconde Guerre mondiale*
sous la direction de Marc FERRO (Montparnasse multimédia et les éditions Arte)

B> LA FRANCE PENDANT LA DEUXIÈME GUERRE :

- *La France des années noires*
Jean-Pierre AZÉMA et François BÉDARIDA (Le Seuil)
- *L'Occupation allemande*
Jean DEFASNE (P.U.F., Que sais-je ? N° 2196)
- *La France dans la guerre, 1940-1945*
Pierre LEFRANC (Plon, 1990)
- *Affiches 1939-1945, Images d'une certaine France*
Stéphane MARCHETTI (Lausanne, Edita, 1982)
- *La défaite de la France, Septembre 1939-juin 1940*
Henri MICHEL (P.U.F., Que sais-je? N°1828, 1980)
- *Les années noires. Vivre sous l'Occupation*
Henri ROUSSO (Gallimard, Découvertes, 1992)
- *Histoire de la jeunesse sous Vichy*
Pierre GIOLITTO (Perrin, 1991)

II. LE NAZISME - VICHY - LA COLLABORATION

A> LE NAZISME :

- *Hitler et le nazisme*
DAVID (P.U.F., Que sais-je ? N° 624)
- *L'état hitlérien et la société allemande, 1933-1945*
Norbert FREI (1987, Le Seuil, 1994 pour la trad. française)
- *Les fascistes*
Henri MICHEL (P.U.F., Que sais-je ? N° 1683)
- *Les fascistes*
Pierre MILZA (Le Seuil, Points Histoire N°147)

B> VICHY - LA COLLABORATION :

- *La collaboration 1940-1944*
Jean-Pierre AZÉMA (P.U.F., Documents histoire N° 14)
- *Pierre Laval*
Jean-Paul COINTET (Fayard)
- *Histoire de la collaboration*
Jean DEFASNE (P.U.F., Que sais-je ? N° 2030)
- *Pétain*
Marc FERRO (Fayard)
- *Histoire de la milice*
Pierre GIOLITTO (Perrin, 1997)
- *L'opinion française sous Vichy*
Pierre LABORIE (Seuil 1990)
- *Pétain et le régime de Vichy*
Henri MICHEL (P.U.F., Que sais-je ? N°1720, 1978)
- *Les collaborateurs 1940-1945*
Pascal ORY (Le Seuil, Points Histoire N°43)
- *La France de Vichy, 1940-1944*
Robert O. PAXTON (1972, Le Seuil, 1973 pour la trad. française)
- *Le syndrome de Vichy de 1940 à nos jours*
Henri ROUSSO (Le Seuil, Points Histoire N°135)
- *La collaboration. Textes et débats*
Dominique VEILLON (Librairie Générale Française, 1984)

III. LA RÉSISTANCE :

A> GÉNÉRALITÉS :

- *Les jeunes dans la Résistance. 20 ans en 1940*
Marie GRANET (France-Empire, 1985, 1996)
- *Les F.F.I. au combat*
Dominique LORMIER (Jacques Grancher, 1994)
- *Les mouvements clandestins en Europe : 1938-1945*
Henri MICHEL (P.U.F., Que sais-je? N° 946, 1961)
- *Histoire de la Résistance en France*
Jean-François MURACCIOLE (P.U.F., Que sais-je ?, 1993)
- *Histoire de la Résistance en France*
Henri NOGUÈRES (Robert Laffont, 5 tomes, 1967-1981)
- *La vie quotidienne des résistants de l'armistice à la Libération*
Henri NOGUÈRES (Hachette, La vie quotidienne)
- *Histoire n° 171 novembre 1993*
Revue mensuelle. Dossier « Les résistants à Hitler »

○ *Cédérom La Résistance en France*

Association pour des Expositions de Résistance Intérieure avec le soutien de la Fondation de la Résistance (Montparnasse Multimédia, 1997)

B> SOUVENIRS, TÉMOIGNAGES ET DOCUMENTS :

- *Ils partiront dans l'ivresse*
Lucie AUBRAC (Seuil, 1984)
- *Le sacrifice du matin*
Guillaume de BÉNOUVILLE (Robert Laffont, 1945)
- *Volontaire de la nuit*
Henri FRENAY (Robert Laffont, 1975)
- *Discours et messages*
Charles de GAULLE (Plon ou Livre de poche)
- *Mémoires de guerre*
Charles de GAULLE (Plon en 3 volumes, 1954 à 1959 rééd. 1994)
- *L'armée des ombres*
Joseph KESSEL (Julliard)
- *Premier combat*
Jean MOULIN (Editions de Minuit, 1947, rééd. 1983)
- *Mais, après tout...*
Lucien NEUWIRTH (Plon, 1986, Actes Sud, 1994)
- *La simple vérité*
Christian PINEAU (Julliard, 1960)
- *Esprit de Résistance*
Serge RAVANEL (Seuil, Histoire immédiate, 1995)
- *Mémoires d'un agent secret de la France libre*
Colonel RÉMY (France-Empire ou Presses pocket, 1961)
- *Ecrits des condamnés à mort sous l'Occupation*
Michel BORWITZ (P.U.F., Esprit de la Résistance, 1954)
- *Lettres de fusillés*
(Editions sociales, 1989)

C> POÉSIES, ROMANS CLANDESTINS :

- *Le crève-cœur*
Louis ARAGON (Gallimard, 1941)
- *Les sept poèmes d'amour en guerre*
Paul Éluard (Bibliothèque Française, 1943)
- *Le silence de la mer*
VERCORS (Editions de Minuit, 1942)
- *La Résistance et ses poètes*
Pierre SEGHERS (Seghers)

D> LES RÉSEAUX, LES MOUVEMENTS ET LES MAQUIS :

- *L'arche de Noé*
Marie-Madeleine FOURCADE (Fayard, 1968)
- *Cohors-Asturien. Histoire d'un réseau de Résistance 1942-1944*
Marie GRANET (Bordeaux, Edition des cahiers de la Résistance, 1974)
- *La jeunesse et la Résistance. Réseau Orion*
Alain GANDY (Presse de la Cité, Documents, 1992)
- *L'O.C.M. Organisation Civile et Militaire. Histoire d'un mouvement de Résistance*
(P.U.F., Esprit de la Résistance)
- *L'O.R.A.*
A. de DAINVILLE (Lavauzelle)
- *La désobéissance. Histoire du mouvement Libération-Sud*
Laurent DOUZOU (Odile Jacob, 1995)
- *Le Franc Tireur*
Dominique VEILLON (Flammarion, 1977)
- *La nuit sans ombre. Histoire des Mouvements Unis de la Résistance, leur rôle dans la libération du sud-est*
Alban VISTEL (Fayard, 1970)
- *Les F.T.P*
Charles TILLON (Julliard, 1962)
- *La France des maquis*
Philippe BRETON (Denoël)
- *Vercors, citadelle de la liberté*
Paul DREYFUS (Arthaud, 1962)
- *Les Glières*
François MUSARD (Laffont, 1965)

E> BIOGRAPHIES DE RÉSISTANTS :

- *Berty, la grande figure féminine de la Résistance*
Mireille ALBRECHT (Laffont, 1986)
- *Il s'appelait Pierre Brossolette*
Gilberte BROSSOLETTE (Albin Michel, 1976)
- *Honoré d'Estienne d'Orves*
Rose et Philippe d'ESTIENNE D'ORVES (France-Empire)
- *De Gaulle*
Jean LACOUTURE (Le Seuil)
- *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon*
Daniel CORDIER (Jean-Claude LATTÈS, 3 vol. parus, 1989)

• *Fred Scamaroni*
Marie-Claire SCAMARONI (France-Empire, 1986)

F> LES ÉTRANGERS DANS LA RÉSISTANCE

1. Les étrangers et les immigrés en France :

• *Histoire de la population française - Tome IV, de 1914 à nos jours*
sous la direction de Jacques DUPAQUIER (PUF, 1988)
• *La mosaïque France : histoire des étrangers et de l'immigration en France*
sous la direction d'Yves LEQUIN (Larousse, 1988)
• *L'immigration en France au XX^e siècle*
Marianne AMAR et Pierre MILZA (Armand Colin, 1990)
• *Le creuset français : histoire de l'immigration XIX-XX^e siècles*
Gérard NOIRIEL (Scuil, 1988)

2. Les camps d'internement :

• *Les camps du Sud-Ouest de la France : 1939-1944. Exclusion, internement et déportation*
sous la direction de Monique-Lise COHEN et Eric MALO (Toulouse, Privat, 1994)
• *Le camp d'étrangers des Milles, 1939-1943*
André FONTAINE (Edisud, 1989)
• *Les camps de la honte : les internés juifs des camps français, 1939-1944*
Anne GRYNBERG (La Découverte, 1991)
• *Le camp de Gurs 1939-1945 : un aspect méconnu de l'histoire du Béarn*
Claude LAHARIE (Pau, Infocompo, 1985)
• *L'Histoire, n° 129, janvier 1990*
Article « Les camps français d'internement » par Denis PESCHANSKI

3. Les étrangers dans la Résistance

• *Les étrangers dans la Résistance en France*
Actes du colloque du 6 novembre 1992 organisé par l'Université de Franche-Comté
(Besançon, Musée de la Résistance et de la Déportation, 1992)
• *De l'exil à la Résistance : réfugiés et immigrés d'Europe centrale en France, 1933-1945*
sous la direction de René GALLISSOT et Denis PESCHANSKI (Presses universitaires de Vincennes, Arcantère, 1989)
• *Bulletin de l'Institut d'Histoire du Temps Présent, n° 24, juin 1986*
« Réfugiés et immigrés d'Europe centrale dans le mouvement antifasciste et la Résistance en France, 1933-1945 : orientation bibliographique »
• *Numéro spécial de la revue Hommes et Migrations, n° 1148, novembre 1991*
Aux soldats méconnus : étrangers, immigrés, colonisés au service de la France, 1914-1918 et 1939-1945
• *Les nouveaux cahiers, n° 37, 1974*
Article « Les immigrés dans la Résistance » par Adam RAYSKI

4. Main d'Oeuvre Immigrée - M.O.I. :

• *35^e brigade Marcel Langer : Francs-tireurs et partisans de la Main d'Oeuvre Immigrée. Toulouse, 1940-1944.*
Amicale de la 35^e brigade (Paris, 1994)
• *La guerre des partisans dans le Sud-Ouest de la France, 1942-1944. La 35^e brigade F.T.P.-M.O.I.*
Jean-Yves BOURSIER (L'Harmattan, 1992)
• *Le sang de l'étranger : les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance*
Stéphane COURTOIS, Denis PESCHANSKI, Adam RAYSKI (Fayard, 1989)
• *Testament : après quarante-cinq ans de silence, le chef militaire des F.T.P.-M.O.I. de Paris parle*
Boris HOLBAN (Calmann-Lévy, 1989)
• *L'Histoire n° 18, décembre 1979*
Article « L'affiche Rouge » par Claude LÉVY
• *Résistance R4, n° 8, juin 1979, Revue trimestrielle du Comité de Résistance pour l'histoire de la Libération de Toulouse*
Article « Quelques aspects de la participation de la M.O.I. à la Résistance du Sud-Ouest » par Claude LÉVY
• *L'aveu*
Arthur LONDON (Gallimard, 1968)
• *Manouchian*
Mélincé MANOUCHIAN (Éditeurs Français Réunis, 1974)
• *Nos illusions perdues, 1930-1963*
Adam RAYSKI (Balland, 1985)

• *L'affaire Manouchian : vie et mort d'un héros communiste*
Philippe ROBRIEUX (Fayard, 1986)
• *Les Francs-tireurs de l'Affiche rouge*
Arsène TCHAKARIAN (Messidor, éd. Sociales, 1986)
• *Ni travail, ni famille, ni patrie : journal d'une brigade F.T.P.-M.O.I. : Toulouse 1942-1944*
Gérard de VERBIZIER (Calmann-Lévy, 1994)
• *Joseph Epstein, « colonel Gilles » : de Zamosc en Pologne au Mont-Valérien, 1911-1944*
Moshé ZALCMAN (Quimperlé, La Digitale, 1984)

5. Organisations allemandes et autrichiennes :

• *Exilés en France : souvenirs d'antifascistes allemands émigrés, 1933-1945*
sous la direction de Gilbert BADIA (Maspéro, 1982)
• *L'Histoire, n° 118, janvier 1989*
Article « Les résistants allemands » par François BÉDARIDA
• *Les antifascistes allemands dans la Résistance française*
Florimond BONTE (éd. Sociales, 1969)
• *Des Allemands contre le nazisme : Widerstand et Résistance*
Actes de la journée d'études organisée par le Goethe Institut et l'Institut d'Études Politiques de Toulouse le 7 novembre 1996 parus dans le numéro spécial de la Revue des Sciences politiques, mars 1997
• *Espoir, Revue de l'Institut Charles de Gaulle, n° 80, mars 1992*
Article « La Résistance anti-nazie allemande en France » par Gerhard LEO
Article « Des Autrichiens dans la Résistance française » par Félix KREISSLER
• *Un train pour Toulouse*
Gerhard LEO (Messidor, 1989)
• *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez, n° 27, 1972*
Article « La lutte commune du peuple allemand et du peuple français contre le fascisme hitlérien : 1933-1945 » par Karl Heinz PECH
• *L'Histoire, n° 171, novembre 1993*
Article « Des Allemands contre Hitler » par Joseph ROVAN

6. Organisations espagnoles

• *Ces femmes espagnoles de la Résistance à la déportation*
Neus CATALÀ (Tirésias, 1984)
• *Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*
Actes du colloque de Paris organisé par le C.E.D.E.I. et l'I.H.T.P. les 28-29 novembre 1991
• *Résistance R4, n° 3, mars 1978*
Article « Les guérilleros espagnols dans le Gers » par Christian PIERDONA
Article « La participation des réfugiés espagnols à la Résistance française » par Miguel Angel SANZ
• *Le triangle bleu, les Républicains espagnols à Mauthausen*
Manuel RAZOLA (Gallimard, 1969)
• *Vingtème siècle, n° 11, septembre 1986*
Article « Vichy et les réfugiés espagnols » par Denis ROLLAND
• *Par delà l'exil et la mort : les Républicains espagnols en France*
Louis STEIN (Mazarine, 1981)
• *La libération dans le Midi de la France.*
Actes du colloque organisé par l'université Toulouse-Le Mirail les 7 et 8 juin 1985 (Toulouse. Ed Eché / service de publications de l'Université de Toulouse le Mirail, 1986)
Communication de Roland TREMPÉ « le rôle des étrangers : M.O.I. et guérilleros »

7. Organisations italiennes

• *Les Italiens du maquis*
Pia Leonetti CARENA (Del Duca, 1968)
• *Les Italiens et les Espagnols en France de 1938 à 1946*
Actes du colloque international organisé par le C.E.D.E.I. et l'I.H.T.P. à Paris les 28 et 29 novembre 1991
• *Cahiers de la Méditerranée, n° 12, 1976*
Article « La participation des partisans italiens à la libération des Alpes Maritimes »
• *Résistance R4, n° 5, septembre 1978*
Article « Origines et originalité de Libérer et fédérer » par Jean-Pierre PIGNOT

8. Organisations de réfugiés et de Français d'origine juive

• *Les juifs dans la Résistance en France, 1940-1944 : avec armes ou sans armes*
David DIAMANT (Le Pavillon, 1971)
• *Jeune combat. La jeunesse juive dans la Résistance*
David DIAMANT (L'Harmattan, 1993)

• *Les femmes dans la Résistance*

Acte du colloque des 22 et 23 novembre 1975

communication de David DIAMANT « Les femmes juives dans la Résistance »

Union des Femmes françaises (Ed. du Rocher, 1977)

• *L'Histoire, n° 80, juillet 1985*

Article « Les juifs dans la Résistance » par André KASPI

• *La Résistance juive en France*

Lucien LAZARE (Stock, 1987)

• *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale et des conflits contemporains n° 137, janvier 1985*

Article « La Résistance juive en France » par Renée POZNANSKI

• *La Résistance et les Français : villes, centres et logiques de décision. Actes du colloque de Cachan, 16-18 novembre 1995 organisé par l'I.H.T.P. (IHTP, 1996)*

Communication de Renée POZNANSKI « Résistance juive en ville »

• *La Résistance organisée des Juifs en France : 1940-1944*

Jacques RAVINE (Julliard, 1973)

• *Le choix des juifs sous Vichy : entre soumission et Résistance*

Adam RAYSKI (La Découverte, 1992)

• *La révolte des justes. Les juifs contre Hitler, 1933-1945*

Lucien STEINBERG (Fayard, 1970)

• *Ils étaient juifs, résistants, communistes*

Annette WIEVIORKA (Denoël, 1986)

• *L'oeuvre de secours aux enfants (OSE) sous l'Occupation en France : du légalisme à la Résistance*

Sabine ZEITOUN (L'Harmattan, 1990)

9. Organisations polonaises

• *La Pologne et la France dans la guerre et la Résistance de 1939 à 1945*

Acte du colloque de recherche historique tenu à Paris les 23-24 octobre 1975 (secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants, 1978)

• *Les femmes dans la Résistance*

Acte du colloque des 22 et 23 novembre 1975

Communication de Jean HUGONNOT « Les femmes polonaises dans la Résistance » Union des femmes françaises (éd. du Rocher, 1977)

• *La Résistance polonaise et la politique en Europe*

Tadeusz WYRWA (France-Empire, 1983)

• *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale n° 142, 1986*

Article « La Résistance polonaise en France » par Tadeusz WYRWA

• *La libération du Nord et du Pas-de-Calais (Lille, 1974)*

Actes du colloque paru dans la Revue du Nord t. 57 n° 226

Communication de Marian ZGORNIK « La résistance polonaise en France sous l'occupation hitlérienne 1940-1944 »

Communication de J. ZAMOTJSKI « La participation des Polonais à la Résistance dans le Pas-de-Calais et le Nord (1940-1944) »

10. Organisations russes et soviétiques

• *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale n° 85, janvier 1972*

Article « Les partisans russes et soviétiques en France » par F. CONTE

• *L'Est européen n° 207, 1987*

Article « Les Ukrainiens dans la Résistance française » par Wladimir KOSIK

G> LA FRANCE LIBRE ET LA LIBÉRATION :

• *les Français à Londres, 1940-1941*

Pierre ACCOCE (Balland, 1989)

• *La France libre*

Jean-Paul COINTET (P.U.F., Documents)

• *Paras de la France libre*

Colonel Roger FLAMAND (Presses de la cité, 1976)

• *La France de la libération*

Jacques DALLOZ (P.U.F., Que sais-je ? n° 2108.)

• *Leclerc*

Adrien DANSETTE (Flammarion, 1952, 1994)

• *Les bérets verts français du 6 juin 1944*

Commandant KIEFFER (France-Empire, 1994)

• *Histoire de la France libre*

Henri MICHEL (P.U.F., Que sais-je ? N° 1078, 1963)

• *Les poches de l'Atlantique*

Jacques MORDAL (Presses de la cité, 1965)

H> COURANTS DE PENSÉE ET LA PRESSE CLANDESTINE :

• *La Résistance Intellectuelle*

Jacques DEBÛ-BRIDEL (Julliard, 1970)

• *Le Conseil National de la Résistance. Les institutions de la clandestinité*

René HOSTACHE (P.U.F., Esprit de la Résistance, 1958)

• *Les courants de pensée de la Résistance*

Henri MICHEL (P.U.F., Esprit de la Résistance)

• *La presse clandestine 1940-1944*

Claude BELLANGER (Colin, 1961)

IV. LA DÉPORTATION :

A> TÉMOIGNAGES ET DOCUMENTS :

• *L'espèce humaine*

Robert ANTHELME

• *Aucun de nous ne reviendra*

Charlotte DELBO (éd. de Minuit, 1970)

• *L'arbre de Goethe*

Pierre JULITTE (Presses de la cité, 1965)

• *Le tunnel*

André LACAZE

• *Si c'est un homme*

Primo LÉVI (1948, Julliard pour la trad. française, 1987, 1994)

• *Rue de la Liberté. Dachau 1943-1945*

Edmond MICHELET (Le Seuil, 1955, 1994)

• *Un uniforme rayé d'enfer*

Jean-Pierre RENOUEAU (Editions Du Rocher, 1993)

• *Le pain des temps maudits*

Paul TILLARD (Julliard, 1965, 1995)

• *Le courrier dans les camps de concentration*

Julien LAJOURNADE (L'image, Document)

B> LE SYSTÈME CONCENTRATIONNAIRE ET LES CAMPS :

• *Les Françaises à Ravensbrück*

A.D.I.R. et Amicale de Ravensbrück (Denoël-Gonthier, 1971)

• *Leçons de ténèbres. Résistants et déportés*

F.N.D.I.R./U.N.A.D.I.F., dirigé par Jean MANSON (Plon, 1995)

• *Le livre de la déportation.*

Marcel RUBY (Robert Laffont, 1995)

• *L'organisation de la terreur: Les camps de concentration*

Wolfgang SOFSKY (Calmann-Lévy, 1995)

• *Ravensbrück*

Germaine TILLION (Seuil, 1973, 1988)

• *L'ère des camps*

Olga WORMSER-MIGOT (10/18)

C> LA DÉPORTATION RACIALE :

• *La politique nazie d'extermination*

François BÉDARIDA (Albin Michel)

• *Qui savait quoi ? L'extermination des juifs, 1941-1945*

Stéphane COURTOIS et Adam RAYSKI (La Découverte, 1987)

• *Les chambres à gaz ; secret d'Etat*

Eugen KOGON et alii (Le Seuil, Points Histoire n° 9)

• *Vichy et les juifs*

M.R. MARRUS et R.O. PAXTON (Livre de poche n° 4115)

• *Les Tsiganes en France 1939-1946*

Denis PESCHANSKI (C.N.R.S. éditions)

• *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*

Annette WIEVIORKA (Plon, 1992)

* Sauf mention contraire le lieu d'édition des livres est Paris.